



L'entreprise en difficulté en France

Nouveau record de défaillances en 2025 :
les emplois toujours plus menacés



Christophe Guerner
Associé responsable de
l'offre Distressed M&A au
sein de l'activité Performance
Improvement & Restructuring

Remerciements

Les données cette édition 2026 ont été mises en lumière et enrichies grâce à l'intervention de différents acteurs de la restructuration qui nous ont apporté leur vision. Nous souhaitons donc chaleureusement remercier tous ceux avec qui nous nous sommes entretenus et qui nous ont partagé leur connaissance et leur appréciation de la période actuelle.

De plus, grâce aux secrétariats de Présidence et greffes des Tribunaux de Commerce, nous avons pu exploiter et analyser des données pertinentes sur leurs situations dans leurs régions respectives. À ce titre, nous souhaitons notamment remercier ceux d'Aix-en-Provence, Lille, Nanterre, Orléans, Bordeaux, Lyon, Nice, Poitiers, Rouen Toulouse et certains tribunaux d'Île-de-France (Paris, Bobigny, Evry, Meaux, Créteil, Melun, Nanterre, Pontoise, Versailles) pour leur contribution. Nous souhaitons également remercier l'OCED et le CNAJMJ pour les données transmises et leur disponibilité.

Enfin, cette édition n'aurait pas pu voir le jour sans la contribution active de Maxime Levrouw, Côme Dauvergne, Swann Perez et Martin Topande (Deloitte Restructuring Services) que nous remercions pour leur active contribution.



Maxime Levrouw



Swann Perez



Côme Dauvergne



Martin Topande

Note méthodologique

Sources procédures amiables

Deloitte Finance a analysé les données relatives aux procédures amiables (mandat *ad hoc* et conciliation) ouvertes en 2025 par 17 tribunaux de commerce : Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Orléans, Poitiers, Rouen, Toulouse et certains tribunaux d'Île-de-France (Paris, Bobigny, Evry, Meaux, Créteil, Melun, Nanterre, Pontoise, Versailles). Cet échantillon est réduit pour les analyses relatives aux accords de conciliation et aux dossiers de détection-prévention en fonction des informations disponibles.

Les ouvertures de procédures amiables sont enregistrées par entité juridique tandis que les issues (protocoles de conciliation constatés ou homologués) sont comptabilisées par protocole (susceptible de concerner plusieurs entités juridiques). L'analyse du taux de réussite des procédures amiables sur la base des données présentées n'apparaît donc pas pertinente.

Deloitte Finance a également recueilli les données produites et publiées par l'Observatoire Consulaire des Entreprises en Difficulté (OCED) concernant les huit tribunaux de commerce d'Île-de-France (Bobigny, Créteil, Évry, Melun, Nanterre, Pontoise, Paris, et Versailles).

Enfin, Deloitte Finance a analysé les données relatives au nombre de procédures amiables ouvertes en 2025, communiquées par le Conseil National des Administrateurs Judiciaires et Mandataires Judiciaires (CNAJMJ).

Sources procédures collectives

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro Siren (entreprises individuelles,

professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce, un tribunal mixte de commerce, un tribunal judiciaire ou une cour d'appel.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des tribunaux concernés. Altares est également licencié officiel du BODACC (Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Les données collectées ont été actualisées en février et mars 2026.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au BODACC. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la distribution des nomenclatures des activités françaises NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'Insee ou de sources privées.

Ces données ne peuvent être considérées comme exhaustives au regard du nombre d'entreprises ne publiant pas leurs comptes sociaux. Pour les entreprises mentionnées dans cette étude et dont les comptes sociaux n'ont pas été publiés en 2025, soit le dernier chiffre d'affaires connu a été

indiqué soit la mention « confidentiel » (auquel cas les sociétés ont été référencées en fin de liste sans lien avec leur chiffre d'affaires respectif).

Analyses

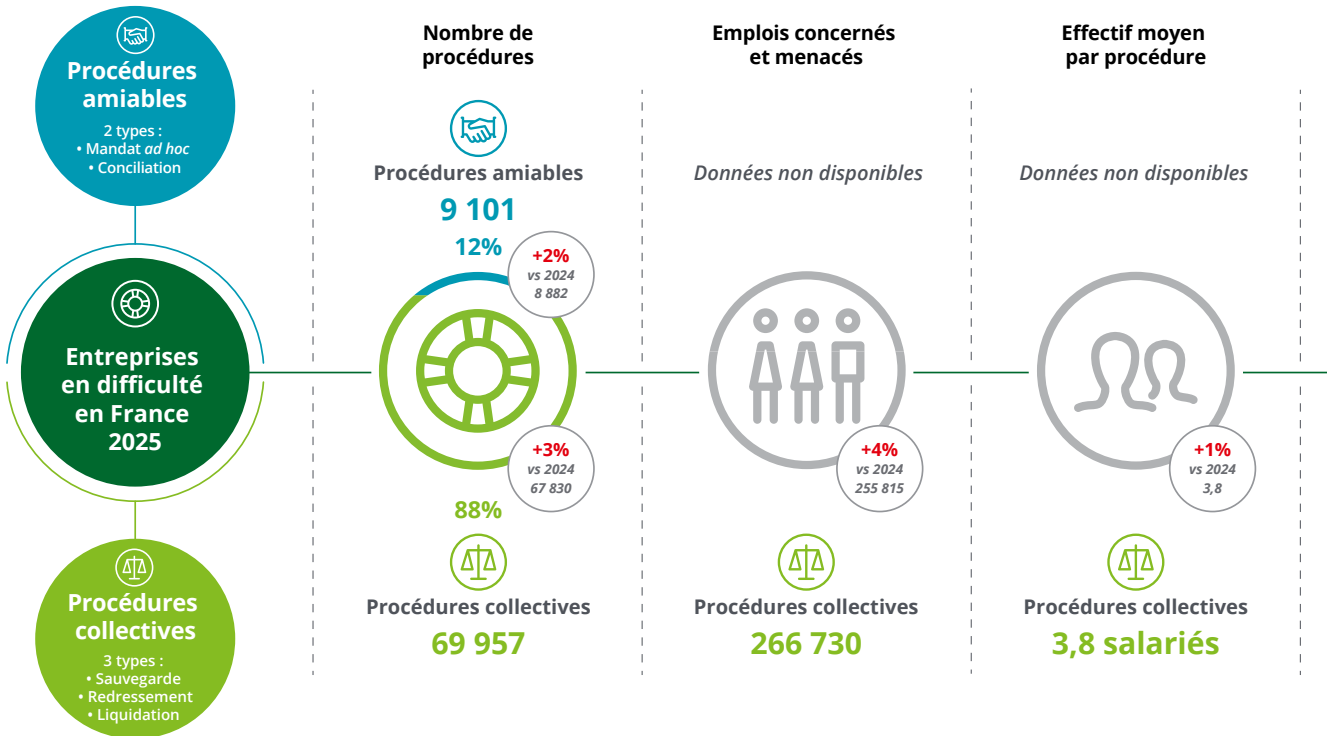
Deloitte Finance a analysé :

- le volume de procédures de prévention instruites par les 17 tribunaux de commerce de l'échantillon entre 2016 et 2025 ;
- les ouvertures de procédures collectives par nombre de salariés, secteur d'activité, âge, taille de la société et situation géographique entre 2019 et 2025. Par hypothèse, ont été retenues comme défaillantes les entreprises ayant fait l'objet d'une ouverture de procédure judiciaire, soit :
 - une procédure de sauvegarde incluant la sauvegarde accélérée ;
 - un redressement judiciaire, ou une liquidation judiciaire subséquente à un redressement judiciaire n'ont pas été comptabilisées comme de nouvelles procédures) ; et
 - les données sont présentées par entité juridique. Aucune analyse des impacts des défaillances sur les groupes concernés n'a pu être menée.

Il est rappelé que dans les statistiques Altares, l'ouverture d'un redressement judiciaire faisant suite à une procédure de sauvegarde est comptabilisée comme une nouvelle procédure. Également, il est à noter que 127 sociétés font l'objet de cette « double comptabilisation ».

Panorama des entreprises en difficulté

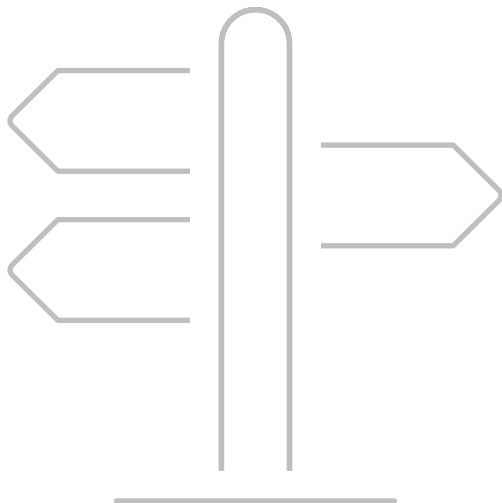
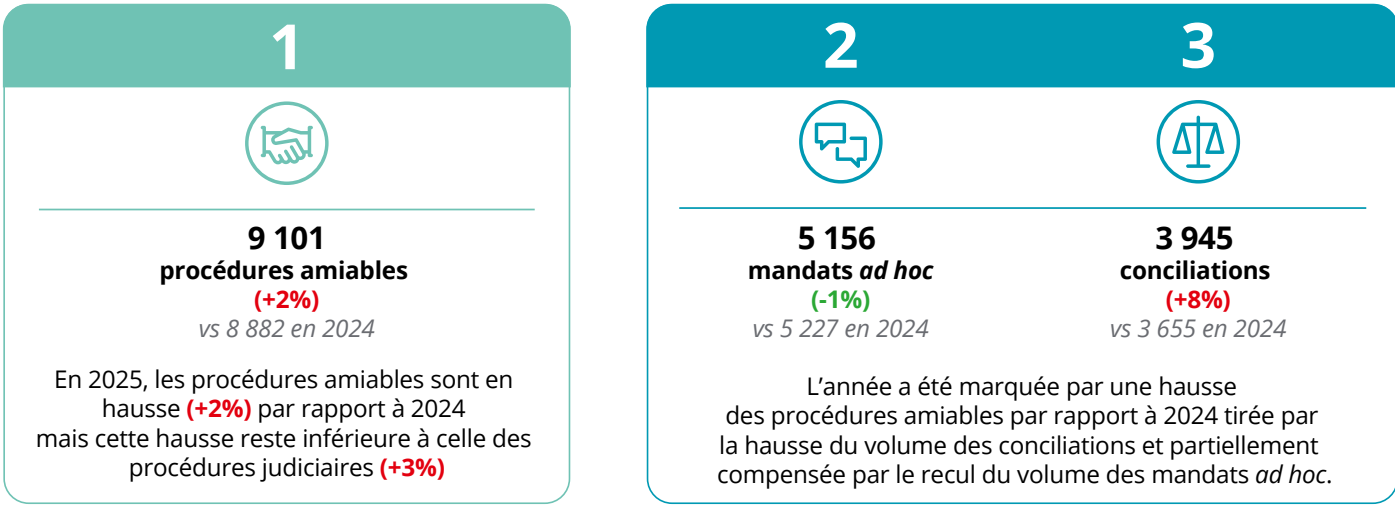
En 2025, le nombre de procédures collectives ouvertes en France s'élève à 69 957 (soit une augmentation de +3% par rapport à l'année précédente) et le nombre de procédures amiables atteint 9 101 (soit une croissance de +2% par rapport à 2024). Ces hausses se traduisent par une augmentation du nombre d'emplois concernés et menacés qui atteint 266 730 en procédures collectives (+4% vs 2024). À noter par ailleurs qu'il ressort de nos analyses que l'effectif moyen des sociétés ayant eu recours à une procédure collective en 2025 est stable par rapport à 2024 (3,81 salariés en 2025 contre 3,77 salariés en 2024).



Procédures amiables au niveau national en 2025 selon le CNAJMJ

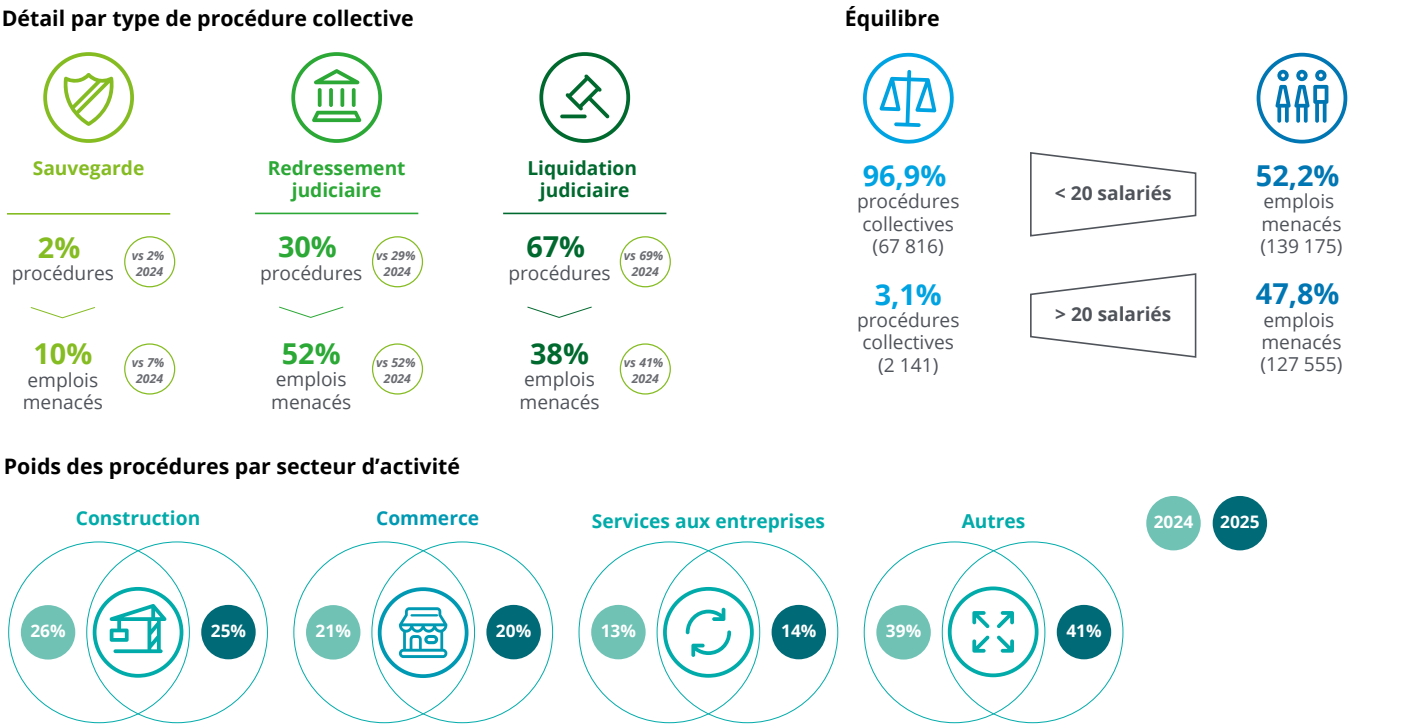
L'augmentation du nombre de procédures amiables en 2025 (+2% vs 2024) est marquée par une hausse du nombre d'ouvertures de conciliations (+8% vs 2024) pour atteindre des niveaux historiques en dépit du léger recul du nombre de mandats *ad hoc* (-1% vs 2024). Ces procédures amiables, qui s'adressent en premier lieu aux sociétés solvables, permettent d'anticiper et de traiter leurs difficultés avant qu'elles ne soient insurmontables.

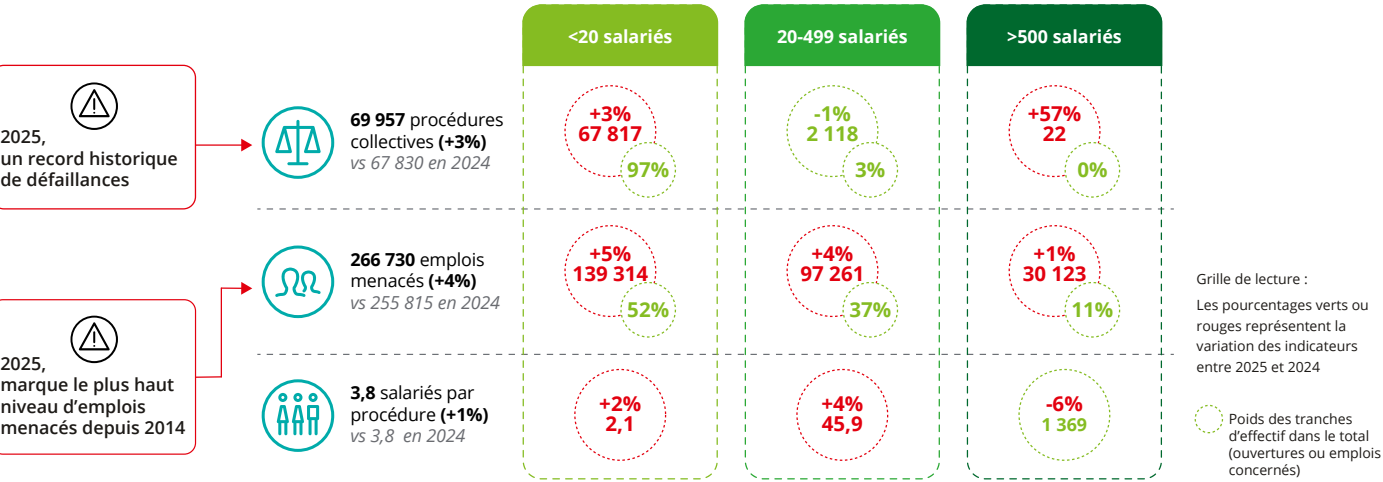
En particulier, le mandat *ad hoc* facilite la négociation avec les créanciers et la recherche de nouveaux financements tandis que la conciliation permet d'établir un accord écrit avec les créanciers qui peut être homologué par un tribunal. De plus, la conciliation peut conférer un privilège de New Money et facilite la cession d'entreprises.



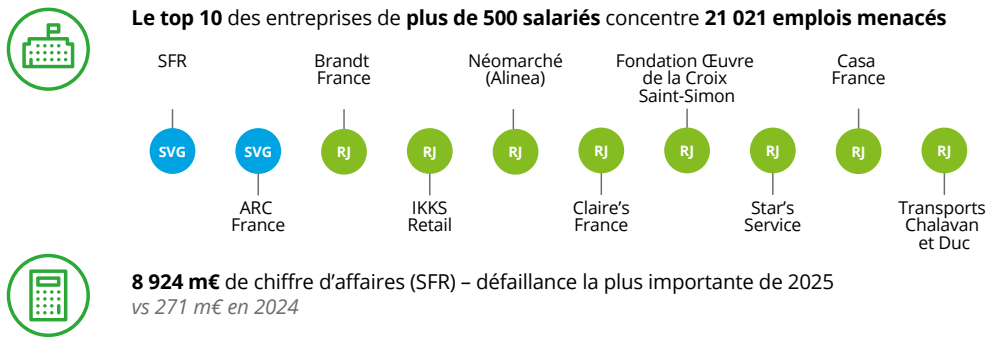
Les procédures collectives en 2025

Focus par type de procédure, équilibre et principaux secteurs impactés

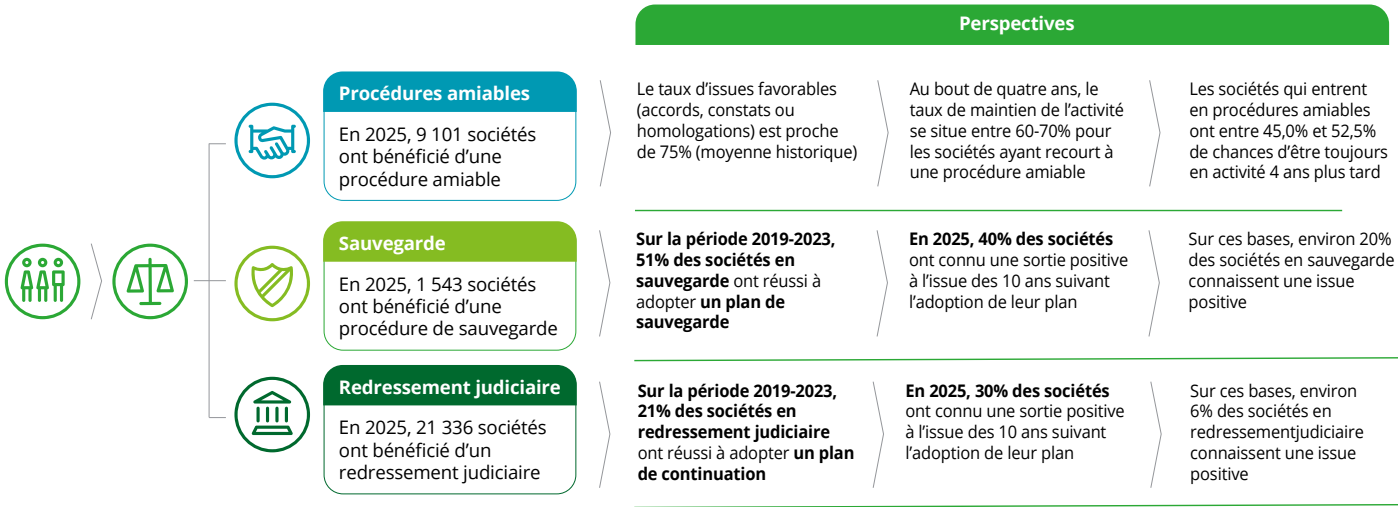




En 2025, la baisse du nombre moyen d'emplois menacés (-36%) dans les entreprises comptant plus de 500 salariés est portée par l'absence de procédures concernant d'importantes sociétés comme Milee en 2024. La construction du top 10 s'est effectuée en fonction du chiffre d'affaires.



Procédures collectives en 2025 – Réussite des plans de continuation et de sauvegarde



Notre analyse sur le sort de plans de continuation de 2015 (sauvegarde ou redressement) confirme qu'anticiper le choix de la procédure maximise les chances de retournement.

Etude Deloitte – Analyse des plans de cessions entre 2017 et 2025 en France

Objectif

La transposition de la directive du 20 juin 2019 sur la restructuration et l'insolvabilité des entreprises amène les tribunaux à demander l'évaluation d'une entreprise en plan de cession. Aujourd'hui, nous constatons qu'il n'existe pas de documentation publique et historique analysant l'ensemble des plans de cessions au niveau national avec cet objectif d'avoir et de proposer une logique d'analyse en comparable.

Pour cette raison, notre équipe a réalisé cette analyse, à travers un échantillon de plus de mille jugements sur la période de 2017 à 2025.

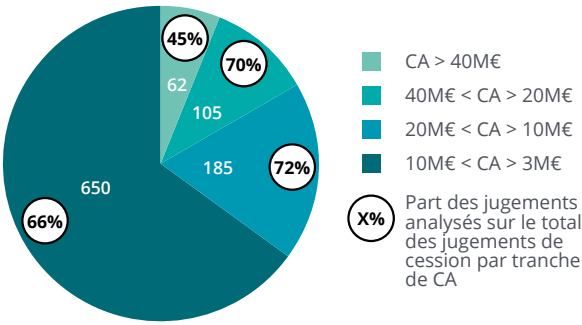
Les conclusions reposent sur les analyses basées sur le chiffre d'affaires des entreprises (i) entre 3m€ et 10m€, (ii) entre 10m€ et 20m€, (iii) entre 20m€ et 40m€ et (iv) de plus de 40m€.

Les conclusions de cette analyse sont présentées ci-dessous.

Présentation de l'échantillon

Ces plans de cession ont été classés en quatre catégories en retenant notamment les seuils de l'ordonnance 2021-1193 de septembre 2021. L'échantillon analysé se décompose de la façon suivante :

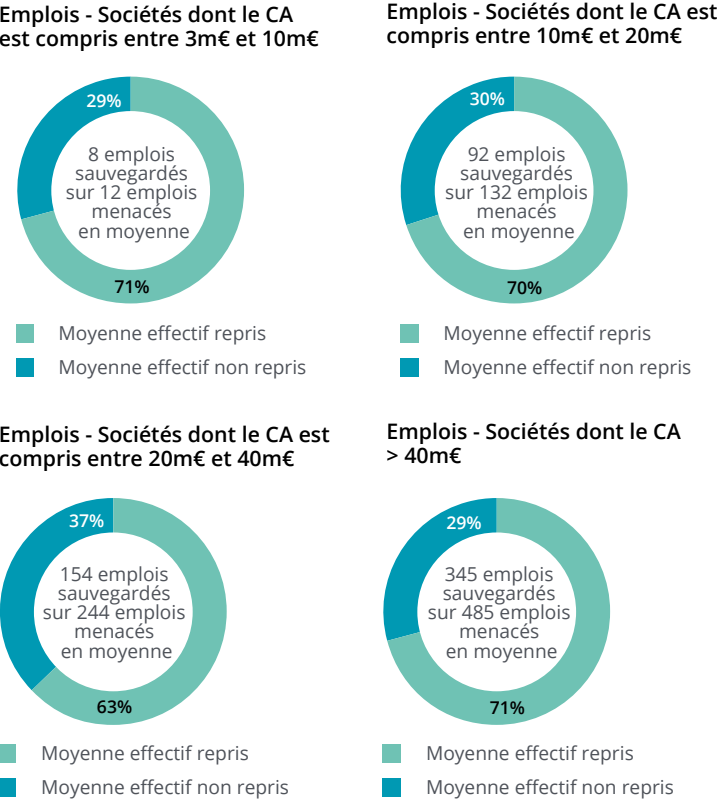
Étude plans de cession - Jugements traités notamment selon les seuils de l'ordonnance 2021-1193



L'analyse de ces différents plans de cession a permis de ressortir les indicateurs suivants : décomposition du prix de cession, nombre de salariés repris, charges augmentatives du prix, choix du repreneur de reprendre tout ou partie des congés payés et les différents avantages sociaux (RTT, prime de 13ème mois, etc.), passif déclaré (si mentionné dans le jugement), valorisation du commissaire-priseur, nature du repreneur (industriel, fonds d'investissement ou personne physique), nationalité du repreneur.

Emplois menacés

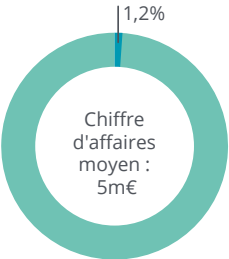
Sur les 1 002 jugements de cession analysés, les repreneurs ont repris en moyenne :



Prix de cession rapporté au chiffre d'affaires

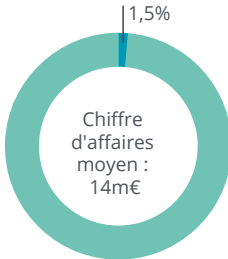
Il ressort de l'analyse des jugements de cession que le prix de cession total le plus haut s'élève à 36m€ et le plus bas à 1€, ce qui représente des ratios moyen Prix de cession / CA de l'ordre de 1% à 2% quel que soit le segment d'entreprise retenu :

Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - 3m€ et 10m€



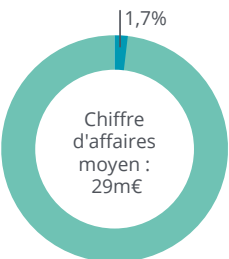
Prix de cession moyen / chiffre d'affaires moyen (%)

Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - 10m€ et 20m€



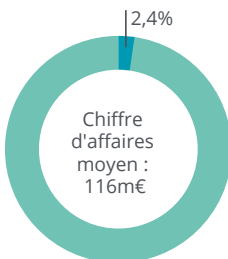
Prix de cession moyen / chiffre d'affaires moyen (%)

Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - 20m€ et 40m€



Prix de cession moyen / chiffre d'affaires moyen (%)

Prix de cession moyen rapporté au chiffre d'affaires moyen - CA > 40m€



Prix de cession moyen / chiffre d'affaires moyen (%)

Le ratio prix de cession / CA augmente légèrement en fonction de la taille de l'entreprise.

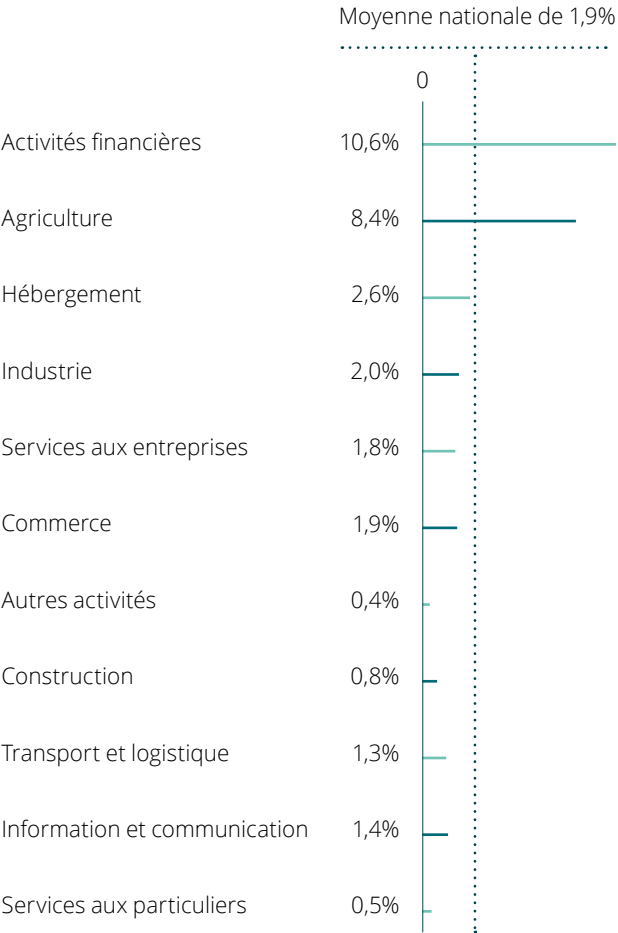
Le ratio le plus élevé que nous ayons relevé sur notre échantillon est de 49,4% pour la reprise de la société Société Ecosys pour 5,5m€. A l'inverse, le ratio le plus faible est inférieur à 1% pour plusieurs sociétés.

Ainsi, certains prix offerts sont parfois plus importants que la moyenne observée mais ce phénomène reste toutefois résiduel sur l'échantillon analysé.

Conclusion de l'échantillon étudié

- En moyenne, selon la taille de la cible, le prix de cession offert représente **1,2% à 2,4% du CA de la cible** ;
- Les secteurs Activités financières & d'assurance (10,6%), Agriculture (8,4%), Hébergement, restauration et débits de boissons (2,6%) et Industrie (2,0%) se distinguent avec un ratio supérieur à la moyenne nationale ;

Analyse par secteur - Prix de cession total moyen rapporté au CA moyen



L'analyse démontre que la moyenne du ratio prix de cession sur chiffre d'affaires avoisine 1,9%. Sur cette base, les secteurs Activités financières & d'assurance (10,6%), Agriculture (8,4%), Hébergement, restauration et débits de boissons (2,6%) et Industrie (2,0%) se distinguent avec un ratio supérieur à la moyenne nationale.

- Entre **63% et 71% des effectifs sont repris** en moyenne ; et
- Les **congés payés et autres avantages acquis** sont repris en tout ou partie dans **77% des cas pour les sociétés dont le chiffre d'affaires est supérieur à 40m€**.

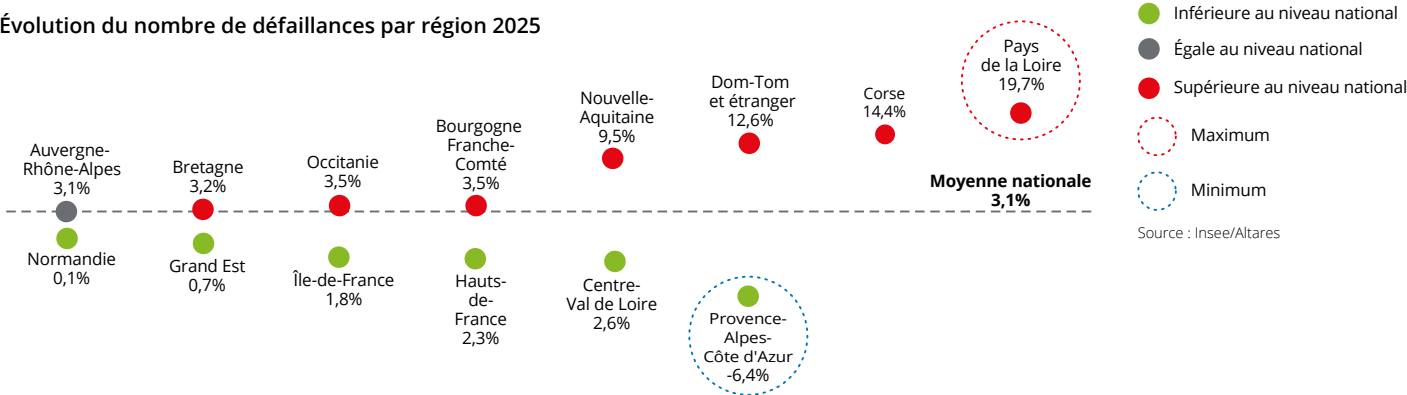
Les défaillances dans les régions

2025 : une tendance haussière mais hétérogène selon les régions

En 2025, la quasi-totalité des régions (à l'exception de la région Provence-Alpes - Côte-d'Azur) enregistre une hausse des défaillances par rapport à 2024 comprise entre +0,1% pour la Normandie et +19,7% pour le Pays de la Loire. La région PACA enregistre quant à elle une baisse des défaillances de -6,4% par rapport à 2024.

En particulier, sept régions ont connu une croissance des défaillances supérieure à la croissance constatée au niveau national (+3,1%) et sept bénéficient d'une tendance inférieure.

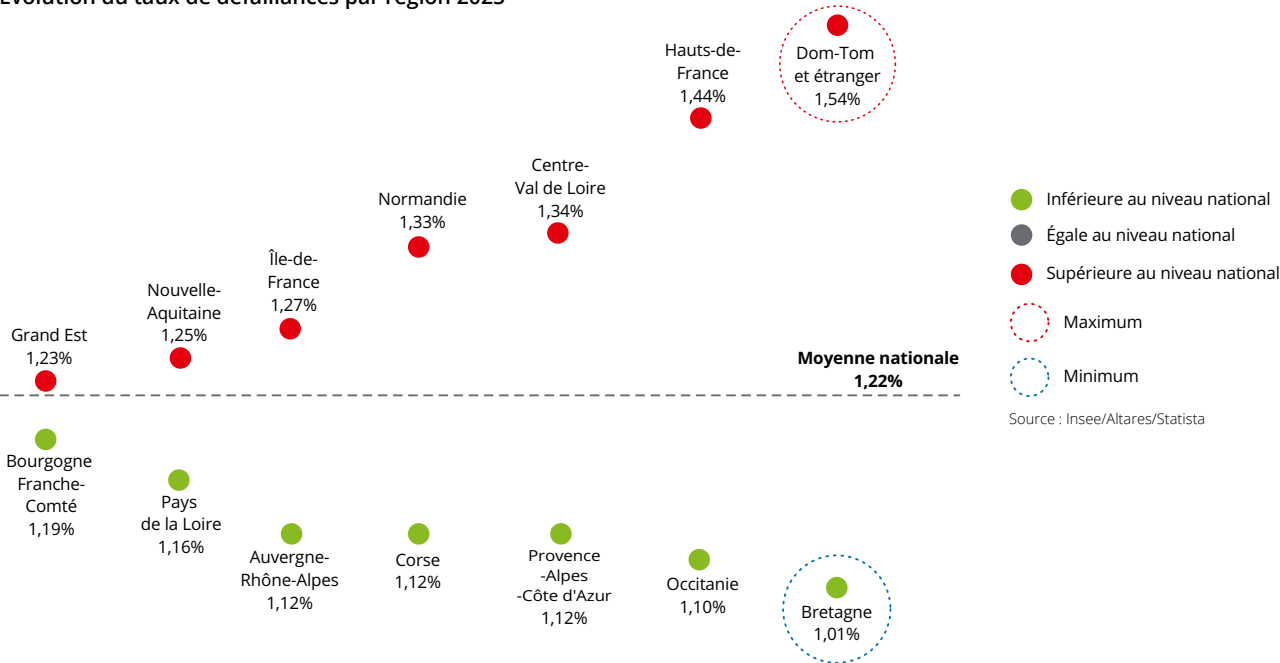
Évolution du nombre de défaillances par région 2025



Grille de lecture : au niveau national, le nombre de défaillances a augmenté d'environ +3,1% par rapport à 2024. 7 régions ont une croissance supérieure à la moyenne nationale et notamment le Pays-de-la-Loire où le nombre de défaillances a augmenté d'environ +19,7%. En outre, cette tendance touche particulièrement la Corse (+14,4%), les Dom-Tom et étranger (+12,6%), ainsi que la Nouvelle Aquitaine (+9,5%).

En 2025, le taux national de défaillances est de 1,22% vs 1,18% en 2024. Le taux dans les régions oscille entre 1,01% pour la région Bretagne à 1,54% pour les DOM-TOM et étranger.

Évolution du taux de défaillances par région 2025



Taux de défaillances : nombre de défaillances 2025 (Altaires) / stock d'entreprises en 2023 (Insee).

Grille de lecture : au niveau national, le taux de défaillances atteint 1,22% des entreprises. À noter que ce taux atteint 1,54% dans les Dom-Tom et étranger.

Deloitte Restructuring Services

Restructuring financier, opérationnel et stratégique

L'équipe Restructuring Services



Sandrine Gril-Prats
Managing Associée
+33 (6) 88 24 19 74
sgrilprats@deloitte.fr



Christophe Guerner
Associé
+33 (6) 31 19 74 15
cguerner@deloitte.fr



Laurent Jehanne
Managing Directeur
+33 (6) 15 71 02 01
ljehanne@deloitte.fr



Maxime Levrouw
Directeur
+33 (0)6 25 91 50 47
mlevrouw@deloitte.fr



Delphine Dupuy
Senior Manager
+33 (0)6 47 62 60 73
ddupuy@deloitte.fr



Vène-Napha Abhay
Senior Manager
+33 (7) 86 74 86 21
vabhay@deloitte.fr



Fodé Traoré
Senior Manager
+33 6 40 72 26 61
fotraore@deloitte.fr

« Une équipe expérimentée et réactive constituée de 30 professionnels issus de l'entreprise, du monde judiciaire et du conseil financier. »

Les atouts de notre équipe

- Un sens de l'urgence démontré et éprouvé.
- Une expertise financière au service d'une dimension conseil à destination des dirigeants et actionnaires d'entreprises de toutes tailles.
- Des savoir-faire complémentaires : financier, judiciaire, sectoriel, stratégique et opérationnel.
- Une technicité au service d'un accompagnement « sur mesure », rompue aux contingences spécifiques des situations de crise et aux attentes des acteurs.
- Des spécialistes intégrant la dimension humaine (stress, déni, conflit, etc.) des équipes clients dans leurs interventions (accompagnement et pédagogie).
- Une approche permettant d'assurer l'alignement entre le projet opérationnel et les objectifs stratégiques et financiers de l'entreprise.



+de
30 professionnels



+de 70 dossiers
par an



Un ancrage
régional, national
et international



Une forte
technicité des
équipes

Offre Deloitte Restructuring

Des solutions sur mesure pour des améliorations opérationnelles et financières effectives

Partenaire opérationnel et financier aux côtés des dirigeants

Diagnostic flash de trésorerie et cash marathon

- Cash management et mise sous contrôle du cash
- Mise en place ou revue des prévisions de trésorerie
- Identification des leviers d'optimisation court et moyen terme (« cash marathon »)
- Optimisation du cash control
- Instauration d'une culture « cash » dans l'entreprise.

Optimisation du BFR

- Diagnostic complet du BFR, à la fois opérationnel et financier
- Identification des leviers d'optimisation
- Evaluation des options de financement à court terme

Optimisation du reporting

- Analyse des reporting/ KPIs actuels
- Identification des leviers d'amélioration, permettant d'obtenir un reporting et des KPIs capables de (i) suivre la véritable création de valeur et (ii) d'accompagner les parties prenantes interne et externe dans la prise de décision à court, moyen et long terme

Partenaire opérationnel et financier aux côtés des dirigeants, accélérateur de performance

- Validation et aide à la mise en place des leviers d'optimisation identifiés sur le BFR, cash, reporting/ KPIs...
- Construire avec le management et les équipes un plan d'actions viable, à la fois opérationnel et financier
- Assister et accompagner les différentes parties prenantes, dans la mise en œuvre des plans d'actions dans un contexte de transformation ou de de restructuration

Offre d'accompagnement Restructuring

Independent Business Review (IBR)

- Diagnostic opérationnel et financier de l'origine des difficultés
- Fiabilisation de l'information comptable et financière
- Identification/quantification des leviers opérationnels et déclinaison en business plan
- Estimation des besoins de financement/Cash Forecast
- Analyse de scénarios de réaménagement de la dette bancaire
- Contexte de marché et positionnement stratégique
- Assistance à la négociation avec les partenaires financiers
- Covid-19 : assistance financière dans l'obtention de PGE/ autres aides

Prévention (mandat *ad hoc*, conciliation)

- Appréciation du business model et de la situation financière
- Plan d'amélioration concret et assistance à la mise en œuvre
- BP & prévisions de trésorerie sensibilisées/Test d'insolvabilité
- Simulations de traitement de la dette
- Identification des scénarios de sortie et de la procédure amiable appropriée
- Accompagnement de PSE et cession/ fermeture de sites
- Assistance à la négociation (mandataire, conciliateur, banques, CCSF, CIRI...)
- Recherche de financements

Pré-pack cession - Distressed M&A

- Assistance de l'acquéreur ou du cédant en situation complexe ou à la barre du tribunal
- Gestion du process (identification cibles, data- rooms, assistance aux négociations)
- Problématique de séparation et mise en œuvre
- Due diligences financières et opérationnelles
- Sécurisation de la responsabilité du cédant ou de l'acquéreur

Insolvabilité (sauvegarde, RJ, LJ) (dont *Distressed Valuation*)

- Assistance financière à la saisine (DCP, DOPS)
- Business plan & prévisions de trésorerie
- Suivi des réalisations et des engagements durant la période d'observation pour les organes de la procédure
- Elaboration de plans de sauvegarde/de redressement
- Valorisation d'entreprise dans le cadre de l'application des 2025 de parties affectées
- Cellule liquidative

Altaires

Qui est Altaires ?

Altaires est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème. Grâce à ses outils et ses informations, Altaires aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées. Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, premier réseau international d'informations sur les entreprises, Altaires s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 550 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

La vision Altaires

Altaires a pour vision « Smart insights to shape your future ». Chez Altaires, nous sommes convaincus que les données BtoB jouent un rôle majeur dans le développement des entreprises et qu'elles sont sources de performance pour l'ensemble des métiers dès lors qu'elles sont fiables et partagées.

La mission Altaires

Chez Altaires, nous libérons le potentiel de croissance des entreprises et protégeons leur business par une connaissance approfondie de leurs clients, leurs fournisseurs et leurs partenaires actuels et futurs avec des solutions sur mesure intégrées dans leurs processus de décisions stratégiques et opérationnelles, grâce à l'accès au plus grand réseau de données BtoB au monde.

Nos clients

Altaires met à disposition des directions générales et opérationnelles (achats, commerce, marketing, finance, export, développement, etc.), ses data, ses indicateurs prédictifs, ses capacités technologiques et sa compréhension des usages clients pour permettre aux entreprises nationales et internationales d'accroître leur performance. Altaires répond aux besoins des grands comptes, ETI, PME, TPE de tous secteurs et aussi à ceux des organisations publiques. Les ingénieurs d'affaires Altaires sont spécialisés par grands secteurs d'activité afin de répondre aux spécificités de chaque marché.

Altaires en quelques chiffres

- 180 ans d'expertise
- Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb du leader mondial Dun & Bradstreet
- Présent dans sept pays : France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Maroc, Algérie, Tunisie
- La base mondiale d'informations BtoB la plus exhaustive :
 - plus de 600 millions d'entreprises ;
 - dans 220 pays.
- 20 000 clients dont :
 - 90% des entreprises du CAC 40 ;
 - 65% du SBF 120.
- Effectif : 420 personnes
- Chiffre d'affaires 2025 : 162 M€
- Siège social : Paris La Défense
- Président du groupe Altaires : Luc Querton

Nous contacter

Altaires-D&B
Tour Landscape
6, place des Degrés
CS 40344
92045 La Défense Cedex
Tél. : +33 (1) 41 37 50 00
contact@altaires.com
www.altaires.com



Thierry Millon
Directeur des études Altaires



Adrien Tzamaras
Chief Marketing Officer

Sommaire

Les procédures amiables	16	• Focus administrateur judiciaire en sauvegarde	54
• Échantillon Deloitte – Analyse globale	16	• Focus redressement judiciaire	55
• Échantillon Deloitte – Sort des procédures de conciliation	18	• Focus administrateur judiciaire en redressement judiciaire	55
• Échantillon Deloitte – Prévention-détection	20	• Issues des procédures de sauvegarde et de redressement judiciaire	58
• OCED – Focus Île-de-France	20	• Focus sort des plans de sauvegarde et de redressement	58
• Procédures amiables au niveau national (CNAJMJ) – Analyse annuelle	21		
• Procédures amiables au niveau national (CNAJMJ) – Analyse trimestrielle	22	Présentation des régions	61
		• Analyse par région	61
Les procédures judiciaires	23	• Maillage géographique des défaillances	62
• Entreprises et emplois menacés	23	• Caractéristiques des 10 principales défaillances par région	63
• Analyse détaillée du nombre de défaillances et emplois menacés entre 2011 et 2025	24	• Auvergne-Rhône-Alpes	64
• Les entreprises de plus de 1 000 salariés	25	• Bourgogne-Franche-Comté	67
• Les entreprises de moins de 1 000 salariés	26	• Bretagne	70
• Evolution mensuelle sur 10 ans	27	• Centre-Val de Loire	73
• Evolution par trimestre	27	• Corse	76
• Les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés	28	• Grand Est	79
• Les défaillances d'entreprises au regard des créations d'entreprises	33	• Hauts-de-France	82
• Taux de défaillance	34	• Île-de-France	85
• Répartition du nombre de procédures et d'emplois menacés par tranche d'effectif	35	• Normandie	88
• Analyse détaillée par tranche d'effectif	36	• Nouvelle-Aquitaine	91
• Effectif moyen par procédure (au global et hors procédures de plus de 1 000 salariés) en 2023	38	• Occitanie	94
• Analyse détaillée par chiffre d'affaires	40	• Pays de la Loire	97
• Défaillances d'entreprises de plus de 50m€ de chiffre d'affaires	42	• Provence-Alpes-Côte d'Azur	100
• Analyse selon le secteur d'activité	46		
• Analyse selon le secteur d'activité (entreprises de plus de 20 salariés)	48		
• Analyse selon l'ancienneté de l'entreprise	50		
• Focus sauvegarde accélérée et sauvegarde financière accélérée	51		
• Focus sauvegarde	52		

Les procédures amiables

Échantillon Deloitte – Analyse globale

Sur notre échantillon de 17 tribunaux de commerce (hors TCS), représentant 30% des procédures amiables enregistrées au niveau national en 2025 (9 101 selon les données du CNAJMJ présentées ci-avant), les procédures amiables ont connu leur plus haut niveau depuis 2020 avec 2 736 procédures, soit une hausse de +14% vs 2024.

Cette augmentation est portée à la fois par les procédures de conciliation qui ont augmenté de +21% par rapport à 2024 et, dans une moindre mesure, par les mandats *ad hoc* qui, quant à eux, ont augmenté de +4%.

Ces données mettent en évidence des tendances globalement similaires bien que supérieures à celles enregistrées au niveau national, et ce quel que soit le type de procédure. En effet, d'après les informations fournies par le Conseil National des Administrateurs Judiciaires et Mandataires Judiciaires (CNAJMJ), le nombre de procédures amiables a augmenté de +2% au niveau national en 2025. Cette hausse cache toutefois des dynamiques disparates selon le type de procédure puisque si les mandats *ad hoc* ont reculé de - 1% par rapport à 2024, dans le même temps, les procédures de conciliation ont connu un accroissement de +8%.

En revanche, le rapport entre les procédures de mandat *ad hoc* et de conciliation penche toujours nettement du côté des procédures de conciliation. Toutefois, il convient de noter que les mandats *ad hoc* ont un poids de plus en plus lourd au sein des procédures amiables, ce poids étant passé de 33% en 2021 à 40% en 2025. De manière générale, on observe une montée en puissance des procédures amiables, qui n'ont cessé de croître depuis 2021. Sur notre échantillon, on compte 2 736 procédures amiables ouvertes en 2025 (dont 1 094 mandats *ad hoc* et 1 642 procédures de conciliation) contre 1 243 en 2021, soit une hausse

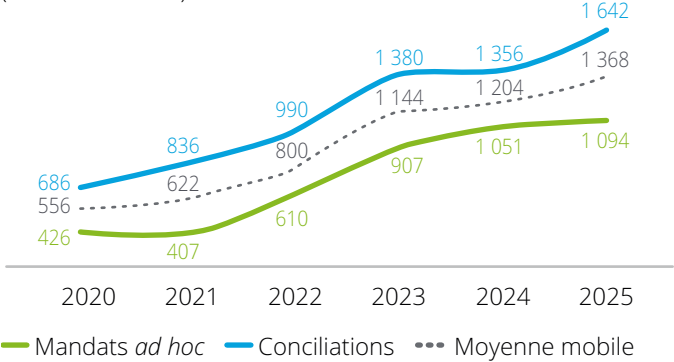
Procédures amiables - Échantillon de 17 tribunaux de commerce

N° Tribunal	2021			2022			2023			2024			2025		
	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total
1 Aix-en-Provence	8	49	57	24	55	79	35	65	100	63	85	148	49	71	120
2 Paris	72	240	312	124	277	401	154	378	532	200	401	601	227	410	637
3 Bobigny	30	85	115	40	44	84	36	69	105	47	43	90	30	48	78
4 Bordeaux	27	45	72	68	70	138	105	120	225	97	116	213	80	102	182
5 Evry	66	19	85	73	66	139	50	18	68	70	24	94	49	75	124
6 Nanterre	16	72	88	41	85	126	67	173	240	78	101	179	64	155	219
7 Lille	26	50	76	64	37	101	61	47	108	104	97	201	129	163	292
8 Lyon	39	75	114		111	111	148	201	349	155	257	412	181	315	496
9 Melun	-	8	8	-	13	13	-	14	14	7	12	19	11	31	42
10 Toulouse	7	60	67	32	65	97	33	63	96	62	47	109	87	75	162
11 Orléans	21	28	49	51	25	76	29	28	57	25	18	43	37	28	65
12 Poitiers	12	12	24	24	18	42	14	14	28	14	12	26	16	26	42
13 Nice	43	24	67	5	32	37	45	75	120	-	-	-	15	33	48
14 Rouen	7	6	13	5	14	19	3	17	20	8	42	50	8	23	31
15 Créteil	8	33	41	12	27	39	80	32	112	84	37	121	80	30	110
16 Versailles	10	20	30	17	29	46	26	50	76	24	39	63	16	44	60
17 Pontoise	15	10	25	30	22	52	21	16	37	13	25	38	15	13	28
Total	407	836	1 243	610	990	1 600	907	1 380	2 287	1 051	1 356	2 407	1 094	1 642	2 736
Poids	33%	67%	100%	38%	62%	100%	40%	60%	100%	44%	56%	100%	40%	60%	100%
Evolution N-1	(4%)	22%	12%	50%	18%	29%	49%	39%	43%	16%	(2%)	5%	4%	21%	14%

Note : les données proviennent des greffes des tribunaux de commerce et de l'OCED, privilégiant celles des greffes des tribunaux de commerce (Bobigny et Paris) en cas de double source.
Source : Greffes des Tribunaux de Commerce, OCED

de +120%. À noter qu'il ne s'agit pas d'un effet rattrapage en lien avec la pandémie de Covid-19 dans la mesure où en 2019, le nombre de procédures amiables était limité à 1 189 sur notre échantillon.

Evolution du nombre de procédures amiables par type entre 2020 et 2025 (échantillon Deloitte)



Note : moyenne mobile des mandats *ad hoc* et des procédures de conciliations entre 2020 et 2025
Source : Greffes des Tribunaux de Commerce

N° Tribunal	2024			2025			Var.25/24 (MAH)		Var.25/24 (CC)		Var.25/24 (Tot.)	
	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	En val.	En%	En val.	En%	En val.	En%
1 Aix-en-Provence	63	85	148	49	71	120	(14)	(22%)	(14)	(16%)	(28)	(19%)
2 Paris	200	401	601	227	410	637	27	14%	9	2%	36	6%
3 Bobigny	47	43	90	30	48	78	(17)	(36%)	5	12%	(12)	(13%)
4 Bordeaux	97	116	213	80	102	182	(17)	(18%)	(14)	(12%)	(31)	(15%)
5 Evry	70	24	94	49	75	124	(21)	(30%)	51	213%	30	32%
6 Nanterre	78	101	179	64	155	219	(14)	(18%)	54	53%	40	22%
7 Lille	104	97	201	129	163	292	25	24%	66	68%	91	45%
8 Lyon	155	257	412	181	315	496	26	17%	58	23%	84	20%
9 Melun	7	12	19	11	31	42	4	57%	19	158%	23	121%
10 Toulouse	62	47	109	87	75	162	25	40%	28	60%	53	49%
11 Orléans	25	18	43	37	28	65	12	48%	10	56%	22	51%
12 Poitiers	14	12	26	16	26	42	2	14%	14	117%	16	62%
13 Nice	-	-	-	15	33	48	15	n/a	33		48	
14 Rouen	8	42	50	8	23	31	-	-	(19)	(45%)	(19)	(38%)
15 Créteil	84	37	121	80	30	110	(4)	(5%)	(7)	(19%)	(11)	(9%)
16 Versailles	24	39	63	16	44	60	(8)	(33%)	5	13%	(3)	(5%)
17 Pontoise	13	25	38	15	13	28	2	15%	(12)	(48%)	(10)	(26%)
Total	1 051	1 356	2 407	1 094	1 642	2 736	43	4%	286	21%	329	14%
Poids	44%	56%	100%	40%	60%	100%	n/a	(4%)	n/a	4%	n/a	-
Evolution N-1	16%	(2%)	5%	4%	21%	14%						

Note : les données proviennent des greffes des tribunaux de commerce et de l'OCED, privilégiant celles des greffes des tribunaux de commerce (Bobigny et Paris) en cas de double source.
Source : Greffes des Tribunaux de Commerce, OCED

Échantillon Deloitte – Sort des procédures de conciliation

Pour notre analyse du sort des procédures de conciliation, notre échantillon est composé de 8 tribunaux de commerce. Sur ces bases, en 2025, les issues favorables des procédures de conciliation (accords constatés ou homologués) ont connu une hausse de +39% par rapport à 2024, résultant de la hausse des constats (46%), compensée néanmoins par une baisse significative des homologations (-65%).

Si les années 2020 et 2021 avaient été marquées par un relatif équilibre entre les constats et les homologations des accords de conciliation, l'année 2025 s'inscrit dans la tendance observée depuis 2022 avec un poids de plus en plus important des accords constatés. En effet, ils comptent pour 98% des accords de conciliation sur l'année 2025, contre 93% en 2024, et 86% avant la crise sanitaire en 2019.

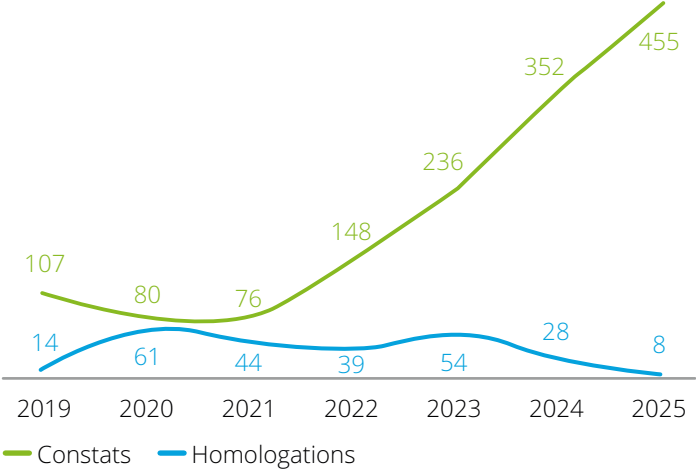
Note : Il est rappelé (cf. notre note méthodologique supra) que le nombre d'ouvertures de conciliation est enregistré par les greffes par entité juridique, alors que le nombre d'accords constatés ou homologués est quant à lui enregistré par accord pouvant concerner plusieurs entités juridiques. L'analyse du taux de réussite des procédures amiables sur la base des données présentées n'apparaît donc pas pertinente.

Procédures amiables - Échantillon de 8 tribunaux - Accords de conciliation par type

N° Tribunal	2019			2020			2021			2022			2023			2024		
	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total
1 Toulouse	3	3	6	4	4	8	10	9	19	12	11	23	29	2	31	42	-	42
2 Lyon	40	4	44	38	5	43	29	13	42	51	6	57	79	25	104	123	6	129
3 Aix-en-Provence	10	1	11	1	18	19	6	9	15	32	6	38	16	3	19	33	9	42
4 Orléans	13	1	14	7	5	12	12	2	14	-	-	-	14	-	14	4	-	4
5 Lille	-	-	-	1	17	18	3	8	11	1	4	5	26	9	35	41	3	44
6 Poitiers	5	3	8	4	-	4	4	-	4	2	-	2	-	-	-	8	-	8
7 Rouen	8	-	8	2	4	6	2	2	4	7	3	10	7	-	7	10	2	12
8 Bordeaux	6	2	8	3	4	7	-	-	-	23	9	32	22	5	27	50	3	53
Total	85	14	99	60	57	117	66	43	109	128	39	167	193	44	237	311	23	334
Poids	86%	14%	100%	51%	49%	100%	61%	39%	100%	77%	23%	100%	81%	19%	100%	93%	7%	100%

Note : "Con." - accords constatés, "Hom." - accords homologués.
Source : Greffes des tribunaux de commerce

Evolution des issues favorables des conciliations par type (2019-2025)
(échantillon de 8 tribunaux de commerce)



Source : Greffes des tribunaux de commerce

N° Tribunal	2024			2025			Var. 2025/2024			Cumul 2019/2025		
	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total	Con.	Hom.	Total
1 Toulouse	42	-	42	49	-	49	17%	n/a	17%	149	29	178
2 Lyon	123	6	129	196	-	196	59%	(100%)	52%	556	59	615
3 Aix-en-Provence	33	9	42	72	6	78	118%	(33%)	86%	170	52	222
4 Orléans	4	-	4	11	-	11	175%	n/a	175%	61	8	69
5 Lille	41	3	44	77	-	77	88%	(100%)	75%	149	41	190
6 Poitiers	8	-	8	1	-	1	(88%)	n/a	(88%)	24	3	27
7 Rouen	10	2	12	7	-	7	(30%)	(100%)	(42%)	43	11	54
8 Bordeaux	50	3	53	42	2	44	(16%)	(33%)	(17%)	146	25	171
Total	311	23	334	455	8	463	46%	(65%)	39%	1 298	228	1 526
Poids	93%	7%	100%	98%	2%	100%				85%	15%	100%

Note : "Con." - accords constatés, "Hom." - accords homologués.
Source : Greffes des tribunaux de commerce

Échantillon Deloitte – Prévention-détection

Par rapport à l'année précédente, nous avons exclu les tribunaux pour lesquels nous n'avons pas eu la communication des données 2025. Pour cette analyse, notre échantillon est donc composé de 8 tribunaux.

Après une année 2024 ayant brisé la dynamique haussière des dossiers de prévention, l'année 2025 marque une reprise de cette dynamique, établissant par ailleurs le plus haut niveau sur les 10 dernières années, à 2 301 dossiers de prévention. Cette tendance permet de mettre en évidence la prise de conscience progressive chez les dirigeants et les actionnaires de la nécessité d'anticiper les difficultés.

OCED – Focus Île-de-France

En Île-de-France, le nombre de procédures amiables a connu une hausse significative de +9% en 2025, atteignant un volume de 1 294 procédures.

Au sein des tribunaux franciliens, la hausse des procédures amiables enregistrées aux tribunaux de Paris (+6%), Nanterre (+20%), Evry (+53%) et Melun (+121%) est partiellement compensée par la baisse du nombre de ces procédures dans les tribunaux de Bobigny (-13%), Créteil (-9%), Versailles (-5%) et Pontoise (-26%). À noter qu'en 2024, le Tribunal de Meaux n'avait pas communiqué l'intégralité des informations et a ainsi été retraité de nos analyses.

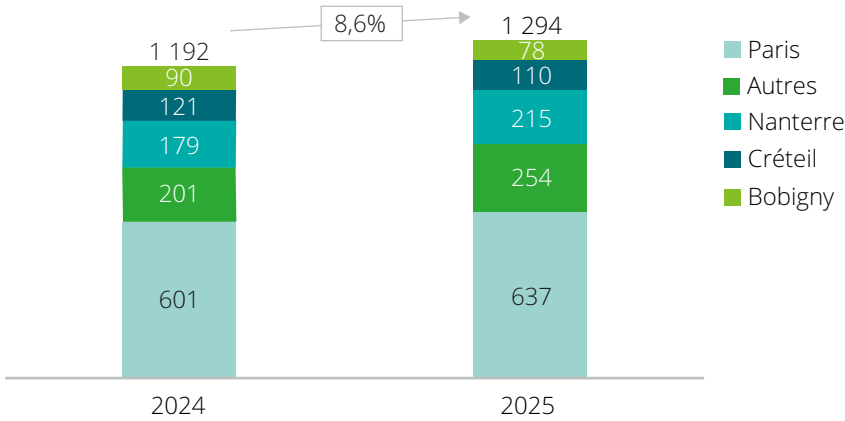
Du point de vue des procédures sollicitées, le nombre de mandats *ad hoc* ouverts dans les tribunaux d'Île de France est en recul de -4% en 2025, alors que le nombre de conciliations ouvertes dans ces tribunaux ressort en hausse de +18%. Ces évolutions ont enrayé la dynamique régionale de rééquilibrage entre les mandats *ad hoc* et les conciliations avec un poids des mandats *ad hoc* au sein des procédures amiables qui recule de 5 points à 38%.

Dossiers de prévention - Échantillon de 8 tribunaux de commerce

	2021	2022	2023	2024	2025	Variation 25/24		Poids 2025
N° Tribunal						#	%	
1 Orléans	199	261	964	424	415	(9)	(2%)	18%
2 Lille	166	297	236	251	317	66	26%	14%
3 Lyon	145	120	119	264	495	231	88%	22%
4 Aix-en-Provence	79	311	330	239	178	(61)	(26%)	8%
5 Bordeaux	-	78	224	312	376	64	21%	16%
6 Poitiers	28	59	69	138	151	13	9%	7%
7 Nanterre	n/c	n/c	273	130	144	14	11%	6%
8 Rouen	n/c	95	53	256	225	(31)	(12%)	10%
Total dossiers de préventions ouverts	617	1 221	2 268	2 014	2 301	287	14%	100%

Source : Greffes des tribunaux de commerce

Évolution du nombre de procédures amiables en Île-de-France 2024-2025



Source : OCED

Procédures amiables en Île-de-France

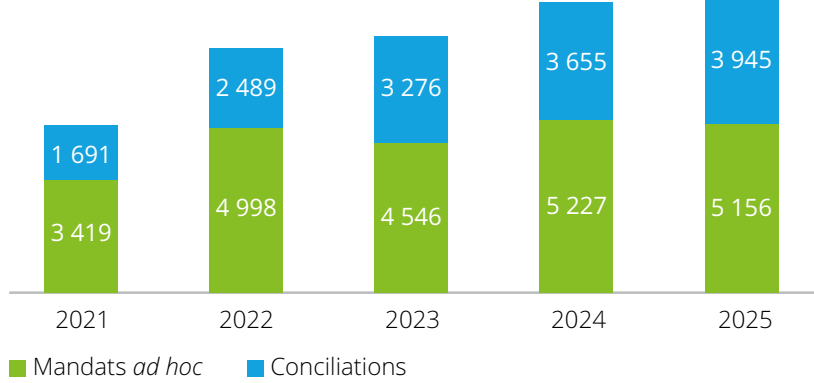
N° Tribunal	2023			2024			2025			Var.25/24 (MAH)		Var.25/24 (CC)		Var.25/24 (Tot.)	
	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	MAH	CC	Total	En val.	En%	En val.	En%	En val.	En%
1 Paris	156	379	535	200	401	601	227	410	637	27	14%	9	2%	36	6%
2 Nanterre	67	173	240	78	101	179	63	152	215	(15)	(19%)	51	50%	36	20%
3 Bobigny	36	69	105	47	43	90	30	48	78	(17)	(36%)	5	12%	(12)	(13%)
4 Evry	50	18	68	61	20	81	49	75	124	(12)	(20%)	55	275%	43	53%
5 Créteil	80	32	112	84	37	121	80	30	110	(4)	(5%)	(7)	(19%)	(11)	(9%)
6 Versailles	26	50	76	24	39	63	16	44	60	(8)	(33%)	5	13%	(3)	(5%)
7 Pontoise	21	16	37	13	25	38	15	13	28	2	15%	(12)	(48%)	(10)	(26%)
8 Melun	-	14	14	7	12	19	11	31	42	4	57%	19	158%	23	121%
Total IDF	436	751	1 187	514	678	1 192	491	803	1 294	(23)	(4%)	125	18%	102	9%
Poids	37%	63%	100%	43%	57%	100%	38%	62%	100%	n/a	(12%)	n/a	9%	n/a	-
Evolution N-1	27%	33%	31%	18%	(10%)	0%	(4%)	18%	8,6%						

Source : OCED, Greffe du tribunal de Bobigny

Procédures amiables au niveau national (CNAJMJ) – Analyse annuelle

L'analyse au niveau national réalisée par le CNAJMJ révèle une augmentation du recours aux procédures amiables entre 2024 et 2025 de +2%, passant de 8 882 à 9 101. Cette évolution à la hausse marque toutefois un tassement par rapport à la dynamique observée en 2024 (+14% vs 2023). En particulier, les procédures de conciliations ont enregistré une augmentation de +8% par rapport à l'année précédente (avec 3 945 ouvertures), alors que les mandats *ad hoc* ont reculé de -1% (avec 5 156 procédures).

Evolution du nombre de procédures amiables en France, selon le CNAJMJ (2021-2025)



Source : CNAJMJ

Procédures amiables au niveau national (CNAJMJ) – Analyse trimestrielle

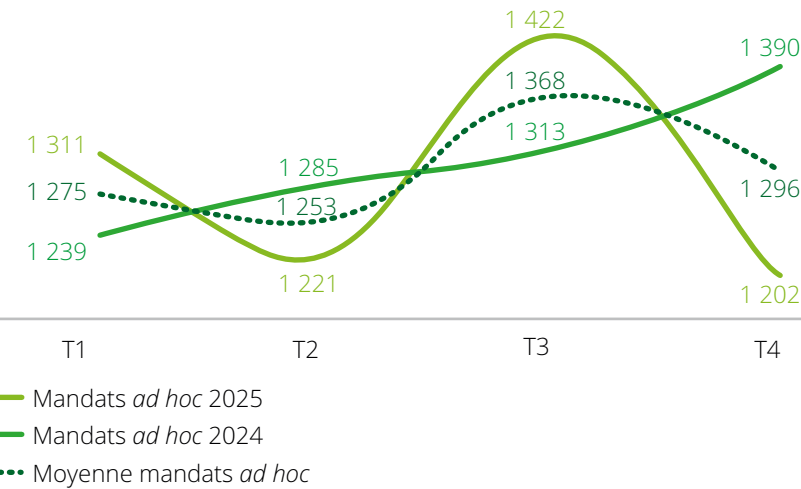
Sur l'année 2025, la France a enregistré une hausse de +2% des procédures amiables par rapport à l'année précédente.

Dans le détail, on constate en 2025 une saisonnalité plus forte au niveau des ouvertures de mandat *ad hoc*, le T3 constituant un pic (avec 1 422 ouvertures de mandats *ad hoc*) tandis que le T4 marque un point bas (avec seulement 1 202 ouvertures), étant précisé que ce type de procédure a enregistré un léger recul de -1% sur l'année 2025.

Quant aux conciliations, elles ont augmenté de +8% sur l'année 2025, affichant une saisonnalité similaire à celle observée en 2024 qui se caractérise notamment, à rebours des mandats *ad hoc*, par un point bas sur le T3 (avec 869 ouvertures) et un pic sur le T4 (avec 1 057 ouvertures).

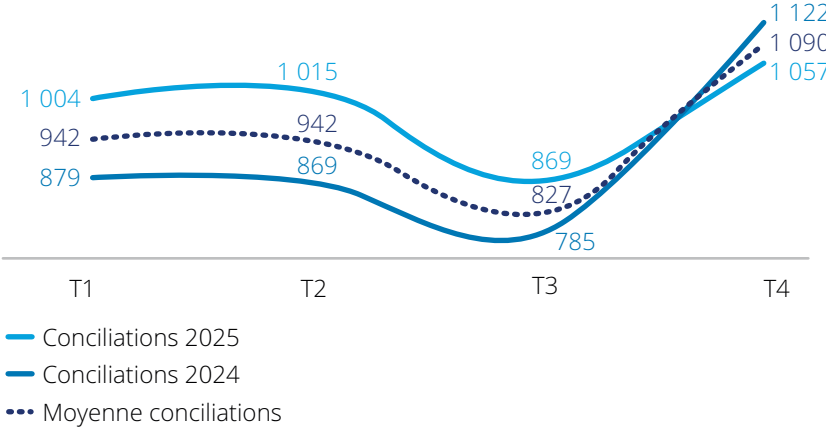
Il est précisé que pour l'ensemble des méthodes proposées (échantillon Deloitte, OCED et CNAJMJ), il n'y a pas de retraitement des entreprises ayant eu recours à un mandat *ad hoc* puis à une conciliation. Cette pratique usuelle conduit à comptabiliser deux procédures pour une seule entreprise quand les deux procédures ont été ouvertes en 2025.

Nombre de mandats *ad hoc* en France par trimestre



Note : Moyenne par procédure entre 2024 et 2025
Source : CNAJMJ

Nombre de conciliations en France par trimestre



Note : Moyenne par procédure entre 2024 et 2025
Source : CNAJMJ

Entreprises et emplois menacés

L'année 2025 accentue les tendances haussières observées depuis 2022 avec un niveau record de 69 957 défaillances d'entreprises, soit +3% par rapport à l'année 2024 qui avait déjà établi un record du nombre de défaillances.

Du côté des emplois, la hausse est encore plus marquée avec une augmentation de +4% par rapport à 2024, avec 266 730 emplois menacés contre 255 815 l'année précédente. Ce niveau de menace sur l'emploi constitue le plus haut niveau depuis l'année 2013.

De plus, le nombre moyen d'emplois menacés par le biais des procédures collectives a légèrement augmenté passant de 3,77 à 3,81 en comparaison avec l'année 2024.

En particulier, les procédures de sauvegarde et de sauvegarde accélérée (SA) sont restées stables par rapport à 2024 alors que le nombre d'emplois menacés par ces procédures a augmenté de +47% par rapport à l'année précédente atteignant 26 737 emplois menacés (contre

18 203 en 2024), principalement en raison d'ouvertures de procédures de sauvegarde accélérées majeures au bénéfice de sociétés comme SFR ou ARC France qui, à elles deux, cumulent 9 579 emplois menacés alors que l'année 2024 avait été marquée par une absence de procédures de sauvegarde de cette ampleur. Ainsi, les emplois relatifs aux procédures de sauvegarde représentent 10% des emplois menacés par les défaillances en 2025, soit +3 points par rapport à 2024.

Pour les redressements judiciaires, l'année 2025 acte une augmentation de +9% du nombre d'entreprises concernées pour atteindre un total de 21 336, dépassant ainsi largement les pics historiques de la période 2013-2015. Cette augmentation s'accompagne d'un accroissement de +4% des emplois menacés qui s'élèvent à 138 910, marquant un nouveau point haut, le précédant ayant été enregistré en 2013 avec un total de 134 349 emplois menacés. Les emplois menacés dans le cadre des redressements judiciaires représentent 52% des emplois menacés dans le cadre des défaillances survenues en France en 2025, un niveau stable par rapport à 2024.

Le nombre de liquidations judiciaires directes ouvertes en 2025 a également augmenté de +1% affectant 47 078 entreprises. Les emplois menacés par ces procédures ont toutefois diminué de -3%, à 101 083, représentant 38% du total des emplois menacés par les défaillances sur l'année 2025, soit -3 points par rapport à 2024.

De ce fait, l'augmentation du volume des défaillances en 2025 (+3%) concerne essentiellement les redressements judiciaires (+9%) ainsi que les liquidations judiciaires directes (+1%). Hausse partiellement compensée par la légère baisse des procédures de sauvegarde (-0,4%).

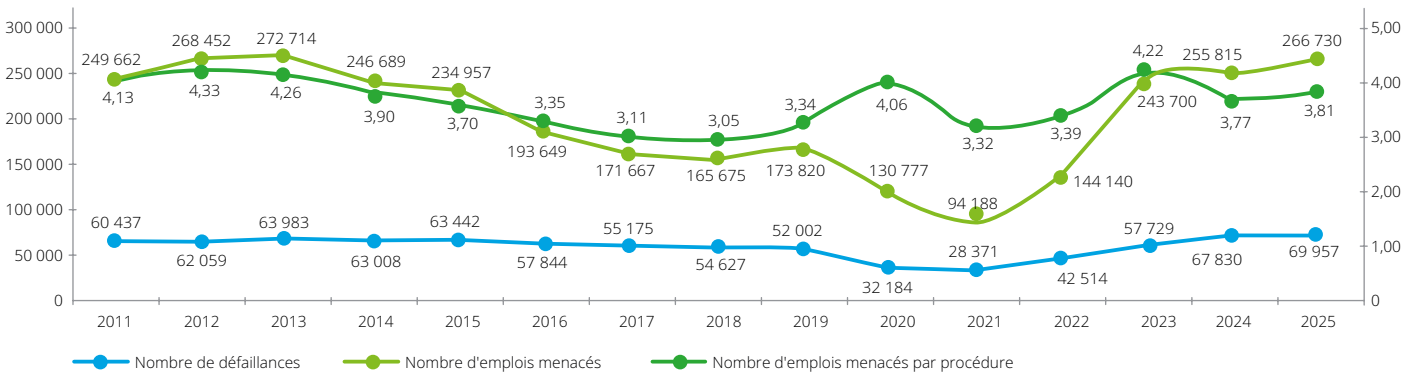
En parallèle, le nombre d'emplois menacés augmente de façon plus importante (+4%), principalement du fait des effectifs concernés dans le cadre des procédures de sauvegarde, avec un effectif moyen par procédure de sauvegarde de 17,3, en hausse de +47% par rapport à 2024.

Ouvertures de procédures collectives (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	v.25/24	Part 24	Part 25
Sauvegardes	971	833	729	1 125	1 529	1 549	1 543	(0%)	2%	2%
Redressements judiciaires	15 875	8 030	6 504	10 132	15 115	19 641	21 336	9%	29%	30%
Liquidations judiciaires directes	35 156	23 321	21 138	31 257	41 085	46 640	47 078	1%	69%	67%
Total (entreprises)	52 002	32 184	28 371	42 514	57 729	67 830	69 957	3%	100%	100%
Sauvegardes	12 911	18 427	12 091	14 902	54 159	18 203	26 737	47%	7%	10%
Redressements judiciaires	83 022	64 632	35 397	60 646	97 520	133 054	138 910	4%	52%	52%
Liquidations judiciaires directes	77 887	47 718	46 700	68 592	92 021	104 558	101 083	(3%)	41%	38%
Total (emplois menacés)	173 820	130 777	94 188	144 140	243 700	255 815	266 730	4%	100%	100%
Sauvegardes	13,30	22,1	16,6	13,2	35,4	11,8	17,3	47%		
Redressements judiciaires	5,23	8,0	5,4	6,0	6,5	6,8	6,5	(4%)		
Liquidations judiciaires directes	2,22	2,0	2,2	2,2	2,2	2,2	2,1	(4%)		
Emplois menacés par procédure	3,34	4,06	3,32	3,39	4,22	3,77	3,81	1%		

Source : Altares/Deloitte

Nombre de procédures et emplois menacés de 2011 à 2025



Source : Altares/Deloitte

Analyse détaillée du nombre de défaillances et emplois menacés entre 2011 et 2025

La tendance générale de 2011 à 2019 indique un recul des défaillances d'entreprises et des emplois menacés, avec un volume passant de 60 437 à 52 002 pour les défaillances et de 249 662 à 173 820 pour les emplois menacés.

Cette période de décrue s'est accentuée en 2020 et 2021, en partie grâce aux aides substantielles fournies aux entreprises durant la crise sanitaire. Toutefois, on assiste à une remontée des défaillances dès 2022, tendance confirmée en 2023, en 2024 puis en 2025, pour atteindre 69 957, niveau historique accompagné d'une recrudescence des emplois menacés, à 266 730 soit une hausse de +53% par rapport au niveau pré crise sanitaire enregistré en 2019.

À noter que le nombre d'emplois menacés par procédure ressort à 3,81 en 2025, niveau plus marqué qu'en 2024 signalant ainsi une taille moyenne croissante des entreprises défaillantes.

Si 2024 a marqué la fin de la « parenthèse Covid » et de la politique du « quoi qu'il en coûte », la hausse des défaillances sur l'année 2025 résulte principalement de l'environnement macro-économique et financier, bien que les contraintes de trésorerie liées au remboursement des PGE et des dettes accumulées pendant la pandémie aient joué un rôle dans certaines défaillance survenues en 2025.

Les entreprises de plus de 1 000 salariés

En 2025, le nombre d'entreprises de plus de 1 000 salariés entrant en procédure collective a crû par rapport à l'année précédente, passant de 5 à 8, avec en particulier un doublement des procédures de redressement judiciaire de 3 en 2024 à 6 en 2025.

Les entreprises de plus de 1 000 salariés qui ont bénéficié de procédures collectives sont SFR (Télécom – Sauvegarde Accélérée), Star's Service (Fret et logistique – redressement judiciaire), Arc France (Verrier – sauvegarde accélérée), la Fondation Œuvre de la Croix Saint Simon

(FOCSS – Action sociale – redressement judiciaire), Mutualité Fonction Publique Action Santé Social (MFPASS – Mutelle – redressement judiciaire), Neomarché (Groupe Alinéa – Mobilier – redressement judiciaire), Union Mut Gestion Groupe Hosp Mutualiste de Grenoble (UMGGHM – Mutuelle – redressement judiciaire) et Claire's France (Bijoux – redressement judiciaire).

Malgré la hausse des défaillances de cette typologie d'entreprises, on observe paradoxalement une diminution du nombre global d'emplois menacés, atteignant 21 049 en 2025 (-16% par rapport à 2024). Ce phénomène s'explique d'une part du fait de l'absence en 2025

de défaillances impactant des sociétés employant plus de 10 000 salariés alors qu'en 2024, la société Milee qui employait 13 946 salariés était placée en redressement judiciaire et, d'autre part, du fait d'une plus forte concentration de ces défaillances sur des entreprises de 1 000 à 2 000 salariés (5 en 2025 contre seulement 2 en 2024). Néanmoins, il convient de noter une hausse de +84% des emplois menacés dans le cadre des procédures de sauvegarde, avec 9 579 emplois menacés en 2025 contre 5 208 l'année précédente et ce, en dépit d'un nombre identique de ces procédures en 2024 et en 2025.

Procédures collectives concernant les entreprises de plus de 1 000 salariés

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	v.25/24	Part 24	Part 25
Sauvegardes	2	2	2	4	2	2	-	40%	25%
Redressements judiciaires	5	1	3	4	3	6	100%	60%	75%
Liquidations judiciaires directes	-	-	-	-	-	-	n/a	-	-
Total (entreprises)	7	3	5	8	5	8	60%	100%	100%
Sauvegardes	8 131	6 084	3 538	38 880	5 208	9 579	84%	21%	46%
Redressements judiciaires	15 027	1 820	6 112	6 059	19 746	11 470	42%	79%	54%
Liquidations judiciaires directes	-	-	-	-	-	-	n/a	-	-
Total (emplois menacés)	23 158	7 904	9 650	44 939	24 954	21 049	16%	100%	100%
Emplois menacés en % du total	18%	8%	7%	18%	10%	8%			

Source : Altares/Deloitte

Les entreprises de moins de 1 000 salariés

S'agissant des entreprises de moins de 1 000 salariés qui constituent l'essentiel des défaillances, les tendances d'évolution de 2025 reflètent celles observées au cours des dernières années. Les ouvertures de procédures collectives affectant ce type d'entreprises ont effectivement connu une croissance de +3%, portant le nombre total d'entreprises concernées à 69 949. Cette hausse est particulièrement importante dans le cadre des redressements judiciaires, avec une progression de +9%. Les procédures de liquidation judiciaire

directe connaissent quant à elles une augmentation plus mesurée de l'ordre de +1% mais représentent toujours deux tiers des procédures collectives pour les entreprises de moins de 1 000 salariés. De leur côté, les procédures de sauvegarde sont restées stables par rapport à 2024.

En termes d'emplois menacés, l'année 2025 marque une hausse de +6% par rapport à 2024, totalisant 245 681 emplois. Cet accroissement des emplois menacés, en particulier dans les procédures de sauvegarde met en évidence une pression croissante qui s'exerce sur l'emploi des petites et moyennes entreprises depuis

plusieurs années. À noter qu'en ce qui concerne les entreprises de moins de 1 000 salariés, l'effectif moyen menacé par procédure ressort à 3,5, soit un niveau en hausse de +3% comparativement à 2024. La croissance des emplois menacés enregistrée en 2025 provient donc à la fois d'un effet volume et d'un effet emploi-moyen des entreprises défaillantes.

Procédures collectives concernant les entreprises de moins de 1 000 salariés

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	v.25/24	Part 24	Part 25
Sauvegardes	831	727	1 123	1 525	1 547	1 541	(0%)	2%	2%
Redressements judiciaires	8 025	6 503	10 129	15 111	19 638	21 330	9%	29%	30%
Liquidations judiciaires directes	23 321	21 138	31 257	41 085	46 640	47 078	1%	69%	67%
Total (entreprises)	32 177	28 368	42 509	57 721	67 825	69 949	3%	100%	100%
Sauvegardes	10 296	6 007	11 364	15 279	12 995	17 158	32%	6%	7%
Redressements judiciaires	49 605	33 577	54 534	91 464	113 308	127 440	12%	49%	52%
Liquidations judiciaires directes	47 718	46 700	68 592	92 018	104 558	101 083	(3%)	45%	41%
Total (emplois menacés)	107 619	86 284	134 490	198 761	230 861	245 681	6%	100%	100%
Sauvegardes	12,4	8,3	10,1	10,0	8,4	11,1	33%		
Redressements judiciaires	6,2	5,2	5,4	6,1	5,8	6,0	4%		
Liquidations judiciaires directes	2,0	2,2	2,2	2,2	2,2	2,1	(4%)		
Emplois menacés par procédure	3,3	3,0	3,2	3,4	3,4	3,5	3%		

Source : Altares/Deloitte

Évolution mensuelle sur 10 ans

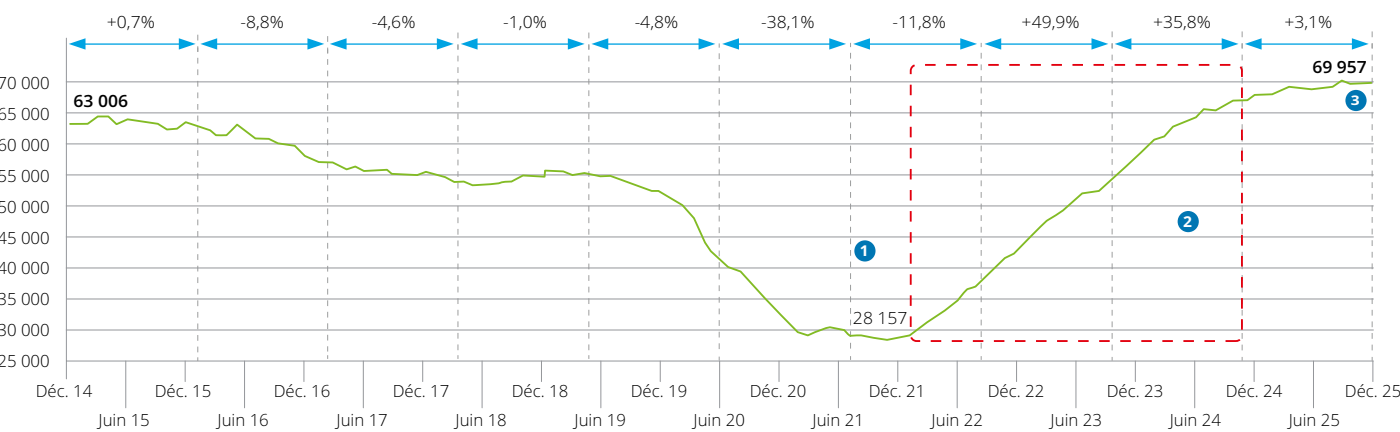
- 1

Après une chute de -38,1% des défaillances sur l'année 2020, 2021 est marquée par une nouvelle baisse de -11,8% entre juillet 2021 à juillet 2022.
- 2

Les années 2022 à 2024 ont été marquées par le retour à la hausse des défaillances d'entreprises (+103,6%) de manière continue sur toute la période pour atteindre 67 830 défaillances en 2024.
- 3

L'année 2025 conserve cette dynamique et atteint les 69 957 défaillances, soit une augmentation de +3% par rapport à l'année précédente surpassant ainsi le précédent niveau historique de défaillances observé en 2024.

Evolution mensuelle des défaillances depuis décembre 2014 (sauvegardes, RJ et LJ sur 12 mois glissants)



Source : Altares/Deloitte

Évolution par trimestre

En 2025, l'augmentation du nombre de défaillances s'est amplifiée sur l'ensemble du territoire national, avec une hausse globale de +3% par rapport à 2024. L'examen détaillé trimestre par trimestre de 2025 révèle un pic de défaillances sur le T4 2025 avec un total

de 19 024 défaillances, soit environ 27% des défaillances de l'année. Sur 2025 comme sur 2024, le T3 enregistre le plus faible niveau de défaillances, phénomène récurrent qui s'explique notamment par la survenance des congés estivaux au cours de ce trimestre. Les emplois menacés suivent quant à eux

une tendance différente dans la mesure où le point haut a été atteint sur le T1 avec 76 429, soit 29% du total de l'année. De manière similaire à ce qui a été observé au niveau du nombre de défaillances et pour des raisons semblables, les emplois menacés ont connu leur plus faible volume sur le T3.

Evolution par trimestre du nombre de défaillances et d'emplois menacés (2025)

	Nombre de défaillances					Nombre d'emplois menacés				
	T1	T2	T3	T4	Total	T1	T2	T3	T4	Total
Sauvegarde	367	455	304	423	1 549	3 049	4 562	2 534	8 058	18 203
Redressement judiciaire	5 058	5 019	4 032	5 532	19 641	30 314	41 004	31 096	30 640	133 054
LJ	12 682	11 463	9 727	12 768	46 640	29 110	25 715	21 024	28 709	104 558
Total 2024	18 107	16 937	14 063	18 723	67 830	62 473	71 281	54 654	67 407	255 815
Var. entre trimestres	n/a	(6,5%)	(17,0%)	33,1%	n/a	n/a	14,1%	(23,3%)	23,3%	n/a
Sauvegarde	389	387	335	432	1 543	8 553	10 141	3 779	4 264	26 737
Redressement judiciaire	5 288	5 562	4 480	6 006	21 336	38 181	33 239	28 545	38 945	138 910
LJ	12 864	11 647	9 981	12 586	47 078	29 695	24 965	21 344	25 079	101 083
Total 2025	18 541	17 596	14 796	19 024	69 957	76 429	68 345	53 668	68 288	266 730
Sauvegarde	22	(68)	31	9	(6)	5 504	5 579	1 245	(3 794)	8 534
Redressement judiciaire	230	543	448	474	1 695	7 867	(7 765)	(2 551)	8 305	5 856
LJ	182	184	254	(182)	438	585	(750)	320	(3 630)	(3 475)
Var. 25/24 (en valeur)	434	659	733	301	2 127	13 956	(2 936)	(986)	881	10 915
Sauvegarde	6%	(15%)	10%	2%	(0%)	181%	122%	49%	(47%)	47%
Redressement judiciaire	5%	11%	11%	9%	9%	26%	(19%)	(8%)	27%	4%
LJ	1%	2%	3%	(1%)	1%	2%	(3%)	2%	(13%)	(3%)
Var. 25/24 (en%)	2%	4%	5%	2%	3%	22%	(4%)	(2%)	1%	4%

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés

En 2025, la tendance haussière des ouvertures de procédures collectives s'est maintenue, marquée par une augmentation de +3% pour les entreprises de moins de 20 salariés. À l'inverse, les défaillances des sociétés de plus de 20 salariés sont marquées par un niveau quasiment identique à celui enregistré sur 2024.

La répartition des ouvertures de procédures collectives entre les entités de moins de 20 salariés et celles de plus de 20 salariés continue de refléter une répartition relativement stable depuis 2021 avec environ 97% des ouvertures qui concernent des entreprises de moins de 20 salariés et 3% des entreprises de plus de 20 salariés.

Le nombre d'emplois menacés dans les entreprises de moins de 20 salariés est en progression de +5% par rapport à 2024, se fixant à 139 175 et représentant environ 52% du nombre total d'emplois menacés sur l'année 2025. Dans les entreprises de plus de 20 salariés, qui représentent environ 48% des emplois menacés, on assiste à une tendance similaire, avec une hausse de +3%.

Ouvertures de procédures collectives pour les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés, en nombre de procédures et d'emplois menacés

2020				2021			2022			2023		
	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	< 20 sal.	> 20 sal.	Total
Sauvegardes	716	117	833	649	80	729	982	143	1 125	1 353	176	1 529
Redressements judiciaires	7 515	515	8 030	6 164	340	6 504	9 470	662	10 132	14 060	1 055	15 115
Liquidations judiciaires	23 035	286	23 321	20 863	275	21 138	30 841	416	31 257	40 481	604	41 085
Total (entreprises)	31 266	918	32 184	27 676	695	28 371	41 293	1 221	42 514	55 894	1 835	57 729
En% du total	97,1%	2,9%	100,0%	97,6%	2,4%	100,0%	97,1%	2,9%	100,0%	96,8%	3,2%	100,0%
Sauvegardes	2 271	16 156	18 427	2 017	10 074	12 091	3 260	11 642	14 902	4 651	49 508	54 159
Redressements judiciaires	16 170	48 462	64 632	14 431	20 966	35 397	24 156	36 490	60 646	37 054	60 466	97 520
Liquidations judiciaires	35 771	11 947	47 718	37 160	9 540	46 700	54 774	13 818	68 592	71 637	20 384	92 021
Total (emplois menacés)	54 212	76 565	130 777	53 608	40 580	94 188	82 190	61 950	144 140	113 342	130 358	243 700
En% du total	41,5%	58,5%	100,0%	56,9%	43,1%	100,0%	57,0%	43,0%	100,0%	46,5%	53,5%	100,0%
Sauvegardes	3,2	138,1	22,1	3,1	125,9	16,6	3,3	81,4	13,2	3,4	281,3	35,4
Redressements judiciaires	2,2	94,1	8,0	2,3	61,7	5,4	2,6	55,1	6,0	2,6	57,3	6,5
Liquidations judiciaires	1,6	41,8	2,0	1,8	34,7	2,2	1,8	33,2	2,2	1,8	33,7	2,2
Total (effectif moyen par procédure)	1,7	83,4	4,1	1,9	58,4	3,3	2,0	50,7	3,4	2,0	71,0	4,2

Source : Altares/Deloitte

2024			2025			Var. 25/24 (< 20)		Var. 25/24 (> 20)		
	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	< 20 sal.	> 20 sal.	Total	En val.	En%	En val.	En%
Sauvegardes	1 380	169	1 549	1 338	205	1 543	(42)	(3%)	36	21%
Redressements judiciaires	18 325	1 316	19 641	19 980	1 356	21 336	1 655	9%	40	3%
Liquidations judiciaires	45 982	658	46 640	46 498	580	47 078	516	1%	(78)	(12%)
Total (entreprises)	65 687	2 143	67 830	67 816	2 141	69 957	2 129	3%	(2)	(0%)
En% du total	96,8%	3,2%	100,0%	96,9%	3,1%	1				
Sauvegardes	4 323	13 880	18 203	4 799	21 938	26 737	476	11%	8 058	58%
Redressements judiciaires	47 249	85 805	133 054	53 020	85 890	138 910	5 771	12%	85	0%
Liquidations judiciaires	80 744	23 814	104 558	81 356	19 727	101 083	612	1%	(4 087)	(17%)
Total (emplois menacés)	132 316	123 499	255 815	139 175	127 555	266 730	6 859	5%	4 056	3%
En% du total	51,7%	48,3%	100,0%	52,2%	47,8%	1				
Sauvegardes	3,1	82,1	11,8	3,6	107,0	17,3	0,5	14%	25	30%
Redressements judiciaires	2,6	65,2	6,8	2,7	63,3	6,5	0,1	3%	(2)	(3%)
Liquidations judiciaires	1,8	36,2	2,2	1,7	34,0	2,1	(0,0)	(0%)	(2)	(6%)
Total (effectif moyen par procédure)	2,0	57,6	3,8	2,1	59,6	3,8	0,0	2%	2	3%

Source : Altares/Deloitte

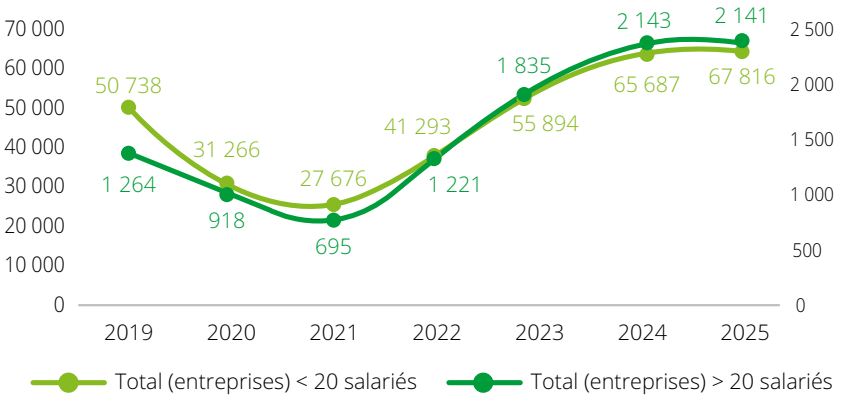
Le nombre d'emplois menacés par procédure est également en hausse en 2025, passant à 2,1 employés pour les sociétés de moins de 20 salariés (+2% vs 2024) et à 59,6 pour celles de plus de 20 salariés (+3% vs 2024). Il convient en revanche de noter la baisse de -6% des emplois menacés par procédure de liquidation judiciaire pour les entités de plus de 20 salariés passant de 36,2 en 2024 à 34,0 en 2025.

Si la tendance en termes d'emplois menacés est comparable pour les entreprises de moins de 20 salariés et de plus de 20 salariés (respectivement +5% et +3%), ce n'est pas le cas en termes de nombre de procédures qui affichent des évolutions contraires : +3% pour les entreprises de moins de 20 salariés et -0,1% pour les entreprises de plus de 20 salariés.

De manière similaire à ce qui a été observé les années précédentes, le contraste demeure conséquent en termes de volume d'ouverture de procédures selon que l'on se situe dans l'une ou l'autre de ces deux tranches d'effectifs puisque pour les entreprises de moins de 20 salariés, 67 817 procédures ont été enregistrées en 2025, un nombre qui dépasse d'environ 32 fois celui des entreprises comptant plus de 20 salariés.

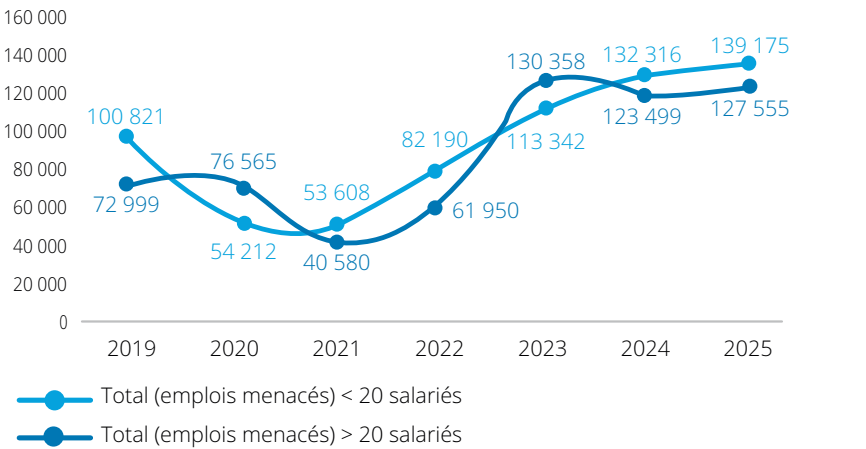
Quant aux emplois menacés, la trajectoire est restée similaire avec un nombre d'emplois menacés plus important dans les sociétés de moins de 20 salariés (139 175) en premier lieu compte tenu d'un effet volume de défaillances. Ainsi, le nombre d'emplois menacés dans le segment des sociétés de moins de 20 salariés progresse de plus de 15% chaque année depuis 2021.

Ouvertures de procédures collectives pour les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés (en nombre de sociétés)



Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives pour les entreprises de moins de 20 salariés ou plus de 20 salariés (en nombre d'emplois menacés)



Source : Altares/Deloitte

Ratio défaillances pour les entreprises de plus de 20 salariés sur les défaillances totales

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	v. 25/24
Sauvegardes	14,0%	11,0%	12,7%	11,5%	10,9%	13,3%	2,4pts
Redressements judiciaires	6,4%	5,2%	6,5%	7,0%	6,7%	6,4%	(0,3pt)
Liquidations judiciaires directes	1,2%	1,3%	1,3%	1,5%	1,4%	1,2%	(0,2pt)
Total (entreprises)	2,9%	2,4%	2,9%	3,2%	3,2%	3,1%	(0,1pt)
Sauvegardes	87,7%	83,3%	78,1%	91,4%	76,3%	82,1%	5,8pts
Redressements judiciaires	75,0%	59,2%	60,2%	62,0%	64,5%	61,8%	(2,7pts)
Liquidations judiciaires directes	25,0%	20,4%	20,1%	22,2%	22,8%	19,5%	(3,3pts)
Total (emplois menacés)	58,5%	43,1%	43,0%	53,5%	48,3%	47,8%	(0,5pt)

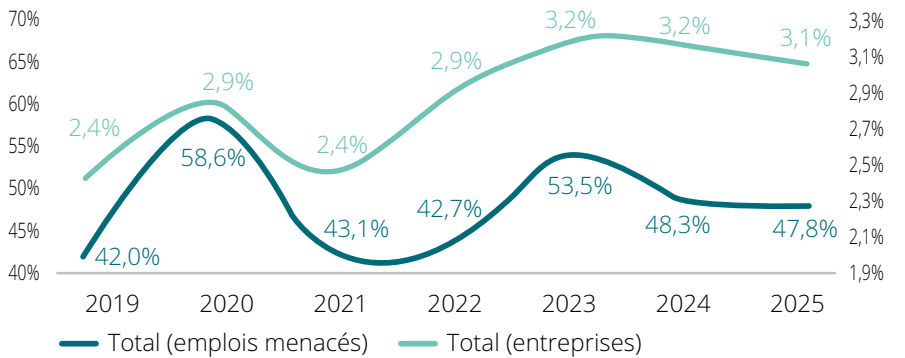
Source : Altares/Deloitte

En 2025, la part des emplois menacés du fait des entreprises de plus de 20 salariés a connu une baisse de -0,5 point par rapport à l'année précédente. En effet, en 2025, les défaillances des entreprises comptant plus de 20 salariés représentent 47,8% des emplois menacés contre 48,3% en 2024.

Cependant, cette diminution est à nuancer avec l'augmentation des emplois menacés dans le cadre de procédures de sauvegarde : la hausse en question est principalement tirée par les entreprises de plus de 20 salariés, qui concentrent à elles seules 82% des emplois menacés dans le cadre des sauvegardes ouvertes en 2025. Cette évolution doit notamment être mise en perspective avec l'ouverture en 2025 de procédures de sauvegarde concernant plusieurs entreprises de grande taille, notamment dans le secteur des télécoms avec l'ouverture de plusieurs procédures de sauvegarde au bénéfice de sociétés du Groupe SFR/Altice.

Concernant les emplois menacés dans les procédures de redressement et de liquidation judiciaires, on constate que la part relative aux entreprises de plus de 20 salariés diminue respectivement de -2,7 points et -3,3 points.

Ratio défaillances pour les entreprises de plus de 20 salariés sur les défaillances totales (en entreprises et en emplois menacés)



Source : Altares/Deloitte

Au sujet des entreprises de plus de 20 salariés (hors effectif supérieur à 1 000), on constate en 2025 une hausse de leur poids dans les procédures de sauvegarde de +2,4 points, contrairement aux redressements et aux liquidations judiciaires dont les ratios diminuent respectivement de -0,4 et -0,2 point. Les défaillances d'entreprises de plus de 20 salariés (hors effectif supérieur à 1 000) constituent 3,0% du total des défaillances en 2025, en baisse par rapport à l'année précédente et revenant à un niveau proche de celui de 2022. Cependant, il est important de noter que les emplois menacés dans ces entreprises comptent pour 39,9% du total des emplois menacés en 2025, ce qui représente une augmentation significative (+1,4 point) par rapport à 2024.

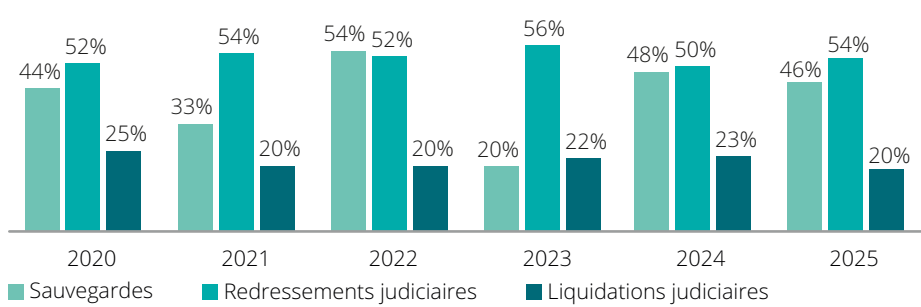
L'analyse portant sur le poids des emplois menacés par les procédures collectives touchant les entreprises de plus de 20 salariés (hors effectif de plus de 1 000 salariés) illustre un écart qui se creuse entre les emplois menacés dans le cadre de procédures de sauvegarde et dans le cadre de redressements judiciaires (46% vs 54%). Ainsi, on assiste à une baisse de 2 points sur les procédures de sauvegarde et une hausse de la proportion d'emplois menacés dans le cadre de procédures de redressement judiciaire. Les liquidations judiciaires viennent ensuite, avec un niveau de 20% en 2025.

Ratio défaillances pour les entreprises de >20 salariés sur les défaillances totales (hors effectif > 1 000)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	v. 25/24
Sauvegardes	14%	11%	13%	11%	11%	13%	2,4pts
Redressements judiciaires	6%	5%	7%	7%	7%	6%	(0,4pts)
Liquidations judiciaires	1%	1%	1%	1%	1%	1%	(0,2pts)
Total (entreprises)	2,8%	2,4%	2,9%	3,2%	3,2%	3,0%	(0,1pts)
Sauvegardes	44%	33%	54%	20%	48%	46%	(1,4pts)
Redressements judiciaires	52%	54%	50%	56%	50%	54%	3,9pts
Liquidations judiciaires	25%	20%	20%	22%	23%	20%	(3,3pts)
Total (emplois menacés)	40,8%	34,7%	36,3%	35,1%	38,5%	39,9%	1,4pts

Source : Altares/Deloitte

Part des emplois menacés par les procédures de plus de 20 salariés par type de procédures (hors procédure de >1 000 salariés)



Source : Altares/Deloitte

Emplois menacés par procédure concernant les entreprises de plus de 1 000 salariés

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Sauvegardes	8 131	6 084	3 538	38 880	5 208	9 579
Redressements judiciaires	15 027	1 820	6 112	6 059	19 746	11 470
Liquidations judiciaires directes	-	-	-	-	-	-
Total (emplois menacés)	23 158	7 904	9 650	44 939	24 954	21 049
Emplois menacés en% du total	18%	8%	7%	18%	10%	8%

Source : Altares/Deloitte

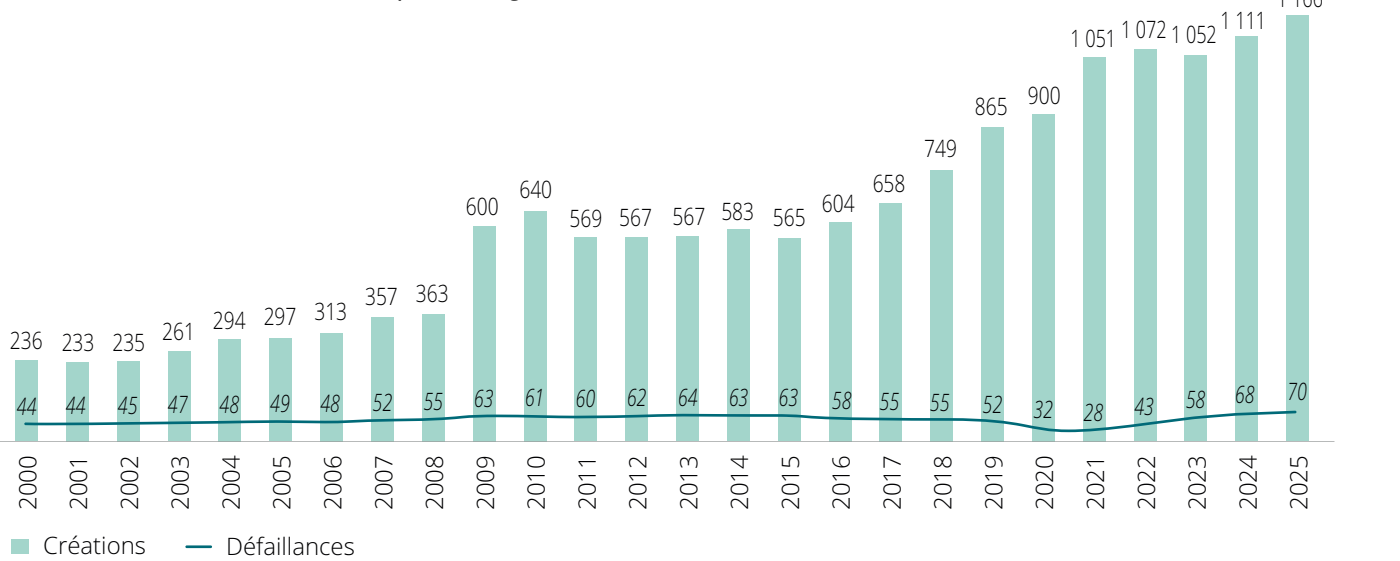
Les défaillances d'entreprises au regard des créations d'entreprises

En 2025, l'économie a été marquée par une augmentation de +3,1% des défaillances d'entreprises. Parallèlement, les créations d'entreprises ont connu une augmentation franche, affichant une hausse de +4,9% par rapport à l'année précédente, avec un total d'environ 1 166 000 nouvelles entreprises, contre 1 111 000 créations enregistrées en 2024.

En 2025, le taux de défaillances en proportion des créations d'entreprises s'est stabilisé, baissant légèrement par rapport à 2024 pour atteindre 6,0%, un chiffre qui montre néanmoins une nette reprise par rapport à 2021 (2,7%) et qui reste à un niveau équivalent à celui de 2019 (6,0%). En termes pratiques, ces données signifient que pour chaque entreprise défaillante,

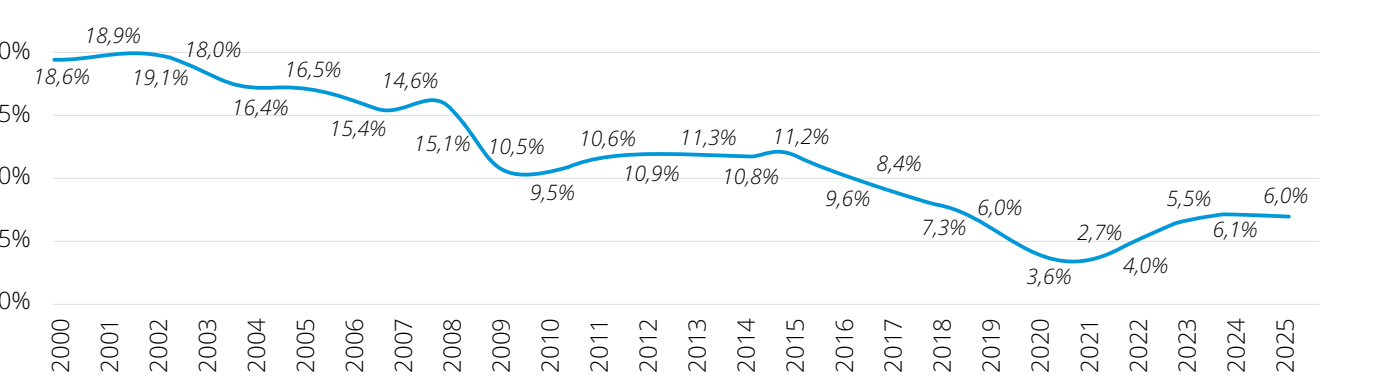
environ 16 nouvelles ont été créées, comparativement à 37 en 2021, mettant en lumière une économie qui présente un ralentissement dans la création d'entreprises par rapport aux fermetures depuis 2021.

Evolution du nombre de créations d'entreprises au regard du nombre de défaillances (en milliers)



Source : Altares/Deloitte, Insee

Part de défaillances dans les créations d'entreprises (en%)



Source : Insee

Taux de défaillances

Note liminaire

Le stock d'entreprises ci-contre prend sa source dans une étude de l'INSEE publiée le 6 novembre 2025 sur le stock d'entreprises 2023. L'objectif de cette analyse vise à avoir une vision des défaillances en fonction du nombre d'entreprises formant le tissu économique national.

Nous n'avons pas pu obtenir de données plus récentes concernant les stocks d'entreprises au 31 décembre 2025.

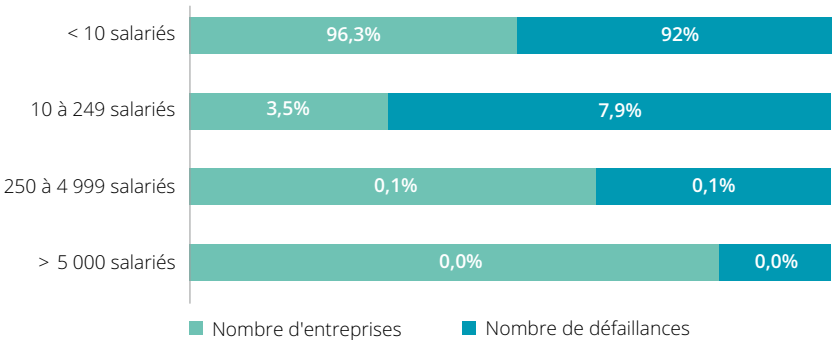
Comme les années précédentes, les entreprises les plus vulnérables sont les entreprises de moins de 10 salariés qui enregistrent 64 351 défaillances (soit un taux de défaillance de 1,2% en 2025). Les sociétés employant de 10 à 249 salariés enregistrent 5 545 défaillances (soit un taux de défaillance de 2,7%) et enfin les structures ayant entre 250 et 5 000 salariés déplorent 60 défaillances (soit un taux de 0,7%). Les entreprises avec un effectif inférieur à 10 salariés représentent 95,5% du stock d'entreprises et 91,9% des défaillances.

Stock d'entreprises à fin décembre 2023

	2023	%	Nombre de défaillances
< 10 salariés	5 542 258	96,3%	92,0%
10 - 249 salariés	204 034	3,5%	7,9%
250 - 4 999 salariés	8 517	0,1%	0,1%
> 5 000 salariés	391	0,0%	0,0%
Total	5 755 200	100,0%	100,0%

Source : Insee

Répartition du stock d'entreprises (2023) et de défaillances (2025) par tranche d'effectifs



Source : Altares/Deloitte

Historique du taux de défaillances

	Nombre de défaillances			Taux de défaillances		
	2023	2024	2025	2023	2024	2025
< 10 salariés	52 989	62 332	64 351	1,0%	1,1%	1,2%
10 - 249 salariés	4 688	5 448	5 545	2,3%	2,7%	2,7%
250 - 4 999 salariés	50	49	60	0,6%	0,6%	0,7%
> 5 000 salariés	2	1	1	0,5%	0,3%	0,3%
Total	57 729	67 830	69 957	1,0%	1,2%	1,2%

Note : les taux de défaillances calculés reposent sur le stock d'entreprises 2023 calculé préalablement.
Source : analyse Altares/Deloitte

Répartition du nombre de procédures et d'emplois menacés par tranche d'effectif

L'année 2025 a été marquée par 237 procédures collectives touchant des sociétés avec un effectif supérieur à 100 salariés, (soit +38 par rapport à 2024), dont :

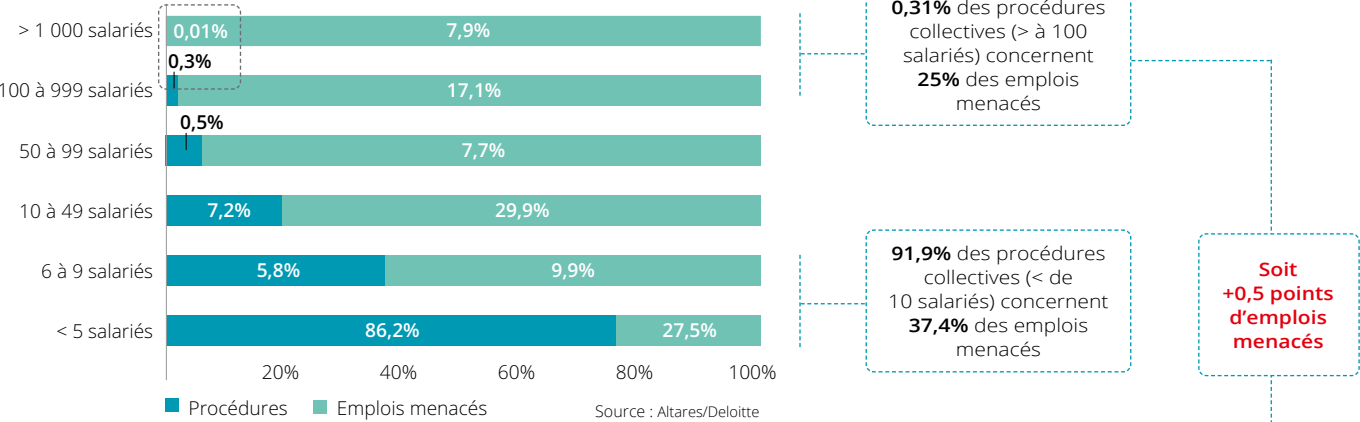
- 8 procédures collectives avec plus de 1 000 emplois menacés ;

- 14 procédures collectives pour la tranche 500-999 salariés ;
- 39 procédures collectives pour la tranche 250-499 salariés ; et
- 176 procédures collectives pour la tranche 100-249 salariés.

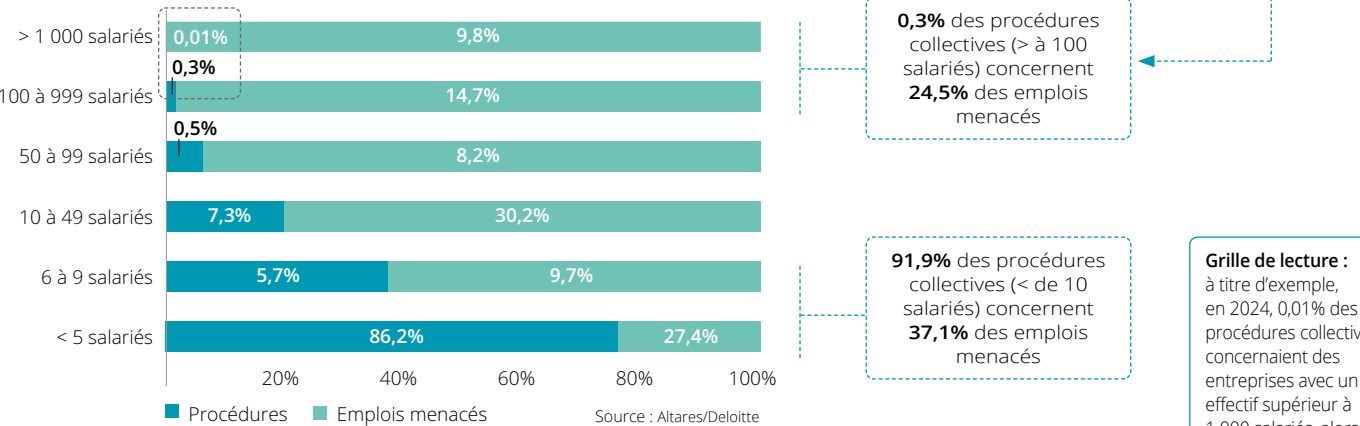
En plus de ces 237 défaillances, qui représentent près de 0,3% des procédures collectives au niveau national et 25,0% des emplois menacés, l'année 2025 a

été marquée par une hausse d'environ 0,5 point du poids des emplois menacés par les procédures affectant les entreprises de plus de 100 salariés, qui passe de 24,5% en 2024 à 25,0% en 2025. Cette hausse des emplois menacés est principalement portée par le segment des entreprises de 500 à 999 salariés qui passe de 7 796 en 2024 à 15 944 en 2025, soit une évolution de +105%.

Nombre de procédures et emplois menacés par tranches d'effectif en 2025



Nombre de procédures et emplois menacés par tranches d'effectif en 2024



En outre, l'année 2025 fait état d'une baisse de la part des emplois menacés qui concernent les entreprises comptant de 10 à 49 salariés avec 79 695 emplois soit 29,9% en 2025 (contre 77 214 et 30,2% en 2024). La part de ces entreprises dans les défaillances ressort globalement stable (7,2% en 2025 contre 7,3% en 2024).

En résumé, entre 2024 et 2025, l'augmentation de la part d'emplois menacés a affecté tout particulièrement les entreprises de moyenne à grande taille (entre 100 et 999 salariés). En revanche, les très grandes entreprises (> 1000 salariés) ont connu une diminution significative des emplois menacés, celle-ci s'explique en grande partie par la présence du géant Milee dans les données 2024.

Grille de lecture :
à titre d'exemple, en 2024, 0,01% des procédures collectives concernaient des entreprises avec un effectif supérieur à 1 000 salariés, alors que l'effectif menacé par ces procédures atteignait 9,8% du total des emplois menacés. En 2025 ces entreprises représentaient environ le même pourcentage des ouvertures (0,01%), elles représentaient seulement 7,9% du total des emplois menacés (soit -1,9 point entre 2024 et 2025).

Analyse détaillée par tranche d'effectif

En 2025, on observe un tassement net de la hausse des ouvertures de procédures collectives, avec une progression de +3% contre +17% l'année précédente. Cette augmentation porte principalement sur les procédures de redressement judiciaire (RJ), avec une hausse de +9%, tandis que les liquidations judiciaires (LJ) progressent plus modestement de +1% et que les procédures de sauvegarde restent stables.

Cette augmentation est portée quasi-exclusivement par les petites entreprises (ayant moins de 20 salariés). Ces dernières représentent en effet 97% du montant total des ouvertures de procédures, avec une croissance de +3,1% sur 2025. Les entreprises de taille moyenne (entre 20 et 500 salariés), qui ne pèsent que pour 3% du montant total des procédures initiées, enregistrent quant à elles une légère contraction de -1% sur 2025.

Dans ce contexte de hausse relativement modérée, l'ouverture des procédures collectives au bénéfice des grandes entreprises (plus de 500 salariés) connaît un rebond notable de +57% en 2025, après le repli marqué de 2024 (-39% vs +7% pour l'ensemble des entreprises). Ce retournement s'explique notamment par un effet de rééquilibrage, l'année 2024 ayant été anormalement basse sur ce segment en l'absence de dossiers d'envergure comparables aux dossiers Emeis (ex-Orpea) ou encore Casino en 2023. En l'occurrence, 2025 a connu des sujets de restructuration affectant des groupes majeurs comme Altice, Alinéa (Neomarché) ou encore Arc France.

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif, en nombre d'entreprises

	2024				2025			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	-	-	-	1	170	405	576
0 salarié	492	5 874	19 400	25 766	434	5 417	18 024	23 875
A 1 ou 2 salariés	380	6 499	16 701	23 580	353	7 972	18 504	26 829
0 à 2	872	12 373	36 101	49 346	787	13 389	36 528	50 704
3 à 5	212	2 908	6 006	9 126	217	3 014	5 784	9 015
6 à 9	133	1 507	2 220	3 860	142	1 729	2 185	4 056
10 à 19	163	1 537	1 655	3 355	192	1 678	1 596	3 466
< 20 salariés	1 380	18 325	45 982	65 687	1 339	19 980	46 498	67 817
20 à 49	119	933	539	1 591	128	955	487	1 570
50 à 99	28	234	91	353	43	224	66	333
100 à 249	15	114	20	149	23	129	24	176
250 à 499	4	26	6	36	6	30	3	39
20 à 499	166	1 307	656	2 129	200	1 338	580	2 118
500 à 999	1	6	2	9	2	12	-	14
1 000 à 1 999	1	1	-	2	-	5	-	5
2 000 à 4 999	1	1	-	2	1	1	-	2
500 à 4 999	3	8	2	13	3	18	-	21
> 5 000	-	1	-	1	1	-	-	1
Total	1 549	19 641	46 640	67 830	1 543	21 336	47 078	69 957

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche d'effectif, en nombre d'emplois menacés

	2024				2025			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
Inconnu	-	-	-	-	171	6	17	194
0 salarié	341	2 991	10 253	13 585	326	3 119	10 094	13 539
A 1 ou 2 salariés	421	7 079	18 218	25 718	404	8 627	20 218	29 249
0 à 2	762	10 070	28 471	39 303	901	11 752	30 329	42 982
3 à 5	745	9 913	20 208	30 866	753	10 268	19 267	30 288
6 à 9	893	9 829	14 097	24 819	960	11 325	14 043	26 328
10 à 19	1 923	17 437	17 968	37 328	2 356	19 675	17 717	39 748
< 20 salariés	4 323	47 249	80 744	132 316	4 970	53 020	81 356	139 346
20 à 49	3 008	24 223	12 655	39 886	3 336	25 027	11 584	39 947
50 à 99	1 808	14 154	5 095	21 057	2 656	13 878	4 126	20 660
100 à 249	1 698	12 190	2 110	15 998	2 934	14 698	2 963	20 595
250 à 499	1 655	12 091	2 883	16 629	2 166	12 839	1 054	16 059
20 à 499	8 169	62 658	22 743	93 570	11 092	66 442	19 727	97 261
500 à 999	503	3 401	1 071	4 975	1 096	7 978	-	9 074
1 000 à 1 999	1 321	1 500	-	2 821	-	6 870	-	6 870
2 000 à 4 999	3 887	4 300	-	8 187	3 927	4 600	-	8 527
500 à 4 999	5 711	9 201	1 071	15 983	5 023	19 448	-	24 471
> 5 000	-	13 946	-	13 946	5 652	-	-	5 652
Total	18 203	133 054	104 558	255 815	26 737	138 910	101 083	266 730

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

	Var. 2025/2024 (en valeur)				Var. 2025/2024 (en%)				Poids	
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	2025	2024
Inconnu	1	170	405	576	n/a	n/a	n/a	n/a	1%	-
0 salarié	(58)	(457)	(1 376)	(1 891)	(12%)	(8%)	(7%)	(7%)	34%	38%
A 1 ou 2 salariés	(27)	1 473	1 803	3 249	(7%)	23%	11%	14%	38%	35%
0 à 2	(85)	1 016	427	1 358	(10%)	8%	1%	3%	72%	73%
3 à 5	5	106	(222)	(111)	2%	4%	(4%)	(1%)	13%	13%
6 à 9	9	222	(35)	196	7%	15%	(2%)	5%	6%	6%
10 à 19	29	141	(59)	111	18%	9%	(4%)	3%	5%	5%
< 20 salariés	(41)	1 655	516	2 130	(3%)	9%	1%	3%	97%	97%
20 à 49	9	22	(52)	(21)	8%	2%	(10%)	(1%)	2%	2%
50 à 99	15	(10)	(25)	(20)	54%	(4%)	(27%)	(6%)	0%	1%
100 à 249	8	15	4	27	53%	13%	20%	18%	0%	0%
250 à 499	2	4	(3)	3	50%	15%	(50%)	8%	0%	0%
20 à 499	34	31	(76)	(11)	20%	2%	(12%)	(1%)	3%	3%
500 à 999	1	6	(2)	5	100%	100%	(100%)	56%	0%	0%
1 000 à 1 999	(1)	4	-	3	(100%)	400%	n/a	150%	0%	0%
2 000 à 4 999	-	-	-	-	n/a	n/a	n/a	n/a	0%	0%
500 à 4 999			(2)	8		125%	n/a	57%	0%	0%
> 5 000	1	(1)	-	-	n/a	n/a	n/a	-	0%	0%
Total	(6)	1 695	438	2 127	(0%)	9%	1%	3,1%	100%	100%

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Cette augmentation des ouvertures de procédures collectives s'accompagne d'une hausse des emplois menacés de 4% en 2025.

Si les emplois menacés augmentent de +5% pour les entreprises de moins de 20 salariés et de +4% pour les entreprises de taille moyenne (entre 20 et 500 salariés), la hausse de +53% des emplois menacés sur le segment des entreprises entre 500 et 4 999 salariés est en partie compensée par la baisse de -59% sur le segment des très grandes entreprises de plus de 5 000 salariés. En 2025, les entreprises de plus de 500 salariés représentent environ 11% des emplois menacés, un niveau comparable à 2024.

Au global, le nombre d'emplois menacés est en augmentation sur la totalité des tranches d'effectif inférieures à 5 000 salariés, en cohérence avec la hausse du nombre de procédures.

Pour les emplois concernés dans le cadre des procédures de sauvegarde, la hausse en valeur de 8 534 emplois, représentant une variation de +47%, reflète le retour en 2025 de procédures au bénéfice d'entreprises de taille significative, notamment dans les secteurs des télécommunications et de l'industrie

Par conséquent, en 2025, c'est principalement dans le cadre des liquidations et des redressements judiciaires que se regroupent la majorité des emplois menacés, avec un niveau de 239 993 sur les 266 730 au total d'emplois menacés.

Enfin, d'une manière générale, les emplois menacés se concentrent essentiellement au sein des petites entreprises comptant moins de 20 salariés. En 2025, 139 175 emplois étaient menacés dans cette catégorie d'entreprises, sur un total de 266 730, soit 52%.

Effectif moyen par procédure
(au global et hors procédures de plus de 1 000 salariés) en 2025

La hausse modérée du nombre de procédures collectives ouvertes en 2025 de +3% s'accompagne toutefois d'une stabilité de l'effectif moyen par ouverture, qui demeure autour de 3,8.

Les effectifs moyens des entreprises de moins de 20 salariés et des entreprises entre 20 et 499 salariés restent relativement stables avec respectivement une hausse de +2% et +4%. Ces tendances haussières sont compensées par la variation enregistrée au niveau des entreprises employant entre 400 et 5 000 salariés. En effet, pour cette typologie d'entreprises, les effectifs moyens menacés par une procédure collective sur 2025 passent à environ 1 165 contre 1 229 sur 2024, soit une baisse de -5%.

Effectif moyen par ouverture (par tranche d'effectif)

2024					2025				
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	
Inconnu	-	-	-	-	171,0	0,0	0,0	0,0	0,3
0 salarié	0,7	0,5	0,5	0,5	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6
A 1 ou 2 salariés	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
0 à 2	0,9	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8
3 à 5	3,5	3,4	3,4	3,4	3,5	3,4	3,3	3,4	3,4
6 à 9	6,7	6,5	6,4	6,4	6,8	6,6	6,4	6,5	6,5
10 à 19	11,8	11,3	10,9	11,1	12,3	11,7	11,1	11,5	11,5
< 20 salariés	3,1	2,6	1,8	2,0	3,7	2,7	1,7	2,1	2,1
20 à 49	25,3	26,0	23,5	25,1	26,1	26,2	23,8	25,4	25,4
50 à 99	64,6	60,5	56,0	59,7	61,8	62,0	62,5	62,0	62,0
100 à 249	113,2	106,9	105,5	107,4	127,6	113,9	123,5	117,0	117,0
250 à 499	413,8	465,0	480,5	461,9	361,0	428,0	351,3	411,8	411,8
20 à 499	49,2	47,9	34,7	44,0	55,5	49,7	34,0	45,9	45,9
500 à 999	503	566	535	552	548	664	-	648	648
1 000 à 1 999	1 321	1 500	-	1 410	-	1 374	-	1 374	1 374
2 000 à 4 999	3 887	4 300	-	4 093	3 927	4 600	-	4 263	4 263
500 à 4 999	1 903	1 150	535	1 229	1 674	1 080	-	1 165	1 165
> 5 000	-	13 946	-	13 946	5 652	-	-	5 652	5 652
Total	11,8	6,8	2,2	3,77	17,3	6,5	2,1	3,81	3,81

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Procédures - Effectif > 1 000 salariés

	Procédure	Mois	CA m€	Effectif	Effectif moyen	Nombre
MILEE	RJ	2024-05	248	13 946		1
Association AMAPA	RJ	2024-07	70	4 300		1
PEOPLE AND BABY	Svg	2024-11	115	3 887		1
RESIDE ETUDES SENIORS	RJ	2024-06	140	1 500		1
PROMOTION DU PRET A PORTER (PIMKIE)	Svg	2024-05	173	1 321		1
Total 2024			746	24 954	4 991	5
SOCIETE FRANCAISE DU RADIOTELEPHONE - S.F.R	Svg	2025-06	8 924	5 652		1
STAR'S SERVICE	RJ	2025-01	111	4 600		1
ARC FRANCE	Svg	2025-01	404	3 927		1
FONDATION OEUVRE DE LA CROIX SAINT SIMON	RJ	2025-11	124	1 745		1
MUTUALITE FONCTION PUBLIQUE ACTION SANTE SOCIAL	RJ	2025-02	-	1 470		1
NEOMARCHE (Alinea)	RJ	2025-11	162	1 300		1
UNION MUT GESTION GROUPE HOSP MUTUALISTE DE GRENOBLE	RJ	2025-12	-	1 300		1
CLAIRE'S France	RJ	2025-07	132	1 055		1
Total 2025			9 857	21 049	2 631	8

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible
Source : Altares/Deloitte

Var. 2025/2024 (en valeur)					Var. 2025/2024 (en%)				
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	
Inconnu	171,0	0,0	0,0	0,3	-	-	-	-	-
0 salarié	0,1	0,1	0,0	0,0	8%	13%	6%	8%	8%
A 1 ou 2 salariés	0,0	(0,0)	0,0	(0,0)	3%	(1%)	0%	(0%)	(0%)
0 à 2	0,1	0,1	0,0	0,0	6%	8%	5%	6%	6%
3 à 5	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(1%)	(0%)	(1%)	(1%)	(1%)
6 à 9	0,0	0,0	0,1	0,1	1%	0%	1%	1%	1%
10 à 19	0,5	0,4	0,2	0,3	4%	3%	2%	3%	3%
< 20 salariés	0,6	0,1	(0,0)	0,0	18%	3%	(0%)	2%	2%
20 à 49	0,8	0,2	0,3	0,4	3%	1%	1%	1%	1%
50 à 99	(2,8)	1,5	6,5	2,4	(4%)	2%	12%	4%	4%
100 à 249	14,4	7,0	18,0	9,6	13%	7%	17%	9%	9%
250 à 499	(52,8)	(37,1)	(129,2)	(50,1)	(13%)	(8%)	(27%)	(11%)	(11%)
20 à 499	6,2	1,7	(0,7)	2,0	13%	4%	(2%)	4%	4%
500 à 999	45,0	98,0	(535,5)	95,4	9%	17%	(100%)	17%	17%
1 000 à 1 999	(1 321,0)	(126,0)	-	(36,5)	(100%)	(8%)	-	(3%)	(3%)
2 000 à 4 999	40,0	300,0	-	170,0	1%	7%	-	4%	4%
500 à 4 999	(229,3)	(69,7)	(535,5)	(64,2)	(12%)	(6%)	(100%)	(5%)	(5%)
> 5 000	5 652,0	(13 946,0)	-	(8 294,0)	-	100%	-	(59%)	(59%)
Total	5,6	(0,3)	(0,1)	0,0	47%	(4%)	(4%)	1%	1%

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Effectif moyen menacé par ouverture (par tranche d'effectif) - hors entreprises de plus de 1 000 salariés

2024					2025					Var. 2025/2024 (en valeur)					Var. 2025/2024 (en%)				
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total		Svg	RJ	LJ	Total		Svg	RJ	LJ	Total	
Inconnu	-	-	-	-	171,0	0,0	0,0	0,3	171,0	0,0	0,0	0,0	0,3	-	-	-	-	-	-
0 salarié	0,7	0,5	0,5	0,5	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,1	0,1	0,0	0,0	8%	13%	6%	8%	8%	8%
A 1 ou 2 salariés	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	0,0	(0,0)	0,0	(0,0)	3%	(1%)	0%	(0%)	(0%)	(0%)
0 à 2	0,9	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,1	0,1	0,0	0,0	6%	8%	5%	6%	6%	6%
3 à 5	3,5	3,4	3,4	3,4	3,5	3,4	3,3	3,4	3,4	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(1%)	(0%)	(1%)	(1%)	(1%)	(1%)
6 à 9	6,7	6,5	6,4	6,4	6,8	6,6	6,4	6,5	6,5	0,0	0,0	0,1	0,1	1%	0%	1%	1%	1%	1%
10 à 19	11,8	11,3	10,9	11,1	12,3	11,7	11,1	11,5	11,5	0,5	0,4	0,2	0,3	4%	3%	2%	3%	3%	3%
< 20 salariés	3,1	2,6	1,8	2,0	3,7	2,7	1,7	2,1	2,1	171,6	0,5	0,4	0,8	18%	3%	(0%)	(0%)	2%	2%
20 à 49	25,3	26,0	23,5	25,1	26,1	26,2	23,8	25,4	25,4	0,8	0,2	0,3	0,4	3%	1%	1%	1%	1%	1%
50 à 99	64,6	60,5	56,0	59,7	61,8	62,0	62,5	62,0	62,0	(2,8)	1,5	6,5	2,4	(4%)	2%	12%	4%	4%	4%
100 à 249	113,2	106,9	105,5	107,4	127,6	113,9	123,5	117,0	117,0	14,4	7,0	18,0	9,6	13%	7%	17%	9%	9%	9%
250 à 499	413,8	465,0	480,5	461,9	361,0	428,0	351,3	411,8	411,8	(52,8)	(37,1)	(129,2)	(50,1)	(13%)	(8%)	(27%)	(11%)	(11%)	(11%)
20 à 499	49,2	47,9	34,7	44,0	55,5	49,7	34,0	45,9	45,9	(40,4)	(28,4)	(104,4)	(37,7)	13%	4%	(2%)	4%	4%	4%
500 à 999	503,0	566,8	535,5	552,8	548,0	664,8	-	648,1	648,1	45,0	98,0	(535,5)	95,4	9%	17%	(100%)	17%	17%	17%
Total	8,4	5,8	2,2	3,4	11,1	6,0	2,1	3,5	3,5	2,7	0,2	(0,1)	0,1	33%	4%	(4%)	3%	3%	3%

Note : les sauvegardes accélérées sont comprises dans les sauvegardes
Source : Altares/Deloitte

Point d'attention

La catégorie « inconnu » correspond à la publication confidentielle des comptes et est classée par convention dans les entreprises < 20 salariés.

Analyse détaillée par chiffre d'affaires

En 2025, les ouvertures de procédures collectives au niveau national concernent très majoritairement (à 94,8%) des entreprises réalisant un chiffre d'affaires soit inconnu soit inférieur à 1,5m€.

Sur l'année 2025, on dénombre 3 606 entreprises défaillantes dont le chiffre d'affaires s'inscrit au-delà du seuil de 1,5 m€, soit 5,2% du nombre total des défaillances. Néanmoins, si la part des entreprises défaillantes réalisant un minimum de 1,5 m€ de chiffre d'affaires apparaît encore marginale, il n'en demeure pas moins que celle-ci est en constante augmentation depuis quelques années. Elle était circonscrite à 4,5% en 2022 et a donc crû de 0,7 point en l'espace de 4 ans, correspondant en volume à un quasi-doublement des procédures sur cette période. Ce constat s'applique également aux grandes entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 50m€ : le pourcentage de ces entreprises ayant bénéficié d'une procédure collective est passé de 0,09% en 2022 (soit 19 procédures) à 0,12% en 2025 (soit 41 procédures). Cette hausse appuyée est notamment portée en 2025 par l'ouverture de procédures de sauvegarde au bénéfice de 4 sociétés du groupe Altice / SFR qui réalisaient chacune un chiffre d'affaires excédant les 200m€.

Ouvertures de procédures collectives par tranche de chiffre d'affaires, en nombre d'entreprises

	2024				2025			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
0 ou inconnu	517	8 497	21 951	30 965	540	8 822	22 191	31 553
< à 1,5 M€	740	9 269	23 390	33 399	726	10 436	23 636	34 798
de 1,5 à 3 M€	130	952	847	1 929	133	1 039	790	1 962
de 3 à 5 M€	61	371	259	691	52	434	250	736
de 5 à 10 M€	50	304	140	494	43	327	153	523
de 10 à 20 M€	19	140	35	194	23	165	45	233
de 20 à 30 M€	14	41	10	65	8	56	5	69
De 0 à 30 M€	1 531	19 574	46 632	67 737	1 525	21 279	47 070	69 874
de 30 à 40 M€	4	18	3	25	4	14	3	21
de 40 à 50 M€	7	12	1	20	4	16	1	21
50M€ à 100M€	2	24	3	29	4	17	4	25
> à 100M€	5	13	1	19	6	10	-	16
>30 M€	18	67	8	93	18	57	8	83
Total	1 549	19 641	46 640	67 830	1 543	21 336	47 078	69 957

Source : Altares/Deloitte

Ouvertures de procédures collectives par tranche de chiffre d'affaires, en nombre d'emplois menacés

	2024				2025			
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total
0 ou inconnu	1 741	16 835	26 232	44 808	2 540	17 216	24 567	44 323
< à 1,5 M€	2 976	35 966	57 556	96 498	2 726	36 845	57 700	97 271
de 1,5 à 3 M€	1 691	14 217	8 934	24 842	2 366	14 996	7 927	25 289
de 3 à 5 M€	1 277	8 796	4 905	14 978	1 663	10 692	3 944	16 299
de 5 à 10 M€	1 211	11 167	2 867	15 245	1 961	12 940	3 765	18 666
de 10 à 20 M€	1 076	9 937	1 406	12 419	2 465	12 131	1 743	16 339
de 20 à 30 M€	687	4 209	502	5 398	795	8 175	504	9 474
De 0 à 30 M€	10 659	101 127	102 402	214 188	14 516	112 995	100 150	227 661
de 30 à 40 M€	465	2 878	219	3 562	1 184	5 960	176	7 320
de 40 à 50 M€	696	1 757	50	2 503	269	4 732	151	5 152
50M€ à 100M€	746	8 875	1 458	11 079	544	4 324	606	5 474
> à 100M€	5 637	18 417	429	24 483	10 224	10 899	-	21 123
>30 M€	7 544	31 927	2 156	41 627	12 221	25 915	933	39 069
Total	18 203	133 054	104 558	255 815	26 737	138 910	101 083	266 730

Source : Altares/Deloitte

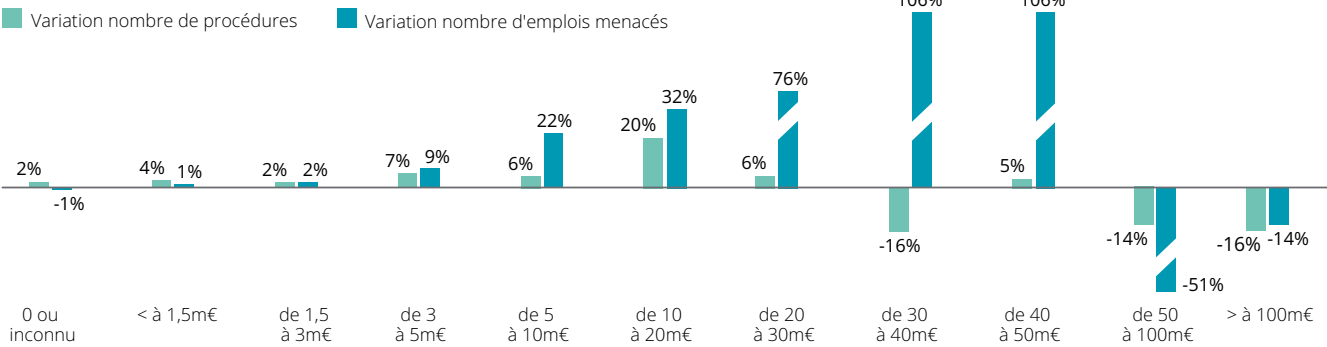
	Var. 2024/2025 (en%)				Poids	
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ
0 ou inconnu	4%	4%	1%	2%	46%	45%
< à 1,5 M€	(2%)	13%	1%	4%	49%	50%
de 1,5 à 3 M€	2%	9%	(7%)	2%	3%	3%
de 3 à 5 M€	(15%)	17%	(3%)	7%	1%	1%
de 5 à 10 M€	(14%)	8%	9%	6%	1%	1%
de 10 à 20 M€	21%	18%	29%	20%	0%	0%
de 20 à 30 M€	(43%)	37%	(50%)	6%	0%	0%
De 0 à 30 M€	(0%)	9%	1%	3%	100%	100%
de 30 à 40 M€	-	(22%)	-	(16%)	0%	0%
de 40 à 50 M€	(43%)	33%	-	5%	0%	0%
50M€ à 100M€	100%	(29%)	33%	(14%)	0%	0%
> à 100M€	20%	(23%)	-	(16%)	0%	0%
>30 M€	-	(15%)	-	(11%)	0%	0%
Total	(0%)	9%	1%	3%	100%	100%

Source : Altares/Deloitte

	Var. 2024/2025 (en%)				Poids	
	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ
0 ou inconnu	46%	2%	(6%)	(1%)	18%	17%
< à 1,5 M€	(8%)	2%	0%	1%	38%	36%
de 1,5 à 3 M€	40%	5%	(11%)	2%	10%	9%
de 3 à 5 M€	30%	22%	(20%)	9%	6%	6%
de 5 à 10 M€	62%	16%	31%	22%	6%	7%
de 10 à 20 M€	129%	22%	24%	32%	5%	6%
de 20 à 30 M€	16%	94%	0%	76%	2%	4%
De 0 à 30 M€	36%	12%	(2%)	6%	84%	85%
de 30 à 40 M€	155%	107%	(20%)	106%	1%	3%
de 40 à 50 M€	(61%)	169%	-	106%	1%	2%
50M€ à 100M€	(27%)	(51%)	(58%)	(51%)	4%	2%
> à 100M€	81%	(41%)	-	(14%)	10%	8%
>30 M€	62%	(19%)	(57%)	(6%)	16%	15%
Total	47%	4%	(3%)	4%	100%	100%

Source : Altares/Deloitte

Variation du nombre de procédures et d'emplois menacés par tranche de chiffre d'affaires entre 2024 et 2025



Source : Altares/Deloitte

Bien que représentant 95% des défaillances en 2025, les entreprises réalisant un chiffre d'affaires soit inconnu soit nul ne regroupent que 53% des emplois menacés, en recul de -2 points par rapport à 2024. Ces données illustrent à nouveau la part croissante que prennent les entreprises de plus grande taille (CA > 1,5m€) dans les procédures collectives, avec un nombre d'emplois menacés qui est en effet passé de 55 951 en 2022 (soit 39% des emplois menacés) à 125 136 en 2025 (soit 47% des emplois menacés).

Défaillances d'entreprises de plus de 50 M€ de chiffre d'affaires

Les défaillances des grandes entreprises françaises (celles dont le chiffre d'affaires excède 50m€ ou qui emploient plus de 300 salariés) représentent un chiffre d'affaires cumulé de 14 780m€ et 38 549 emplois menacés, soit +191% par rapport à 2024 en termes de chiffre d'affaires et +9% en termes d'emplois menacés.

Une part significative de ces variations est attribuable au groupe SFR / Altice. En particulier, la Société Française du Radiotéléphone (SFR) contribue à elle seule à hauteur de 60% de ce chiffre d'affaires cumulé et pour 15% des emplois menacés évoqués. Outre les sociétés du groupe SFR / Altice, Star's Service (4 600 salariés), ARC France (3 927 salariés), la Fondation Œuvre de la Croix Saint-Simon (1 745 salariés), Mutualité Fonction Publique Action Santé Sociale (1 470 salariés) et Néomarché – Alinéa (1 300 salariés) sont les entités ayant bénéficié d'une procédure collective qui emploient le plus de collaborateurs.



64 procédures en 2025 vs 48 procédures en 2024 soit +33%

Défaillances d'entreprises de plus de 50m€ de CA en France placées en sauvegarde, RJ ou LJ (ouvertures) en 2025

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€
SOCIETE FRANCAISE DU RADIOTELEPHONE - S.F.R	75	1987	8 924
STAR'S SERVICE	75	1987	111
ARC FRANCE	62	2008	404
FONDATION ŒUVRE DE LA CROIX SAINT SIMON	75	1985	124
MUTUALITE FONCTION PUBLIQUE ACTION SANTE SOCIAL	75	2002	-
NEOMARCHE (Alinea)	13	2018	162
UNION MUT GESTION GROUPE HOSP MUTUALISTE DE GRENOBLE	38	2007	-
CLAIRE'S FRANCE	75	1987	132
MAITRISE ET CONTROLE DES TECHNIQUES DE SECURITE PARISIENS	75	1991	33
BRANDT FRANCE	92	2014	236
OSIRIS	974	2006	20
CASA FRANCE	94	1961	97
IKKS RETAIL	75	2004	179
ARC EN CIEL ENVIRONNEMENT	77	2007	19
SP3	92	1996	24
TRANSPORTS CHALAVAN ET DUC	26	1973	66
ENTRAIDE	13	1984	39
ASSOCIATION TALENDI	35	1977	16
ORLY AIR TRAITEUR	91	1992	65
IKKS PRESTATIONS	75	2005	27
PEDRETTI DISTRIBUTION	73	1987	45
PEOPLE AND BABY DEVELOPPEMENT	75	2012	58
MANAGE CONSEIL	75	2008	22
HINTERLAND	44	1996	49
SFR FIBRE SAS	77	1995	541
ASSOCIATION AIDE A DOMICILE CENTRE 77	77	1978	-
ARC EN CIEL IDF OUEST	77	2017	12
ASSOCIATION EMERGENCE-S	76	1958	-
SCOTNET	75	1979	5
API TECH	54	2004	67
AMICIO GRAND OUEST	33	2011	10
PRIMAVISTA	92	2014	26
FONDERIE DE BRETAGNE	56	2009	56
CONDAT	24	1998	255
P C E SERVICES	42	2011	44
AZUR SANTE PLUS	06	2009	Non Révélab
ZAPA	75	1972	46
LA NORMANDE DE NETTOYAGE	76	1970	7

Suite pages suivantes

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible. De plus, A.S.T. Groupe est comptabilisé deux fois car présent en procédure de sauvegarde accélérée puis en procédure de redressement judiciaire.
Source : Altares/Deloitte

Sociétés	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	NAF	Activité
SOCIETE FRANCAISE DU RADIOTELEPHONE - S.F.R	*	2025-06	5652	6120Z	Télécommunications sans fil
STAR'S SERVICE	RJ	2025-01	4600	4941B	Transports routiers de fret de proximité
ARC FRANCE	*	2025-01	3927	2313Z	Fabrication de verre creux
FONDATION ŒUVRE DE LA CROIX SAINT SIMON	RJ	2025-11	1745	8899B	Action sociale sans hébergement n.c.a.
MUTUALITE FONCTION PUBLIQUE ACTION SANTE SOCIAL	RJ	2025-02	1470	6512Z	Autres assurances
NEOMARCHE (Alinea)	RJ	2025-11	1300	4759A	Commerce de détail de meubles
UNION MUT GESTION GROUPE HOSP MUTUALISTE DE GRENOBLE	RJ	2025-12	1300	6512Z	Autres assurances
CLAIRE'S FRANCE	RJ	2025-07	1055	4778C	Autres commerces de détail spécialisés divers
MAITRISE ET CONTROLE DES TECHNIQUES DE SECURITE PARISIENS	**	2025-05	870	8010Z	Activités de sécurité privée
BRANDT FRANCE	RJ	2025-10	760	2751Z	Fabrication d'appareils électroménagers
OSIRIS	RJ	2025-07	735	8010Z	Activités de sécurité privée
CASA FRANCE	RJ	2025-04	701	4759B	Commerce de détail d'autres équipements du foyer
IKKS RETAIL	RJ	2025-10	683	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
ARC EN CIEL ENVIRONNEMENT	RJ	2025-05	656	8121Z	Nettoyage courant des bâtiments
SP3	RJ	2025-07	625	8121Z	Nettoyage courant des bâtiments
TRANSPORTS CHALAVAN ET DUC	RJ	2025-05	598	4941A	Transports routiers de fret interurbains
ENTRAIDE	***	2025-01	540	8810A	Aide à domicile
ASSOCIATION TALENDI	****	2025-07	527	2932Z	Fabrication d'autres équipements automobiles
ORLY AIR TRAITEUR	RJ	2021-07	522	5629A	Restauration collective sous contrat
IKKS PRESTATIONS	RJ	2025-10	467	7830Z	Autre mise à disposition de ressources humaines
PEDRETTI DISTRIBUTION	RJ	2025-12	451	4941B	Transports routiers de fret de proximité
PEOPLE AND BABY DEVELOPPEMENT	RJ	2025-12	408	8891A	Accueil de jeunes enfants
MANAGE CONSEIL	RJ	2025-03	400	7311Z	Activités des agences de publicité
HINTERLAND	RJ	2025-02	362	4941A	Transports routiers de fret interurbains
SFR FIBRE SAS	*	2025-06	357	6110Z	Télécommunications filaires
ASSOCIATION AIDE A DOMICILE CENTRE 77	RJ	2025-06	357	8810A	Aide à domicile
ARC EN CIEL IDF OUEST	RJ	2025-05	356	8122Z	Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel
ASSOCIATION EMERGENCE-S	RJ	2025-03	350	8790B	Hébergement social pour adultes et familles en difficultés et autre hébergement social
SCOTNET	LJ	2025-01	338	8121Z	Nettoyage courant des bâtiments
API TECH	RJ	2025-07	328	2899B	Fabrication d'autres machines spécialisées
AMICIO GRAND OUEST	RJ	2025-12	320	8220Z	Activités de centres d'appels
PRIMAVISTA	**	2025-01	319	7420Z	Activités photographiques
FONDERIE DE BRETAGNE	RJ	2025-01	318	2451Z	Fonderie de fonte
CONDAT	RJ	2025-10	315	1712Z	Fabrication de papier et de carton
P C E SERVICES	RJ	2025-12	308	4321A	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
AZUR SANTE PLUS	RJ	2025-01	305	8810A	Aide à domicile
ZAPA	RJ	2025-09	300	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
LA NORMANDE DE NETTOYAGE	RJ	2025-10	300	8122Z	Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel

* Procédure de sauvegarde accélérée
** Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'un Redressement judiciaire
*** Procédure de sauvegarde Conversion en Redressement judiciaire
**** Conversion en Redressement judiciaire de la procédure de sauvegarde
***** Procédure insolvabilité européenne
***** Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire

Défaillances d'entreprises de plus de 50m€ de CA en France placées en sauvegarde, RJ ou LJ (ouvertures) en 2025 suite

Sociétés	Dpt	Année de création	CA en M€
ADVEO France (Calipage - Plien Ciel)	93	2011	145
EOLANE COMBREE	49	1986	59
FRANCE SOLAR	67	2009	53
COMPLETEL SAS	75	1998	297
BIOSYNEX	67	2017	69
GEISMAR	92	1956	133
MIKROS IMAGE	75	1996	84
SOLUNE (Vanessa Bruno)	75	1998	59
FORLAM CLOTURE INDUSTRIE (FCI)	69	2021	54
ATLASFORMEN	75	2003	242
EUROFOIL FRANCE	27	1997	62
VALTI	21	1965	51
E.B.S. ISOLATION	81	2014	60
ROYER SAS	35	1983	89
ONESIKKS	49	2013	89
JOTT OPERATIONS	13	1980	55
ALES GROUPE INDUSTRIE	95	2000	65
MARCHANTE	73	2012	50
SN DIFFUSION	81	1990	53
AQUALUNG TRADING	06	1991	51
FTL INTER	75	2020	141
ALTICE FRANCE	75	2013	575
SCG - SOCIETE DE COMMERCE GENERALE	29	2005	78
PRIMEX INTERNATIONAL	75	1983	71
VENATOR FRANCE	75	1965	119
SOLUTIONS 30 GRAND SUD-OUEST	31	2023	56
Total			14 780

Notes : données non consolidées, dernier bilan disponible. De plus, A.S.T. Groupe est comptabilisé deux fois car présent en procédure de sauvegarde accélérée puis en procédure de redressement judiciaire.
Source : Altares/Deloitte

Sociétés	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	NAF	Activité
ADVEO France (Calipage - Plien Ciel)	*****	2018-12	296	4666Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'autres machines et équipements de bureau
EOLANE COMBREE	RJ	2025-03	287	2612Z	Fabrication de cartes électroniques assemblées
FRANCE SOLAR	RJ	2025-04	277	4321A	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
COMPLETEL SAS	*	2025-06	274	6110Z	Télécommunications filaires
BIOSYNEX	Svg	2025-09	272	2120Z	Fabrication de préparations pharmaceutiques
GEISMAR	RJ	2025-04	235	4663Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil
MIKROS IMAGE	RJ	2025-02	231	5912Z	Post-production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision
SOLUNE (Vanessa Bruno)	Svg	2025-10	203	1413Z	Fabrication de vêtements de dessus
FORLAM CLOTURE INDUSTRIE (FCI)	RJ	2025-09	199	2593Z	Fabrication d'articles en fils métalliques, de chaînes et de ressorts
ATLASFORMEN	RJ	2025-08	186	4791B	Vente à distance sur catalogue spécialisé
EUROFOIL FRANCE	*****	2025-07	180	2442Z	Métallurgie de l'aluminium
VALTI	LJ	2025-02	167	2420Z	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier
E.B.S. ISOLATION	Lj	2025-04	159	4329A	Travaux d'isolation
ROYER SAS	RJ	2025-10	137	4642Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
ONESIKKS	RJ	2025-10	118	1413Z	Fabrication de vêtements de dessus
JOTT OPERATIONS	RJ	2025-12	101	4642Z	Commerce de gros (commerce interentreprises) d'habillement et de chaussures
ALES GROUPE INDUSTRIE	LJ	2025-04	100	2042Z	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette
MARCHANTE	RJ	2025-07	63	7112B	Ingénierie, études techniques
SN DIFFUSION	Svg	2025-05	60	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
AQUALUNG TRADING	RJ	2025-11	25	4669C	Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements divers pour le commerce et les services
FTL INTER	RJ	2025-11	20	5229B	Affrètement et organisation des transports
ALTICE FRANCE	*	2025-06	11	4222Z	Construction de réseaux électriques et de télécommunications
SCG - SOCIETE DE COMMERCE GENERALE	RJ	2025-05	10	4639A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits surgelés
PRIMEX INTERNATIONAL	Svg	2025-02	9	4639A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits surgelés
VENATOR FRANCE	Svg	2025-12	3	4618Z	Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques
SOLUTIONS 30 GRAND SUD-OUEST	RJ	2025-07	1	6110Z	Télécommunications filaires
			38 549		

* Procédure de sauvegarde accélérée
** Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'un Redressement judiciaire
*** Procédure de sauvegarde Conversion en Redressement judiciaire
**** Conversion en Redressement judiciaire de la procédure de sauvegarde
***** Procédure insolvabilité européenne
***** Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire

Analyse selon le secteur d'activité

En 2025, la tendance des défaillances s'élève à +3,1% mais se révèle toutefois très contrastée selon le secteur d'activité.

Comme en 2024, la construction demeure en 2025 le secteur français le plus défaillant, représentant à lui seul le quart des ouvertures de procédures collectives de l'année, soit 17 346 procédures. Suivent les secteurs du commerce et des services aux entreprises qui comptent pour respectivement 20% et 14% des défaillances de l'année.

En termes de dynamiques, les secteurs des autres activités – et notamment la santé humaine & les actions sociales – (+21%), de l'agriculture (+16%) et des services aux particuliers (+8%) enregistrent les hausses les plus importantes. Il convient de préciser que ces trois secteurs avaient déjà fait face à des croissances conséquentes en 2024 avec respectivement +10%, +16% et +8% par rapport à 2023, même si ces hausses s'inscrivaient en-deçà de la tendance moyenne nationale de l'année 2024 (+17%).

Si l'année 2024 avait été marquée par une hausse des défaillances généralisée à l'ensemble des secteurs, l'année 2025 s'inscrit en rupture avec un recul des procédures collectives sur les secteurs de la construction (-3%) et des activités financières & d'assurance (-2%). Ce phénomène de décrue semble toutefois correspondre à un rééquilibrage dans la mesure où ces trois secteurs avaient déploré des hausses massives de procédures en 2024, en particulier la construction et activités financières & d'assurance qui avaient connu des augmentations de +27% et +21%, soit des niveaux très nettement supérieurs à ce qui avait été observé à l'échelon national (+17% sur l'année 2024).

Par ailleurs, il convient de remarquer que l'évolution du volume de défaillances par activité est plus ou moins marqué au regard du type de procédure :

- Pour les procédures de sauvegarde : l'agriculture (+38%), les autres activités (+38%) et les services aux particuliers (+20%) enregistrent les hausses les plus marquées tandis que la construction (-24%), l'industrie (-11%) et le commerce (-10%) se distinguent avec les plus fortes baisses par rapport à 2024 ;
- Pour les procédures de redressement judiciaire : les autres activités (+38%), l'agriculture (+25%) et les services aux entreprises (+13%) présentent les plus fortes croissances alors que seules les activités financières et d'assurance enregistrent une diminution du nombre de procédures (-2%) ; et
- Pour les procédures de liquidation judiciaire : les autres activités (+13%), l'hébergement-restauration (+8%), l'agriculture (+5%) et l'information & communication (+5%) concèdent les hausses de défaillances les plus conséquentes et, dans le même temps, la construction (-5%), les activités financières & d'assurance (-2%) et le commerce (-2%) bénéficient des plus franches diminutions.

Défaillances selon l'activité

SECTEUR D'ACTIVITÉ
AGRICULTURE
Chasse, pêche, forêt
Culture
Élevage
CONSTRUCTION
Bâtiment
Immobilier
COMMERCE
Commerce & réparation de véhicules
Commerce de détail
Commerce de gros
INDUSTRIE
Industrie agroalimentaire
Industrie hors agroalimentaire
INFORMATION & COMMUNICATION
Services informatiques & édition de logiciels
Autres activités information & communication
TRANSPORT & LOGISTIQUE
Transport routier de marchandises
Autres activités de transport
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE
SERVICES AUX ENTREPRISES
Activités scientifiques et techniques
Services administratifs aux entreprises
SERVICES AUX PARTICULIERS
Activités de réparation
Coiffeurs, soins de beauté et corporels
Autres services à la personne
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSONS
Hébergement
Restauration
Débites de boissons
AUTRES ACTIVITÉS
Santé humaine & action sociale
Activités récréatives
Enseignement
Autres activités
Ouvertures de procédures

Source : Altares

Défaillances selon l'activité, suite

2023				2024				2025				Variation 2025/2024				Poids		
Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	2024	2025	25/24
40	664	584	1 288	58	727	713	1 498	80	906	749	1 735	38%	25%	5%	16%	2%	2%	0,3pts
2	95	124	221	2	80	142	224	5	93	154	252	150%	16%	8%	13%	0%	0%	0,0pts
22	320	264	606	40	423	325	788	57	482	362	901	43%	14%	11%	14%	1%	1%	0,1pts
16	249	196	461	16	224	246	486	18	331	233	582	13%	48%	(5%)	20%	1%	1%	0,1pts
245	3 865	10 002	14 112	327	5 175	12 422	17 924	247	5 332	11 767	17 346	(24%)	3%	(5%)	(3%)	26%	25%	(1,6pts)
106	3 166	8 438	11 710	98	4 163	10 087	14 348	78	4 157	9 802	14 037	(20%)	(0%)	(3%)	(2%)	21%	20%	(1,1pts)
139	699	1 564	2 402	229	1 012	2 335	3 576	169	1 175	1 965	3 309	(26%)	16%	(16%)	(7%)	5%	5%	(0,5pts)
370	2 571	9 467	12 408	282	3 434	10 397	14 113	254	3 594	10 232	14 080	(10%)	5%	(2%)	(0,2%)	21%	20%	(0,7pts)
31	579	1 749	2 359	24	688	2 004	2 716	39	762	2 122	2 923	63%	11%	6%	8%	4%	4%	0,2pts
270	1 469	5 906	7 645	173	1 942	6 255	8 370	139	1 985	6 006	8 130	(20%)	2%	(4%)	(3%)	12%	12%	(0,7pts)
69	523	1 812	2 404	85	804	2 138	3 027	76	847	2 104	3 027	(11%)	5%	(2%)	-	4%	4%	(0,1pts)
135	1 276	2 571	3 982	134	1 551	2 645	4 330	119	1 651	2 675	4 445	(11%)	6%	1%	3%	6%	6%	(0,0pts)
47	530	1 218	1 795	39	619	1 088	1 746	38	610	1 035	1 683	(3%)	(1%)	(5%)	(4%)	3%	2%	(0,2pts)
88	746	1 353	2 187	95	932	1 557	2 584	81	1 041	1 640	2 762	(15%)	12%	5%	7%	4%	4%	0,1pts
47	410	1 302	1 759	66	518	1 484	2 068	60	529	1 552	2 141	(9%)	2%	5%	4%	3%	3%	0,0pts
27	277	894	1 198	55	355	1 017	1 427	43	373	1 062	1 478	(22%)	5%	4%	4%	2%	2%	0,0pts
20	133	408	561	11	163	467	641	17	156	490	663	55%	(4%)	5%	3%	1%	1%	0,0pts
36	591	1 687	2 314	38	820	2 178	3 036	37	863	2 284	3 184	(3%)	5%	5%	5%	4%	5%	0,1pts
24	406	1 077	1 507	26	568	1 365	1 959	16	531	1 221	1 768	(38%)	(7%)	(11%)	(10%)	3%	3%	(0,4pts)
12	185	610	807	12	252	813	1 077	21	332	1 063	1 416	75%	32%	31%	31%	2%	2%	0,4pts
47	153	466	666	58	248	501	807	59	244	491	794	2%	(2%)	(2%)	(2%)	1%	1%	(0,1pts)
311	1 955	5 295	7 561	311	2 656	6 181	9 148	355	3 002	6 401	9 758	14%	13%	4%	7%	13%	14%	0,5pts
132	861	2 663	3 656	111	1 103	3 088	4 302	129	1 276	3 183	4 588	16%	16%	3%	7%	6%	7%	0,2pts
179	1 094	2 632	3 905	200	1 553	3 093	4 846	226	1 726	3 218	5 170	13%	11%	4%	7%	7%	7%	0,2pts
43	564	2 033	2 640	30	641	2 190	2 861	36	698	2 263	2 997	20%	9%	3%	5%	4%	4%	0,1pts
1	55	201	257	3	60	192	255	6	70	193	269	100%	17%	1%	5%	0%	0%	0,0pts
36	425	1 474	1 935	22	470	1 600	2 092	25	480	1 601	2 106	14%	2%	0%	1%	3%	3%	(0,1pts)
6	84	358	448	5	111	398	514	5	148	469	622	-	33%	18%	21%	1%	1%	0,1pts
175	2 159	5 633	7 967	157	2 793	5 764	8 714	175	3 033	6 226	9 434	11%	9%	8%	8%	13%	13%	0,6pts
23	141	216	380	19	184	243	446	26	174	243	443	37%	(5%)	-	(1%)	1%	1%	(0,0pts)
129	1 703	4 617	6 449	122	2 244	4 701	7 067	135	2 445	5 135	7 715	11%	9%	9%	9%	10%	11%	0,6pts
23	315	800	1 138	16	365	820	1 201	14	414	848	1 276	(13%)	13%	3%	6%	2%	2%	0,1pts
80	907	2 045	3 032	88	1 078	2 165	3 331	121	1 484	2 438	4 043	38%	38%	13%	21%	5%	6%	0,9pts
35	346	522	903	33	438	609	1 080	42	702	679	1 423	27%	60%	11%	32%	2%	2%	0,4pts
24	263	635	922	23	278	624	925	33	356	691	1 080	43%	28%	11%	17%	1%	2%	0,2pts
16	222	678	916	23	289	709	1 021	30	317	805	1 152	30%	10%	14%	13%	2%	2%	0,1pts
5	76	210	291	9	73	223	305	16	109	263	388	78%	49%	18%	27%	0%	1%	0,1pts
1 529	15 115	41 085	57 729	1 549	19 641	46 640	67 830	1 543	21 336	47 078	69 957	(0%)	9%	1%	3%	100%	100%	-

Analyse selon le secteur d'activité (entreprises de plus de 20 salariés)

Pour les entreprises de plus de 20 salariés, on constate notamment que :

- Le volume de défaillances s'élève à 2 141 procédures collectives ouvertes en 2025 et demeure stable par rapport à 2024 ;
- En 2025, les secteurs contribuant le plus aux défaillances de cette typologie d'entreprises se différencient légèrement des secteurs touchés lorsqu'on considère l'ensemble des entreprises, sans distinction du nombre de salariés. En effet, tandis que pour les sociétés prises dans leur ensemble, les trois secteurs les plus touchés sont la construction (25% des défaillances), le commerce (20%) et les services aux entreprises (14%), le trio de tête pour les sociétés employant plus de 20 salariés est le suivant : services aux entreprises (20%), industrie (18%) et construction (13%) ;

- Les secteurs connaissant les hausses les plus notables par rapport à 2024 sont l'hébergement-restauration (+30%), l'industrie (+15%), les services aux entreprises (+11%) et l'agriculture (+11%). À rebours, les services aux particuliers (-57%), la construction (-32%) et les activités financières et d'assurance (-8%) sont les secteurs enregistrant le recul le plus fort ; et
- Une tendance à la stabilisation globale du nombre de défaillances (-0,1% contre +3,1% pour l'ensemble des entités) en dépit de dynamiques divergentes selon les secteurs, soulignant une certaine résistance des entreprises de plus de 20 salariés par rapport aux plus petites structures.

Défaillances selon l'activité pour les entreprises de + de 20 salariés

SECTEUR D'ACTIVITÉ
AGRICULTURE
Chasse, pêche, forêt
Culture
Élevage
CONSTRUCTION
Bâtiment
Immobilier
COMMERCE
Commerce & réparation de véhicules
Commerce de détail
Commerce de gros
INDUSTRIE
Industrie agroalimentaire
Industrie hors agroalimentaire
INFORMATION & COMMUNICATION
Services informatiques & édition de logiciels
Autres activités information & communication
TRANSPORT & LOGISTIQUE
Transport routier de marchandises
Autres activités de transport
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE
SERVICES AUX ENTREPRISES
Activités scientifiques et techniques
Services administratifs aux entreprises
SERVICES AUX PARTICULIERS
Activités de réparation
Coiffeurs, soins de beauté et corporels
Autres services à la personne
HÉBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSONS
Hébergement
Restauration
Débites de boissons
AUTRES ACTIVITÉS
Santé humaine & action sociale
Activités récréatives
Enseignement
Autres activités
Ouvertures de procédures

Source : Altares

Défaillances selon l'activité pour les entreprises de + de 20 salariés, suite

2023				2024				2025				Variation 2025/2024				Poids		
Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	Svg	RJ	LJ	Total	2024	2025	25/24
2	7	3	12	1	15	3	19	3	14	4	21	200%	(7%)	33%	11%	1%	1%	0,1pts
-	1	-	1	-	2	-	2	-	2	-	2	-	-	-	-	0%	0%	0,0pts
2	4	3	9	1	11	2	14	3	12	4	19	200%	9%	100%	36%	1%	1%	0,2pts
-	2	-	2	-	2	1	3	-	-	-	-	-	(100%)	(100%)	(100%)	0%	-	(0,1pts)
17	199	151	367	21	241	135	397	12	166	91	269	(43%)	(31%)	(33%)	(32%)	19%	13%	(6,0pts)
15	191	149	355	20	218	132	370	11	159	89	259	(45%)	(27%)	(33%)	(30%)	17%	12%	(5,2pts)
2	8	2	12	1	23	3	27	1	7	2	10	-	(70%)	(33%)	(63%)	1%	0%	(0,8pts)
38	128	58	224	35	142	60	237	36	161	54	251	3%	13%	(10%)	6%	11%	12%	0,7pts
2	14	6	22	1	17	6	24	3	13	9	25	200%	(24%)	50%	4%	1%	1%	0,0pts
26	69	34	129	15	57	35	107	19	78	24	121	27%	37%	(31%)	13%	5%	6%	0,7pts
10	45	18	73	19	68	19	106	14	70	21	105	(26%)	3%	11%	(1%)	5%	5%	(0,0pts)
29	194	55	278	35	231	63	329	33	298	46	377	(6%)	29%	(27%)	15%	15%	18%	2,3pts
7	29	7	43	8	29	17	54	6	34	6	46	(25%)	17%	(65%)	(15%)	3%	2%	(0,4pts)
22	165	48	235	27	202	46	275	27	264	40	331	-	31%	(13%)	20%	13%	15%	2,6pts
6	52	21	79	13	67	24	104	10	59	30	99	(23%)	(12%)	25%	(5%)	5%	5%	(0,2pts)
3	33	11	47	11	49	13	73	5	44	20	69	(55%)	(10%)	54%	(5%)	3%	3%	(0,2pts)
3	19	10	32	2	18	11	31	5	15	10	30	150%	(17%)	(9%)	(3%)	1%	1%	(0,0pts)
12	81	74	167	8	133	87	228	17	121	90	228	113%	(9%)	3%	-	11%	11%	(0,0pts)
8	65	60	133	7	103	72	182	10	93	70	173	43%	(10%)	(3%)	(5%)	8%	8%	(0,4pts)
4	16	14	34	1	30	15	46	7	28	20	55	600%	(7%)	33%	20%	2%	3%	0,4pts
1	3	1	5	-	5	7	12	-	9	2	11	-	80%	(71%)	(8%)	1%	1%	(0,0pts)
37	170	122	329	26	233	133	392	42	251	143	436	62%	8%	8%	11%	18%	20%	2,1pts
22	68	29	119	14	76	30	120	25	96	25	146	79%	26%	(17%)	22%	6%	7%	1,2pts
15	102	93	210	12	157	103	272	17	155	118	290	42%	(1%)	15%	7%	13%	14%	0,9pts
2	11	6	19	1	24	12	37	3	6	7	16	200%	(75%)	(42%)	(57%)	2%	1%	(1,0pts)
-	4	-	4	-	3	1	4	1	2	1	4	-	(33%)	-	-	0%	0%	0,0pts
1	2	2	5	1	16	3	20	1	2	2	5	-	(88%)	(33%)	(75%)	1%	0%	(0,7pts)
1	5	4	10	-	5	8	13	1	2	4	7	-	(60%)	(50%)	(46%)	1%	0%	(0,3pts)
20	92	51	163	7	93	31	131	23	101	46	170	229%	9%	48%	30%	6%	8%	1,8pts
6	17	1	24	2	17	3	22	2	12	3	17	-	(29%)	-	(23%)	1%	1%	(0,2pts)
13	73	47	133	5	72	28	105	21	85	41	147	320%	18%	46%	40%	5%	7%	2,0pts
1	2	3	6	-	4	-	4	-	4	2	6	-	-	-	50%	0%	0%	0,1pts
13	118	62	193	22	132	103	257	26	170	67	263	18%	29%	(35%)	2%	12%	12%	0,3pts
11	89	46	146	12	92	67	171	13	100	39	152	8%	9%	(42%)	(11%)	8%	7%	(0,9pts)
1	10	5	16	2	11	13	26	4	20	13	37	100%	82%	-	42%	1%	2%	0,5pts
-	11	7	18	6	23	15	44	6	41	11	58	-	78%	(27%)	32%	2%	3%	0,7pts
1	8	4	13	2	6	8	16	3	9	4	16	50%	50%	(50%)	-	1%	1%	0,0pts
177	1 055	604	1 836	169	1 316	658	2 143	205	1 356	580	2 141	21%	3%	(12%)	(0%)	100%	100%	-

Analyse selon l'ancienneté de l'entreprise

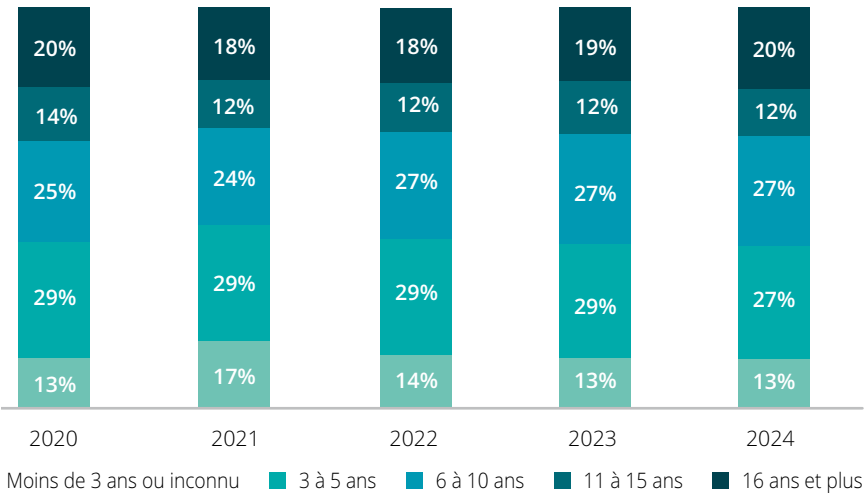
En 2025, comme lors des 12 dernières années, les défaillances concernent majoritairement des entreprises âgées entre 3 et 10 ans, avec un total de 38 090 procédures, soit 54% des défaillances de l'année. Le poids de ce segment d'ancienneté présente toutefois un léger recul par rapport à 2024 (-1,7 point de base) du fait notamment de la diminution de -2% du nombre de procédures touchant les entreprises dont l'âge est compris entre 3 à 5 ans.

L'augmentation du nombre de défaillances observée en 2025 (+3,1%, soit +2 127) est portée en premier lieu par les entreprises les plus anciennes. On note en effet une hausse de +9% des défaillances affectant les sociétés de 16 ans et plus, ce qui correspond à 1 120 procédures additionnelles. Il convient par ailleurs de noter que le poids de ces sociétés dont l'ancienneté excède 16 années s'accroît au fil des ans au point de représenter 20% de l'ensemble des défaillances en 2025 contre 18% sur la période 2018-2024 et 17% sur la période 2013-2017. Ainsi, les entreprises les plus anciennes sont toujours plus exposées aux procédures collectives.

Les entreprises créées il y a moins de 3 ans ou dont la date de création est inconnue contribuent également de manière substantielle à la croissance des défaillances observées en 2025 puisque ces sociétés déplorent une hausse du nombre de procédures de +7% (soit +621 procédures). En dépit de cette augmentation sur l'année 2025, le poids

de cette typologie de sociétés poursuit sa décroissance, ne représentant plus que 13% du nombre de défaillances en 2025, contre 15% sur la période 2018 - 2024 et 19% sur la période 2013 - 2017. Ces données abondent également dans le sens d'un vieillissement progressif des entreprises défaillantes.

Poids des procédures collectives par tranche d'âge



Source : Altares/Deloitte

Evolution des défaillances selon l'âge de la société

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25/24		Poids par catégorie		
						En valeur	En%	2024	2025	25/24
Ouvertures de procédures	28 371	42 514	57 729	67 830	69 957	2 127	3%	100%	100%	-
Moins de 3 ans ou inconnu	3 676	7 137	7 989	8 649	9 270	621	7%	13%	13%	0,5pts
3 à 5 ans	8 107	12 500	16 699	19 556	19 178	(378)	(2%)	29%	27%	(1,4pts)
6 à 10 ans	7 174	10 149	15 334	18 511	18 912	401	2%	27%	27%	(0,3pts)
11 à 15 ans	3 865	5 142	7 117	8 328	8 691	363	4%	12%	12%	0,1pts
16 et plus	5 549	7 586	10 590	12 786	13 906	1 120	9%	19%	20%	1,0pts
Dont 3 à 10 ans	15 281	22 649	32 033	38 067	38 090	23	0%	56%	54%	(1,7pts)

Source : Altares/Deloitte

Focus sauvegarde accélérée et sauvegarde financière accélérée

En 2025, on décompte 25 procédures de sauvegarde accélérée, soit une augmentation de +10 procédures par rapport à 2024 (soit +67%). De manière générale, les procédures de sauvegarde accélérée continuent de représenter une part résiduelle des procédures de sauvegarde, bien qu'en progression notable. Cette hausse est

notamment portée par les procédures de grande envergure dans le secteur des télécommunications. Il convient de rappeler que l'ordonnance n° 2021-1193 du 15 septembre 2021 portant modification du livre VI du Code de commerce a supprimé la sauvegarde financière accélérée. La même ordonnance a supprimé les seuils d'accessibilité à la procédure de sauvegarde accélérée.

Ouvertures de SA et SFA (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2021	2022	2023	2024	2025
Sauvegardes accélérées	1	3	13	15	25
Sauvegardes financières accélérées	-	-	-	-	-
Total (entreprises)	1	3	13	15	25
Sauvegardes accélérées	1	47	37 662	5 186	10 573
Sauvegardes financières accélérées	-	-	-	-	-
Total (emplois menacés)	1	47	37 662	5 186	10 573

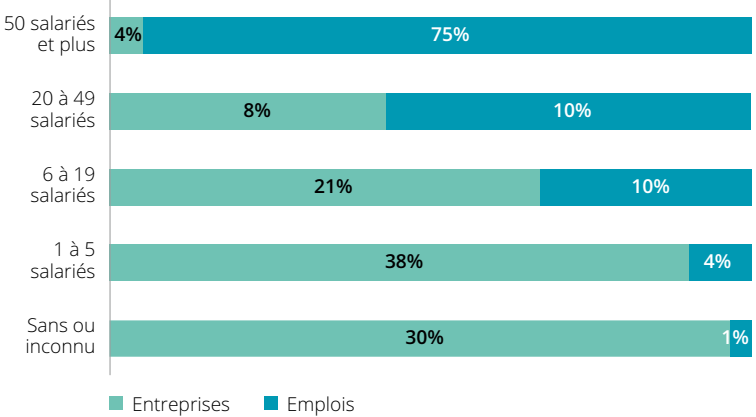
Source : Altares/Deloitte

Focus sauvegarde

En 2025, les ouvertures de procédures de sauvegarde sont restées stables par rapport à 2024. Cette stabilité masque toutefois des dynamiques contrastées avec d'un côté la hausse substantielle des ouvertures affectant les entreprises employant plus de 20 salariés (+21%) et d'un autre côté le recul des ouvertures affectant les entreprises employant moins de 20 salariés (-3%), étant précisé que cette dernière typologie d'entités compte pour 87% des procédures de sauvegarde ouvertes sur l'année 2025.

En termes d'emplois menacés par ce type de procédure, on observe une hausse significative sur 2025 (+47% vs 2024), portant le total à 26 737 emplois. Cette forte augmentation est principalement portée par les entreprises de plus de 20 salariés (+58%), lesquelles représentent 82% des emplois menacés dans le cadre des sauvegardes sur l'année 2025. Cette augmentation en question est à appréhender à la lumière de l'ouverture en 2025 de procédures de sauvegarde au bénéfice d'entreprises de taille importante, avec en particulier l'ouverture de sauvegardes au bénéfice de plusieurs filiales majeures du Groupe Altice / SFR (télécommunications).

Répartition du nombre d'ouvertures de sauvegardes et d'emplois menacés par tranche d'effectif (moyenne 2021-2025)



Source : Altares/Deloitte

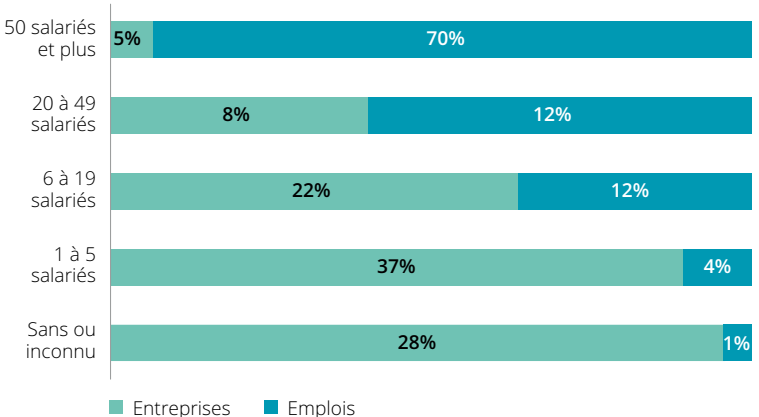
Grille de lecture : à titre d'exemple, en moyenne entre 2021 et 2025, 4% des procédures de sauvegarde ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 75% du total des emplois menacés par les procédures de sauvegarde.

Evolution des ouvertures de sauvegarde selon la taille de la société (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2021		2022		2023	
	Entreprises	Emplois	Entreprises	Emplois	Entreprises	Emplois
Sans ou inconnu	202	-	310	242	473	344
1 à 5 salariés	322	817	455	942	514	1 071
6 à 19 salariés	125	1 200	217	2 076	365	3 236
20 à 49 salariés	41	1 019	104	2 544	120	3 167
50 salariés et plus	39	9 055	39	9 098	57	46 341
Total	729	12 091	1 125	14 902	1 529	54 159
Evolution	-12%	-34%	54%	23%	36%	263%
Dont >20 salariés	80	10 074	143	11 642	177	49 508
Evolution	-32%	-38%	79%	16%	24%	325%
Dont > 1 000 salariés	2	6 084	2	3 538	4	38 880
> 20 salariés hors > 1 000 salariés	78	3 990	141	8 104	173	10 628
Evolution	-32%	-50%	81%	103%	23%	31%
Emplois moyens (> à 50 salariés hors > 1000)		80		150		141
Evolution		-41%		87%		-6%

Source : Altares/Deloitte

Répartition du nombre d'ouvertures de sauvegardes et d'emplois menacés par tranche d'effectif (2025)



Source : Altares/Deloitte

Grille de lecture : à titre d'exemple, en 2025, 5% des procédures de sauvegarde ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 70% du total des emplois menacés par les procédures de sauvegarde.

	2024		2025		Poids 2025		Var. en valeur (25/24)		Var. en% (25/24)	
	Entreprises	Emplois	Entreprises	Emplois	Entreprises	Emplois	Entreprises	Emplois	Entreprises	Emplois
Sans ou inconnu	492	341	434	326	28%	1%	(58)	(15)	(12%)	(4%)
1 à 5 salariés	592	1 166	570	1 157	37%	4%	(22)	(9)	(4%)	(1%)
6 à 19 salariés	296	2 816	334	3 316	22%	12%	38	500	13%	18%
20 à 49 salariés	118	3 008	127	3 266	8%	12%	9	258	8%	9%
50 salariés et plus	51	10 872	78	18 672	5%	70%	27	7 800	53%	72%
Total	1 549	18 203	1 543	26 737	100%	100%	(6)	8 534	(0%)	47%
Evolution	1%	-66%	0%	47%						
Dont >20 salariés	169	13 880	205	21 938	13%	82%				
Evolution	-5%	-72%	21%	58%						
Dont > 1 000 salariés	2	5 208	2	9 579						
> 20 salariés hors > 1 000 salariés	167	8 672	203	12 359						
Evolution	-3%	-18%	22%	43%						
Emplois moyens (> à 50 salariés hors > 1000)		116		120						
Evolution		-18%		4%						

Source : Altares/Deloitte

Focus sur l'administrateur judiciaire en sauvegarde

En 2025, un administrateur judiciaire a été désigné dans un peu moins d'une procédure de sauvegarde sur deux : sur les 1 543 procédures de sauvegarde ouvertes sur l'année 2025, un administrateur judiciaire est intervenu dans 686 procédures d'entre elles, soit un taux en baisse de -6,5 points par rapport à 2025 pour atteindre 44,5%.

Ce taux reste largement supérieur au taux de désignation d'administrateurs judiciaires dans les procédures de redressement judiciaire (25,0%), en lien d'une part avec un poids plus important des procédures relatives à des entreprises de plus de 20 salariés dans les procédures de sauvegarde (13%) que dans les redressements judiciaires (6%) et d'autre part avec un poids plus conséquent des procédures relatives à des entreprises réalisant plus de 3m€ de chiffre d'affaires dans les procédures de sauvegarde (9%) que dans les redressements judiciaires (5%).

Proportion des procédures de sauvegarde avec administrateur judiciaire

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. en% (25/24)
Sauvegarde	729	1 125	1 529	1 549	1 543	(0,4%)
Administrateurs judiciaires	348	520	740	790	686	(13,2%)
Taux	47,7%	46,2%	48,4%	51,0%	44,5%	(6,5pts)

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des sauvegardes selon la taille de la société (nombre d'entreprises)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. en% (25/24)	Poids 2025
Ouvertures de sauvegardes	729	1 125	1 529	1 549	1 543	(0%)	100%
Moins de 20 salariés	649	982	1 352	1 380	1 338	(3%)	87%
20 salariés et plus	80	143	177	169	205	21%	13%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des sauvegardes selon la taille de la société (nombre d'emplois menacés)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. en% (25/24)	Poids 2025
Emplois menacés	12 091	14 902	54 159	18 203	26 737	47%	100%
Moins de 20 salariés	2 017	3 260	4 651	4 323	4 799	11%	18%
20 salariés et plus	10 074	11 642	49 508	13 880	21 938	58%	82%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des sauvegardes selon le CA de la société (nombre d'emplois menacés)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. en% (25/24)	Poids 2025
Ouvertures	12 091	14 902	54 159	18 203	26 737	47%	100%
< à 3 M€	3 275	4 792	6 526	6 408	7 632	19%	29%
> à 3 M€	8 816	10 110	47 633	11 795	19 105	62%	71%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des sauvegardes selon le CA de la société (nombre d'entreprises)

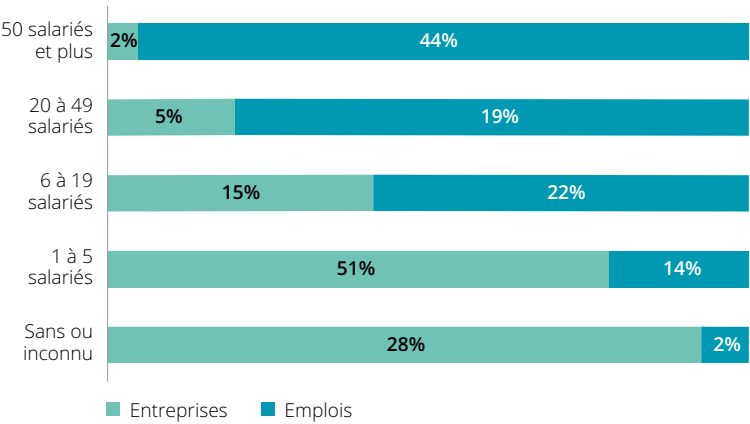
	2021	2022	2023	2024	2025	Var. en% (25/24)	Poids 2025
Ouvertures	729	1 125	1 529	1 549	1 543	(0%)	100%
< à 3 M€	669	939	1 386	1 387	1 399	1%	91%
> à 3 M€	60	186	143	162	144	(11%)	9%

Source : Altares/Deloitte

Focus redressement judiciaire

En 2025, 1 356 procédures de redressement judiciaire ont été ouvertes au bénéfice d'entreprises employant plus de 20 salariés (contre 1 316 en 2024, soit +3%), représentant 6% du total des redressements judiciaires ouverts en 2025. Les redressements judiciaires affectant les entreprises employant plus de 20 salariés ont concerné 85 890 emplois (contre 85 805 en 2024), soit 62% du total des emplois menacés par l'ouverture d'un redressement judiciaire sur l'année 2025. Le nombre de procédures de redressement judiciaire ouvertes au bénéfice de structures de plus de 1 000 salariés a continué sa progression en 2025, dans le prolongement de la tendance observée ces dernières années. Ainsi, 6 redressements judiciaires touchant cette typologie d'entités ont été décomptés en 2025, affectant pas moins de 11 470 salariés.

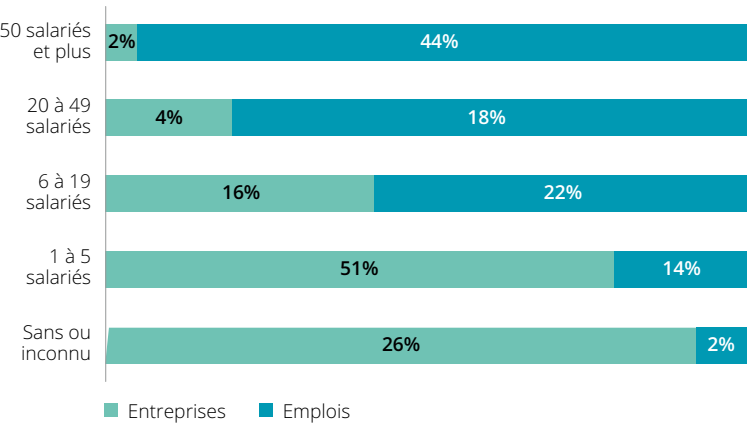
Répartition du nombre d'ouvertures de RJ et d'emplois menacés par tranche d'effectif (moyenne 2021-2025)



Source : Altares/Deloitte

Grille de lecture : à titre d'exemple, en moyenne entre 2021 et 2025, 2% des redressements judiciaires ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 44% du total des emplois menacés par les redressements judiciaires.

Répartition du nombre d'ouvertures de RJ et d'emplois menacés par tranche d'effectif (2025)



Source : Altares/Deloitte

Grille de lecture : à titre d'exemple, en 2025, 2% des redressements judiciaires ont concerné les entreprises avec un effectif supérieur à 50 salariés alors que l'effectif menacé par ces procédures a atteint 44% du total des emplois menacés par les redressements judiciaires.

Evolution des ouvertures de redressement judiciaire selon la taille de la société (nombre d'entreprises et d'emplois menacés)

	2021		2022		2023		2024		2025	
	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois
Sans ou inconnu	1 590	-	2 636	1 745	4 378	2 577	5 874	2 991	5 587	3 125
1 à 5 salariés	3 749	7 056	5 342	9 045	7 271	13 130	9 408	16 992	10 986	18 895
6 à 19 salariés	825	7 375	1 492	13 366	2 411	21 347	3 043	27 266	3 407	31 000
20 à 49 salariés	232	5 652	474	11 949	781	19 772	933	24 223	955	25 027
50 salariés et plus	108	15 314	188	24 541	274	40 694	383	61 582	401	60 863
Total	6 504	35 397	10 132	60 646	15 115	97 520	19 641	133 054	21 336	138 910
Evolution	-19%	-45%	56%	71%	49%	61%	30%	36%	9%	4%
Dont >20 salariés	340	20 966	662	36 490	1 055	60 466	1 316	85 805	1 356	85 890
Evolution	-34%	-57%	95%	74%	59%	66%	25%	42%	3%	0%
Dont > 1 000 salariés	1	1 820	3	6 112	4	6 038	3	19 746	6	11 470
> 20 salariés hors > 1 000 salariés	339	19 146	659	29 625	1 051	54 428	1 313	66 059	1 350	74 420
Evolution	-34%	-43%	94%	55%	59%	84%	25%	21%	3%	13%
Nombre moyen d'emplois menacés (> à 50 salariés)		142		131		149		161		152
Evolution		1%		-8%		14%		8%		-6%

Source : Altares/Deloitte

Focus sur l'administrateur judiciaire en redressement judiciaire

En 2025, près d'une procédure de redressement judiciaire sur quatre voit un administrateur judiciaire être désigné (5 338 contre 5 048 en 2024, soit une augmentation de +5,7%). Pour autant, du fait d'une augmentation plus rapide du nombre de redressements judiciaires en 2025 (+8,6%), le taux de désignation des administrateurs judiciaires diminue de 0,7 point par rapport à 2024, pour s'établir à 25,0%.

En 2025, le nombre de procédures de redressement judiciaire concernant les sociétés qui dépassent les seuils relatifs à la nomination obligatoire d'un administrateur judiciaire (cf. ci-dessous) est nettement inférieur au nombre total de redressements judiciaires sur l'année, faisant ainsi apparaître une part importante de désignations non-obligatoires d'administrateurs judiciaires. En effet, 5 338 procédures de redressement judiciaire ont fait

Proportion des procédures de redressement judiciaire avec administrateur judiciaire

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. en% (25/24)
Redressements judiciaires	6 504	10 132	15 115	19 641	21 336	8,6%
Administrateurs judiciaires	1 723	2 844	4 156	5 048	5 338	5,7%
Taux	26,5%	28,1%	27,5%	25,7%	25,0%	(0,7pts)

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des RJ selon la taille de la société (nombre d'entreprises)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. en% (25/24)	Poids 2025
Emplois menacés	6 504	10 132	15 115	19 641	21 336	8,6%	100,0%
Moins de 20 salariés	6 164	9 470	14 060	18 325	19 980	9,0%	93,6%
20 salariés et plus	340	662	1 055	1 316	1 356	3,0%	6,4%

Source : Altares/Deloitte

intervenir un administrateur judiciaire en 2025 alors que seulement 1 356 de ces procédures ont impliqué des entreprises employant plus de 20 salariés et seulement 1 039 ont impliqué des entreprises réalisant un chiffre d'affaires excédant les 3m€.

	2025		Poids 2025		Var. en valeur (25/24)		Var. en% (25/24)	
	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois	Entre-prises	Emplois
Sans ou inconnu	5 587	3 125	26%	2%	(287)	134	(5%)	4%
1 à 5 salariés	10 986	18 895	51%	14%	1 578	1 903	17%	11%
6 à 19 salariés	3 407	31 000	16%	22%	364	3 734	12%	14%
20 à 49 salariés	955	25 027	4%	18%	22	804	2%	3%
50 salariés et plus	401	60 863	2%	44%	18	(719)	5%	(1%)
Total	21 336	138 910	100%	100%	1 695	5 856	9%	4%
Evolution	9%	4%	6%	62%				
Dont >20 salariés	1 356	85 890						
Evolution	3%	0%						
Dont > 1 000 salariés	6	11 470						
> 20 salariés hors > 1 000 salariés	1 350	74 420						
Evolution	3%	13%						
Nombre moyen d'emplois menacés (> à 50 salariés)		152						
Evolution		-6%						

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des RJ selon la taille de la société (nombre d'emplois menacés)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. en% (25/24)	Poids 2025
Emplois menacés	35 397	60 646	97 520	133 054	138 910	4,4%	100,0%
Moins de 20 salariés	14 431	24 156	37 054	47 249	53 020	12,2%	38,2%
20 salariés et plus	20 966	36 490	60 466	85 805	85 890	0,1%	61,8%

Source : Altares/Deloitte

Evolution des ouvertures des RJ selon le CA de la société (nombre d'entreprises)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. en% (25/24)	Poids 2025
Ouvertures de redressements	6 504	10 132	15 115	19 641	21 336	8,6%	100,0%
< à 3 M€ ou inconnu	6 258	9 312	14 430	18 718	20 297	8,4%	95,1%
> à 3 M€	246	820	685	923	1 039	12,6%	4,9%

Source : Altares/Deloitte

Pour mémoire, selon les articles L.621-4 et R.621-11 du code de commerce, la désignation d'un administrateur judiciaire n'est pas obligatoire dans le cadre d'une procédure de redressement judiciaire lorsque le chiffre d'affaires est inférieur à 3m€ ou que l'entreprise emploie moins de 20 salariés. Pour rappel, les articles L.621-4-1 et R.621-11-1 du code de commerce ont notamment instauré le principe de la désignation de deux coadministrateurs judiciaires pour les entreprises de plus de 20m€ de chiffre d'affaires.

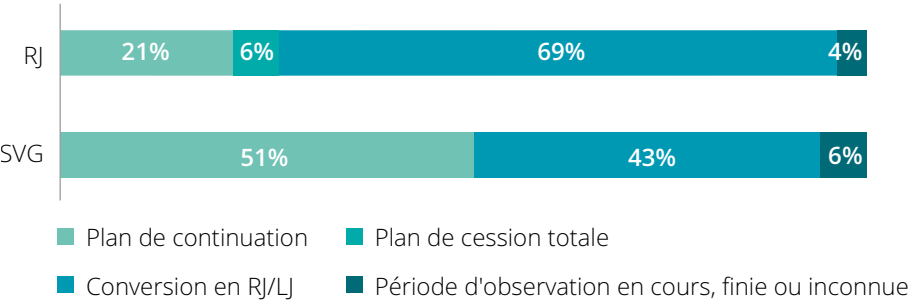
Issues des procédures de sauvegarde et de redressement judiciaire

Statistiquement, la sauvegarde offre plus de deux fois plus de chances de bénéficier d'un plan de continuation que le redressement judiciaire (51% vs 21% sur la base des données de la période de 2019 à 2023).

Le redressement judiciaire a 1,5 fois plus de risque d'être converti en liquidation judiciaire par rapport à la sauvegarde. Aussi, seuls 6% des redressements judiciaires aboutissent à un plan de cession.

L'analyse historique de la période 2019 à 2023 fait apparaître un ratio de conversion en liquidation plus important en redressement qu'en sauvegarde (69% contre 43% en moyenne).

Issues des procédures de RJ et de sauvegarde (moyenne 2019 à 2023)



Source : Altares/Deloitte

Focus sur le sort des plans de sauvegarde et de redressement adoptés en 2015

Si la probabilité d'adoption d'un plan de continuation en sauvegarde est supérieure à celle en redressement judiciaire, la procédure de sauvegarde conduit également à l'adoption de plans plus viables avec un taux d'échec (correspondant à la conversion en LJ ou à la cessation du plan de continuation) à 10 ans de 60%, un niveau nettement inférieur à celui des plans de redressement (70%).

Un écart entre le taux d'échec des plans de sauvegarde et de redressement judiciaire adoptés en 2015 est constaté dès la première année suivant l'adoption du plan (écart de 5 points de base) et se stabilise à partir de la quatrième année (avec une fluctuation entre 10 et 12pb).

Il est rappelé que c'est seulement à partir de la troisième date anniversaire d'un plan de continuation que le débiteur doit régler à minima 5% du passif faisant l'objet du plan. L'analyse des plans adoptés en

2015 met en lumière le fait qu'à partir de ce troisième anniversaire, 35% des plans de sauvegarde et 44% des plans de redressement échouent, des niveaux légèrement détériorés par rapport aux issues constatées des plans adoptés en 2014 (avec respectivement 33% et 43% de taux d'échec).

Suite des plans de continuation adoptés en 2015 – Sauvegarde

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Liquidation judiciaire	14%	23%	31%	37%	40%	42%	45%	48%	51%	53%
Cessation	2%	3%	3%	4%	4%	5%	5%	6%	7%	8%
Fin ou clôture	1%	1%	1%	2%	2%	2%	3%	3%	4%	5%
Modification du plan	1%	3%	4%	6%	11%	14%	15%	16%	16%	16%
En cours ou inconnu	82%	70%	60%	51%	43%	37%	32%	26%	22%	19%

Note: l'analyse est à nuancer compte tenu du poids des plans dont le sort est inconnu à l'issue de la période de 10 ans (18%)
Source : Altares

Suite des plans de continuation adoptés en 2014 – Redressement judiciaire

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Liquidation judiciaire	20%	32%	42%	49%	53%	55%	57%	60%	62%	64%
Cessation	1%	2%	2%	3%	3%	4%	4%	5%	6%	6%
Fin ou clôture	0%	0%	1%	1%	1%	1%	2%	2%	2%	3%
Modification du plan	1%	2%	3%	4%	6%	9%	10%	10%	10%	10%
En cours ou inconnu	78%	64%	52%	44%	37%	31%	27%	23%	20%	17%

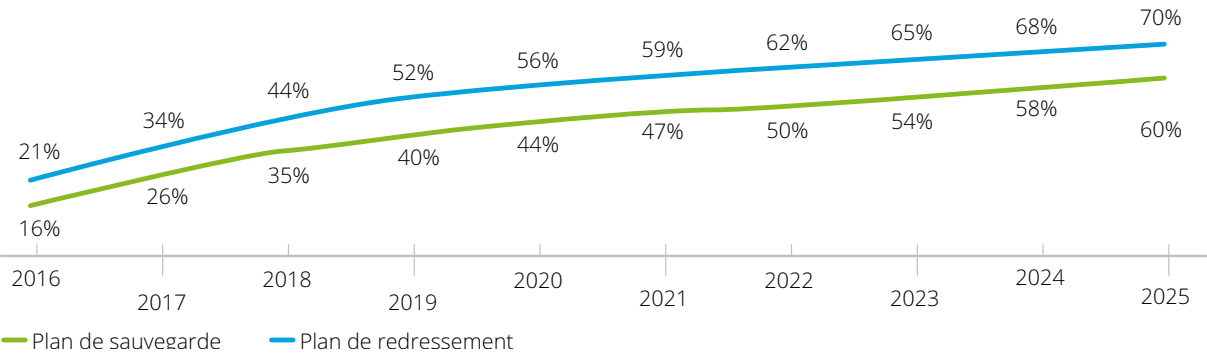
Note : l'analyse est à nuancer compte tenu du poids des plans dont le sort est inconnu à l'issue de la période de 10 ans (16%)
Source : Altares

Suite des plans de continuation adoptés en 2015 - Taux d'échec (liquidation judiciaire)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Plan de sauvegarde	16%	26%	35%	40%	44%	47%	50%	54%	58%	60%
Plan de redressement	21%	34%	44%	52%	56%	59%	62%	65%	68%	70%
Ecart RJ vs sauvegardes	5 points	8 points	9 points	11 points	11 points	12 points	11 points	11 points	10 points	10 points

Source : Altares

Taux de LJ des sociétés bénéficiant d'un plan de continuation adopté en 2015



Source : Altares/Deloitte

L'analyse de la conversion en LJ des plans de sauvegarde et de redressement adoptés en 2015 souligne notamment :

- Qu'en procédure de sauvegarde, la conversion en LJ à 10 ans des plans est plus important pour les entreprises dont

le chiffre d'affaires est inférieur à 10m€ (53%) que pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10m€ (15%) ; et

- Qu'en redressement judiciaire, la conversion en LJ à 10 ans des plans

adoptés est également plus important pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 10m€ (64%) que pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10m€ (40%).

Suite des plans de continuation adoptées en 2015 - Taux d'échec par tranche de chiffre d'affaires (liquidation judiciaire)

	Nombre entreprises	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2025
< 1,5m€ ou inconnu	712	15%	25%	33%	39%	42%	45%	47%	51%	53%	55%
1,5 à 5m€	95	9%	17%	27%	34%	37%	37%	40%	44%	47%	47%
5 à 10m€	36	11%	14%	17%	19%	25%	25%	33%	36%	36%	39%
> 10m€	26	8%	12%	12%	15%	15%	15%	15%	15%	15%	15%
Plan de sauvegarde	869	14%	23%	31%	37%	40%	42%	45%	48%	51%	53%
< 1,5m€ ou inconnu	5 013	20%	33%	43%	50%	53%	56%	58%	60%	62%	64%
1,5 à 5m€	227	18%	30%	38%	48%	52%	54%	56%	59%	61%	64%
5 à 10m€	40	13%	20%	25%	38%	38%	38%	40%	43%	50%	55%
> 10m€	30	13%	17%	23%	27%	27%	27%	27%	33%	40%	40%
Plan de redressement	5 310	20%	32%	42%	49%	53%	55%	58%	60%	62%	64%

Ecart RJ par rapport aux SVG

< 1,5m€ ou inconnu	4 301	5%	8%	9%	11%	11%	11%	11%	10%	9%	9%
1,5 à 5m€	132	8%	13%	11%	14%	15%	17%	16%	15%	13%	17%
5 à 10m€	4	1%	6%	8%	18%	13%	13%	7%	6%	14%	16%
> 10m€	4	6%	5%	12%	11%	11%	11%	11%	18%	25%	25%
Total	4 441	6%	9%	11%	13%	13%	13%	13%	12%	11%	11%

Source : Altares

Le taux d'échec à 10 ans des plans adoptés dans le cadre des procédures de sauvegarde et de redressement judiciaires tend à s'amenuiser dans la mesure où, pour

les plans adoptés en 2015, ils s'établissent respectivement à 60% et 70% contre des taux moyens de 62% et 73% pour les plans adoptés entre 2012 et 2014.

Analyse comparative des plans de sauvegarde et de redressement - Taux d'échec (liquidation judiciaire)

	Année 0	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
Plan de sauvegarde											
Plan de sauvegarde 2012	4%	16%	29%	37%	44%	47%	51%	55%	57%	59%	61%
Plan de sauvegarde 2013	4%	17%	29%	38%	44%	50%	53%	55%	58%	62%	64%
Plan de sauvegarde 2014	-	13%	24%	33%	38%	45%	48%	50%	54%	57%	61%
Plan de sauvegarde 2015	-	16%	26%	35%	40%	4%	47%	50%	54%	5%	60%
Plan de redressement											
Plan de redressement 2012	5%	23%	39%	49%	57%	62%	66%	70%	71%	73%	74%
Plan de redressement 2013	5%	22%	37%	48%	55%	61%	65%	67%	69%	71%	73%
Plan de redressement 2014	-	20%	33%	43%	51%	57%	60%	62%	65%	68%	71%
Plan de redressement 2015	-	21%	34%	44%	52%	56%	59%	62%	65%	68%	70%

Source : Altares

Présentation des régions

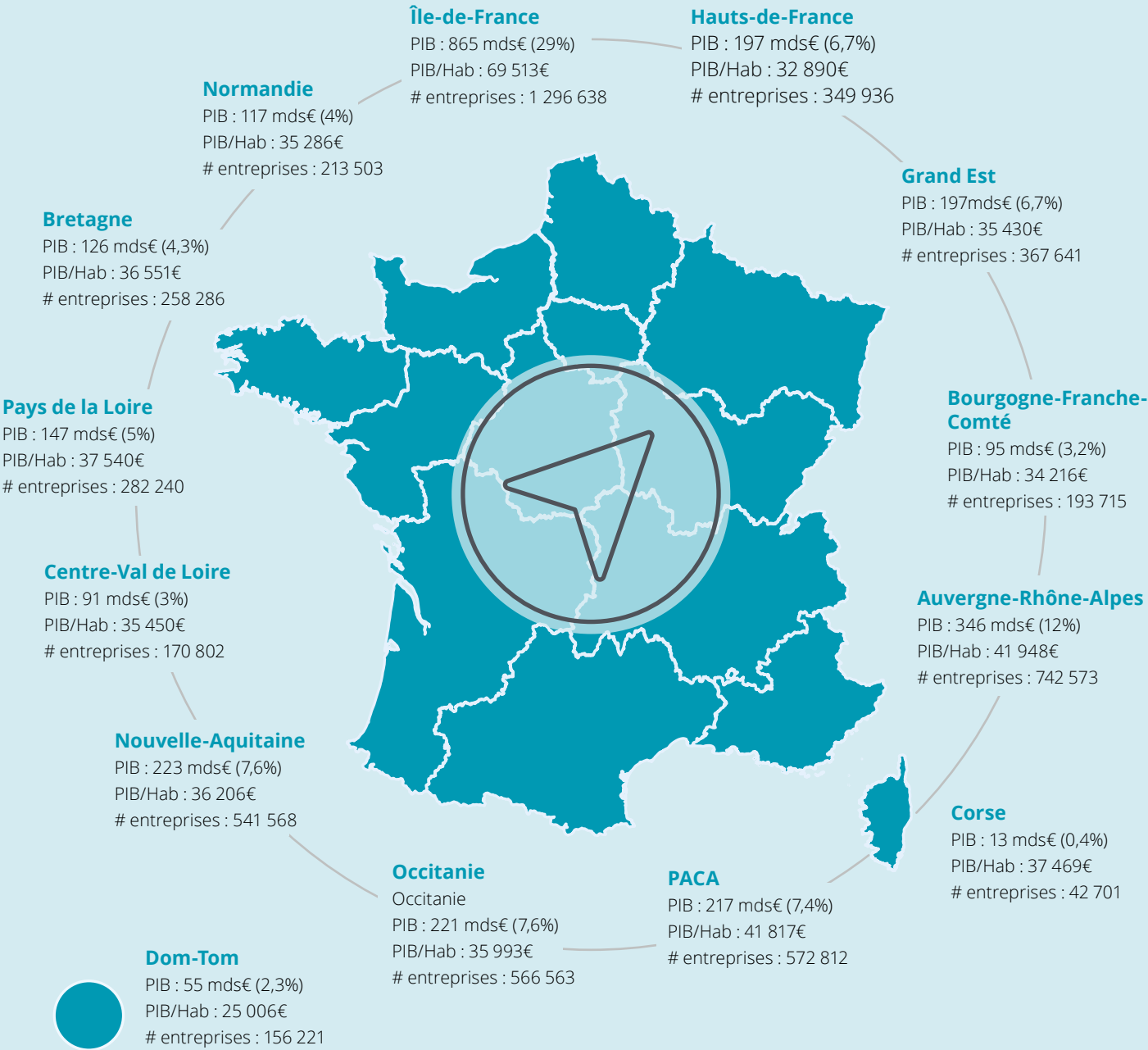
Analyse par région

La hausse globale du nombre de procédures ouvertes en France en 2025 concerne toutes les régions à l'exception de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, seule région à connaître un recul du volume de procédures. Le nombre de procédures est passé de 67 830 en 2024 à 69 957 en 2025, avec une répartition hétérogène sur le territoire.

Comme les années précédentes, l'Île-de-France connaît le nombre de défaillances le plus important (23,5% du total national) suivie des régions Auvergne-Rhône-Alpes (11,9% du total national) et Nouvelle Aquitaine (9,7%).

En 2025, les Dom-Tom s'imposent en tête des régions les plus touchées par l'ouverture

de procédures, enregistrant le taux de défaillance le plus significatif à 1,54%, devant les régions Hauts-de-France (1,44%) et Centre-Val de Loire (1,34%). A contrario, les taux de défaillances les plus faibles sont enregistrées en Bretagne (1,01%), en Corse (1,12%), en Provence-Alpes-Côte d'Azur (1,12%) et en Auvergne-Rhône-Alpes (1,12%).

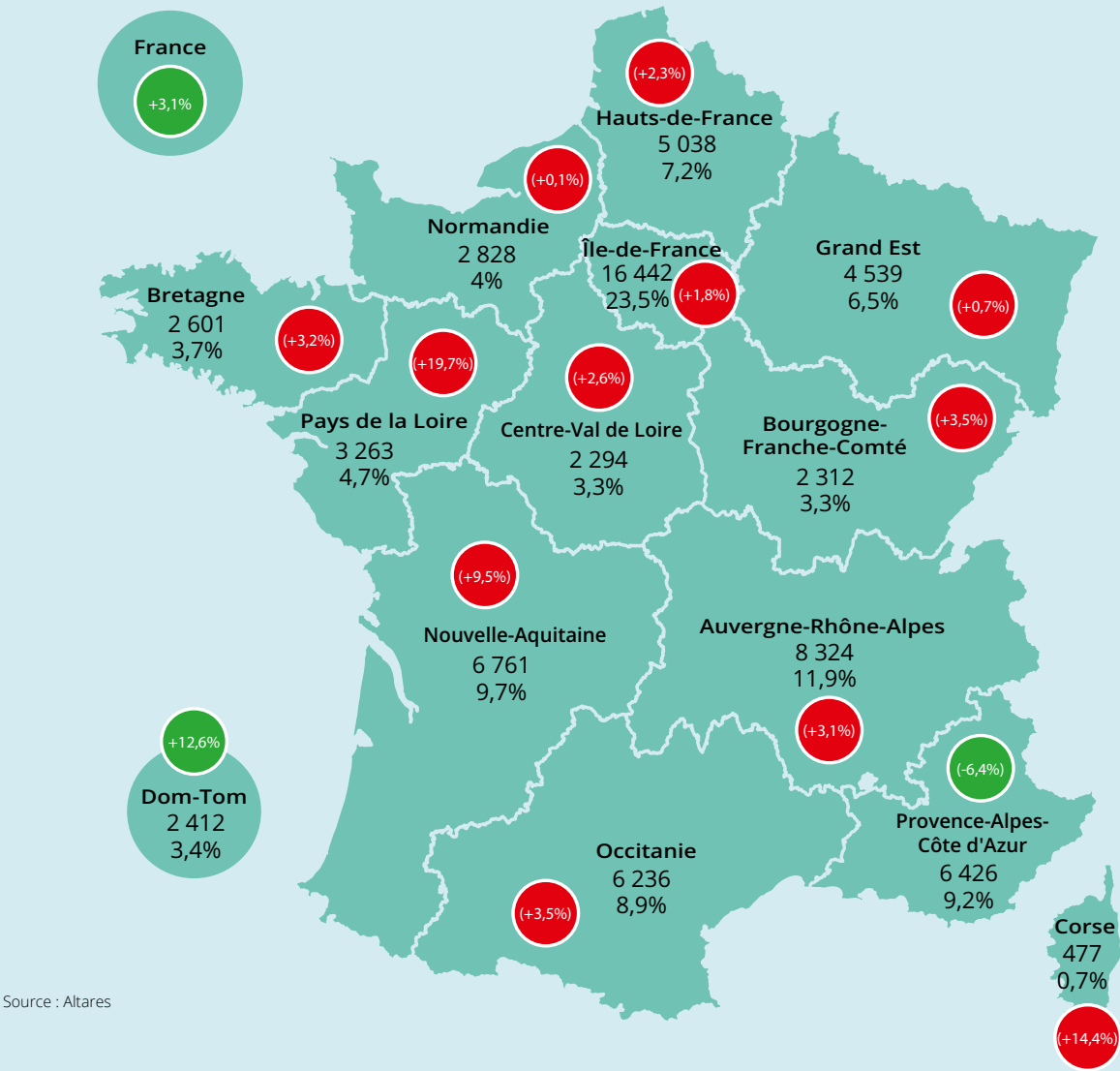


Note: (i) le pourcentage du PIB représente la part de la région sur le PIB Français (ii) le stock d'entreprise correspond aux données 2020 (iv) le PIB aux données 2022 (v) le nombre d'habitants correspond aux données provisoires arrêtées fin 2023
Source : Insee, Banque de France | INED

Maillage géographique des défaillances

Les chiffres mentionnés dans chaque région indiquent le nombre de défaillances enregistrées en 2025 ; le pourcentage représente le poids des défaillances de la région par rapport au niveau national ; le pourcentage en rouge/vert traduit l'évolution par rapport à 2024.

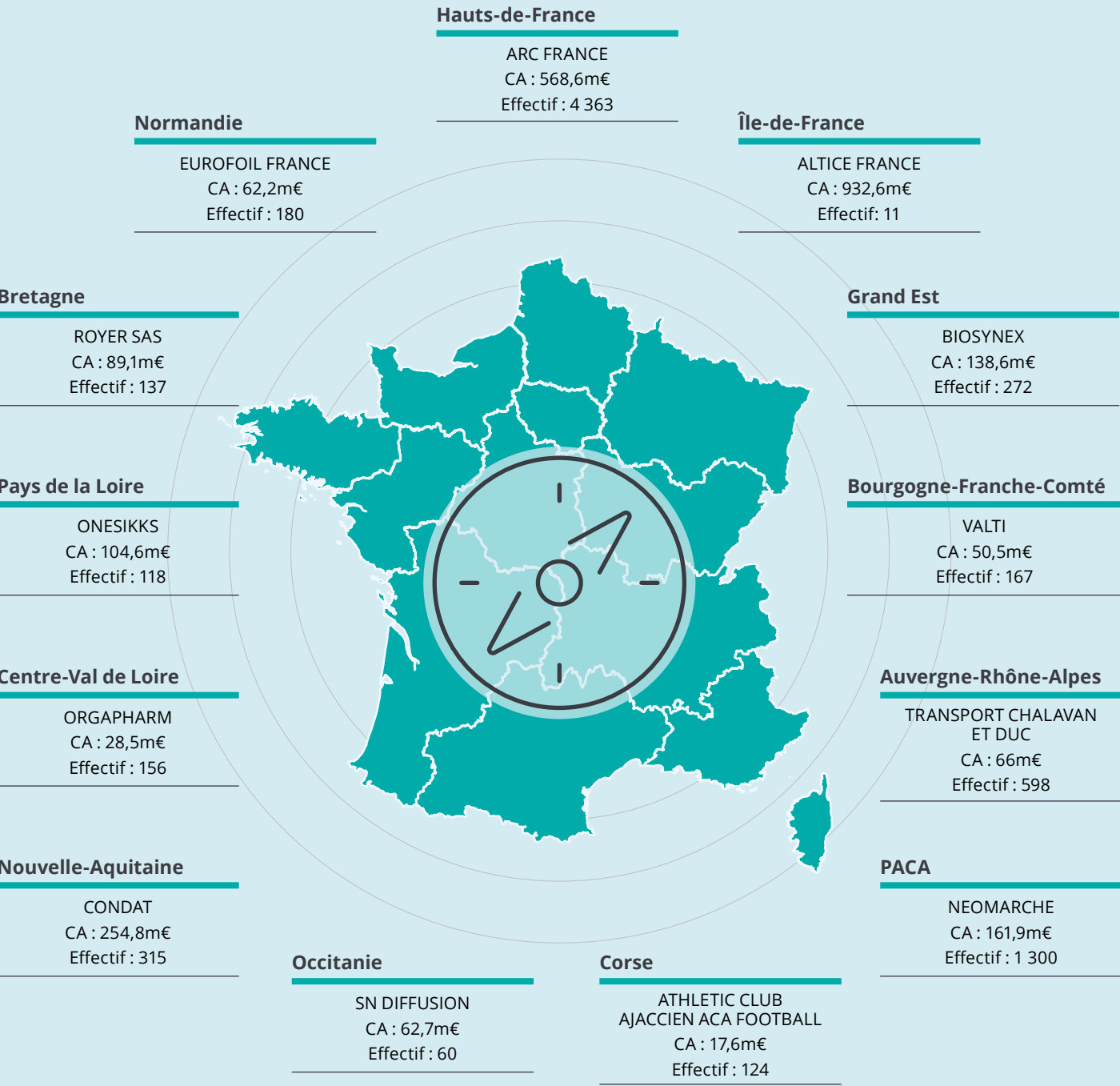
Carte d'évolution des défaillances (SVG, RJ, LJ) par région en 2025



Source : Altares

Caractéristiques des 10 principales défaillances par région

Cette carte de France présente les caractéristiques de la principale société défaillante par région.



(*) CA non communiqué par Altares car confidentiel. Le CA présenté correspond à la dernière information disponible sur Pappers
Source : Altares



Le nombre de procédures en Auvergne-Rhône-Alpes a augmenté de +3,1% par rapport à 2024, en phase avec la hausse observée au niveau national (+3,1%). En 2024, les ouvertures de procédures collectives dans la région s'étaient déjà inscrites dans la lignée de la trajectoire nationale (+18% en région Auvergne-Rhône-Alpes vs 17% dans le pays). La tendance de l'année 2025 s'explique par :

- La hausse de +7% (soit +149 procédures) du nombre de redressements judiciaires en 2025, légèrement inférieure à la hausse constatée au niveau national (9%) ;
- La hausse de +2% (soit +95 procédures) du nombre de liquidations judiciaires ouvertes en 2025, légèrement supérieure à la hausse constatée au niveau national (+1%) ; et
- La hausse des procédures de sauvegarde (+1%) par rapport à l'année dernière, légèrement supérieure à la hausse constatée au niveau national

La hausse du nombre de procédures ouvertes en 2025 est concentrée sur les entreprises de moins de 10 salariés (+238 procédures, soit +3% vs 2024), dans le sillage de l'évolution à l'échelle nationale. Par ailleurs la hausse du nombre de redressements et de liquidations judiciaires dans la région en 2025 (+244 procédures) est visible dans la plupart des départements, à l'exception de l'Ardèche, la Drôme, la Haute-Savoie et la Haute-Loire qui enregistrent un recul du nombre des procédures en question.

Données clés

Démographie : 8 260 096
(source : Ined au 1^{er} janvier 2025)

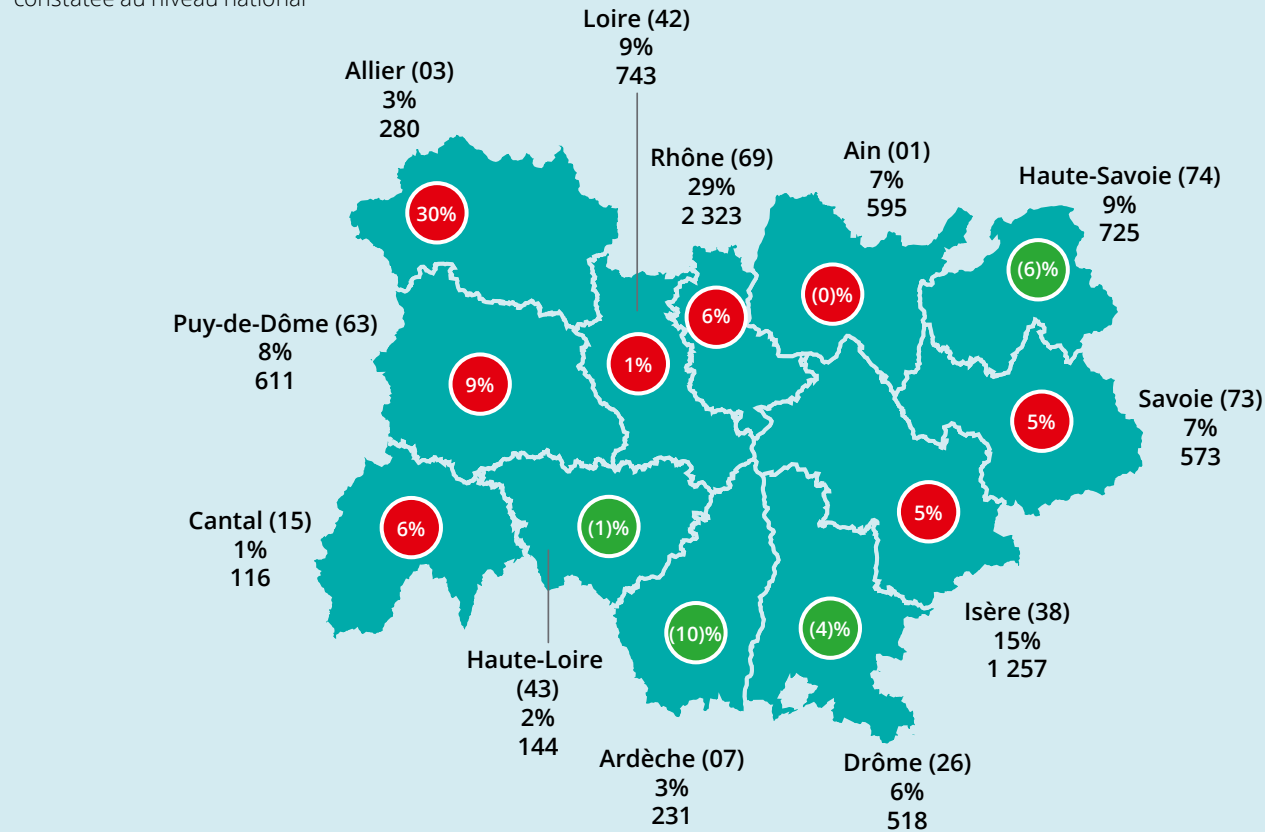
Surface : 69 711 km²

PIB 2024 : 346 405 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 742 573
(source : Insee 2023 projeté à partir des données régionales Insee 2022)

Nombre de défaillances : 8 324

Ratio de défaillances : 1,12%



- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2024 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2023. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Nombre de sauvegardes	105	155	213	205	208	3	1%	2%	1 543	(0%)	2%
Nombre de RJ	674	1 086	1 655	2 211	2 360	149	7%	28%	21 336	9%	30%
Nombre de LJ	2 348	3 712	4 966	5 661	5 756	95	2%	69%	47 078	1%	67%
Nombre de RJ/LJ	3 022	4 798	6 621	7 872	8 116	244	3%	98%	68 414	3%	98%
Total	3 127	4 953	6 834	8 077	8 324	247	3%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Moins de 10 salariés	2 917	4 597	6 276	7 450	7 688	238	3%	92%	64 352	3%	92%
10 à 49 salariés	182	320	506	561	568	7	1%	7%	5 036	2%	7%
50 salariés et plus	28	36	52	66	68	2	3%	1%	569	3%	1%
Total	3 127	4 953	6 834	8 077	8 324	247	3%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2025

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	TRANSPORTS CHALAVAN ET DUC	26	1973	52	66,0	RJ	mai-25	598	Transports routiers de fret interurbains
2	FORLAM CLOTURE INDUSTRIE (FCI)	69	2021	4	54,5	RJ	sept-25	199	Fabrication d'articles en fils métalliques, de chaînes et de ressorts
3	MARCHANTE	73	2012	13	50,2	RJ	juil-25	63	Ingénierie, études techniques
4	ESOPP	69	2010	15	48,0	RJ	mars-25	68	Commerce interentreprises de fournitures et équipements industriels divers
5	PEDRETTI DISTRIBUTION	73	1987	38	44,7	RJ	déc-25	451	Transports routiers de fret de proximité
6	P C E SERVICES	42	2011	14	43,7	RJ	déc-25	308	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
7	PRECIFORGE S A	63	1971	54	41,9	RJ	sept-25	121	Forge, estampage, matriçage, métallurgie des poudres
8	BALME DISTRIBUTION (SUPER U)	74	2013	12	41,8	RJ	déc-25	91	Supermarchés
9	SOLUVAN	69	2011	14	31,8	RJ	janv-25	10	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
10	CENTRE EST PEINTURES DISTRIBUTION (OCTOPUS)	69	1996	29	30,4	RJ	févr-25	119	Commerce interentreprises d'appareils sanitaires et de produits de décoration

Source : Altares

Au niveau national, la construction (25%), le commerce (20%) et les services aux entreprises (13%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures de RJ et LJ en 2025. Dans la région, la hausse moyenne des ouvertures de procédures de RJ et LJ à hauteur de +3% par rapport à 2024 est portée par trois autres secteurs :

- L'hébergement, restauration (+92 procédures, soit +9%) ;
- L'industrie (+65 procédures, soit +12%) ; et
- Le service aux entreprises (+57 procédures, soit +5%).



	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France			
						Val.	%	Poids 25	Total 24	Total 25	25vs24	Poids 25
AGRICULTURE	96	124	123	133	154	21	16%	2%	1 498	1 735	16%	2%
Chasse, pêche, forêt	12	10	16	10	17	7	70%	0%	224	252	13%	0%
Culture	28	41	44	70	67	(3)	(4%)	1%	788	901	14%	1%
Élevage	56	73	63	53	70	17	32%	1%	486	582	20%	1%
CONSTRUCTION	848	1 180	1 635	2 232	2 143	(89)	(4%)	26%	17 924	17 346	(3%)	25%
Bâtiment	631	1 004	1 350	1 637	1 702	65	4%	21%	14 348	14 037	(2%)	20%
Immobilier	217	176	285	595	441	(154)	(26%)	5%	3 576	3 309	(7%)	5%
COMMERCE	689	1 077	1 434	1 591	1 622	31	2%	20%	14 113	14 080	(0%)	20%
Commerce & réparation de véhicules	179	214	277	285	360	75	26%	4%	2 716	2 923	8%	4%
Commerce de détail	363	673	887	1 019	936	(83)	(8%)	12%	8 370	8 130	(3%)	12%
Commerce de gros	147	190	270	287	326	39	14%	4%	3 027	3 027	-	4%
INDUSTRIE	228	400	503	547	612	65	12%	8%	4 330	4 445	3%	6%
Industrie agroalimentaire	72	146	219	193	183	(10)	(5%)	2%	1 746	1 683	(4%)	2%
Industrie hors agroalimentaire	156	254	284	354	429	75	21%	5%	2 584	2 762	7%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	74	94	158	191	184	(7)	(4%)	2%	2 068	2 141	4%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	64	77	113	146	136	(10)	(7%)	2%	1 427	1 478	4%	2%
Autres activités information & communication	10	17	45	45	48	3	7%	1%	641	663	3%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	95	166	242	305	319	14	5%	4%	3 036	3 184	5%	5%
Transport routier de marchandises	67	114	174	229	206	(23)	(10%)	3%	1 959	1 768	(10%)	3%
Autres activités de transport	28	52	68	76	113	37	49%	1%	1 077	1 416	31%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	32	54	86	92	98	6	7%	1%	807	794	(2%)	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	431	566	889	1 063	1 120	57	5%	14%	9 148	9 758	7%	14%
Activités scientifiques et techniques	220	268	446	504	525	21	4%	6%	4 302	4 588	7%	7%
Services administratifs aux entreprises	211	298	443	559	595	36	6%	7%	4 846	5 170	7%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	102	218	297	322	326	4	1%	4%	2 861	2 997	5%	4%
Activités de réparation	13	20	22	32	27	(5)	(16%)	0%	255	269	5%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	65	156	230	229	239	10	4%	3%	2 092	2 106	1%	3%
Autres services à la personne	24	42	45	61	60	(1)	(2%)	1%	514	622	21%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	264	657	942	1 038	1 130	92	9%	14%	8 714	9 434	8%	13%
Hébergement	21	43	71	71	62	(9)	(13%)	1%	446	443	(1%)	1%
Restauration	187	507	711	807	889	82	10%	11%	7 067	7 715	9%	11%
Débits de boissons	56	107	160	160	179	19	12%	2%	1 201	1 276	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	163	262	312	358	408	50	14%	5%	3 331	4 043	21%	6%
Santé humaine & action sociale	37	63	80	123	131	8	7%	2%	1 080	1 423	32%	2%
Activités récréatives	71	81	103	97	121	24	25%	1%	925	1 080	17%	2%
Enseignement	41	95	103	106	117	11	10%	1%	1 021	1 152	13%	2%
Autres activités	14	23	26	32	39	7	22%	0%	305	388	27%	1%
Total	3 022	4 798	6 621	7 872	8 116	244	3%	100%	67 830	69 957	3%	100%

Source : Altares
Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture
En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures en Bourgogne-Franche-Comté a augmenté de +3,5% en 2025, en ligne avec la hausse observée au niveau national (+3,1%). La région avait déjà connu une hausse du nombre de procédures sur l'année 2024, avec une croissance à hauteur de +8% qui s'inscrivait toutefois en-deçà de la tendance nationale (+17%). La dynamique haussière observée en 2025 prend sa source dans :

- Une hausse des procédures de sauvegarde de +6%, à mettre en perspective avec le léger recul de -0,4% sur l'ensemble du pays ;
- Une hausse du nombre des procédures de redressements judiciaires de +4%, en-deçà de l'augmentation constatée au niveau national (+9%) ; et
- Une hausse des liquidations judiciaires qui s'établit à +3%, soit un niveau supérieur à l'échelon national (+1%). A noter que les liquidations judiciaires en région Bourgogne-Franche-Comté comptent pour environ deux tiers des ouvertures de procédures dans la région sur l'année 2025, suivant la même répartition qu'au niveau national.

Au sein de la région, la hausse du nombre de défaillances en 2025 est portée en premier lieu par les ouvertures de procédures affectant des entreprises comptant moins de 10 salariés, celles-ci représentant 93% des défaillances de la région sur l'année 2025, en ligne avec les statistiques nationales. Par rapport à 2024, la croissance des procédures touchant les entreprises de moins de 10 salariés atteint +4%, contre une hausse circonscrite à +3% sur l'ensemble du pays. Au niveau des entreprises employant plus de 10 salariés, les variations de l'année 2025 sont en-deçà des chiffres à l'échelon français, étant précisé que cette typologie d'entreprises ne compte que pour 7% des défaillances de la région en 2025.

En ce qui concerne la répartition 2025 des ouvertures des procédures de redressement et liquidation judiciaires, les départements de la Côte-d'Or et de la Saône-et-Loire enregistrent 43% des

Données clés

Démographie : 2 793 080
(source : Ined au 1^{er} janvier 2025)

Surface : 47 784 km²

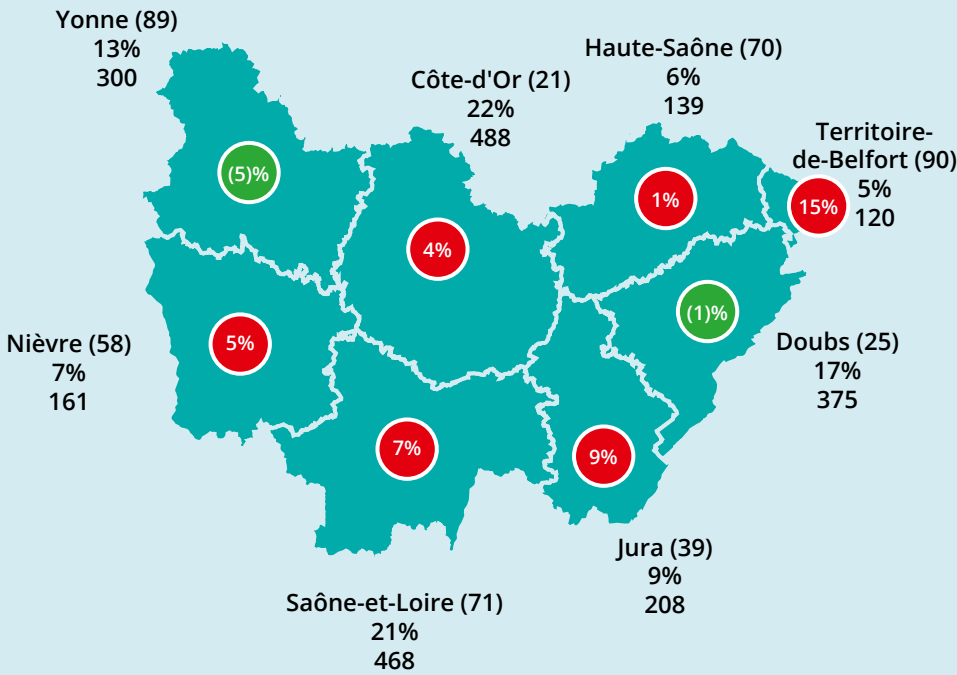
PIB 2024 : 95 775 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 193 715
(source : Insee 2023 projeté à partir des données régionales Insee 2022)

Nombre de défaillances : 2 312

Ratio de défaillances : 1,19%

défaillances de la région. La tendance haussière du nombre d'ouvertures est toutefois la plus marquée dans le Territoire de Belfort (+15%) et du Jura (+9%), tandis que l'Yonne et le Doubs sont les seuls départements de la région à connaître un recul du nombre de procédures (hors sauvegarde), avec respectivement -5% et -1% par rapport à 2024.



● Baisse du nombre de procédures collectives

● Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2025 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2024. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Nombre de sauvegardes	28	51	41	50	53	3	6%	2%	1 543	(0%)	2%
Nombre de RJ	266	416	630	732	763	31	4%	33%	21 336	9%	30%
Nombre de LJ	727	1 050	1 388	1 452	1 496	44	3%	65%	47 078	1%	67%
Nombre de RJ/LJ	993	1 466	2 018	2 184	2 259	75	3%	98%	68 414	3%	98%
Total	1 021	1 517	2 059	2 234	2 312	78	3%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Moins de 10 salariés	966	1 417	1 927	2 062	2 148	86	4%	93%	64 352	3%	92%
10 à 49 salariés	51	94	122	152	143	(9)	(6%)	6%	5 036	2%	7%
50 salariés et plus	4	6	10	20	21	1	5%	1%	569	3%	1%
Total	1 021	1 517	2 059	2 234	2 312	78	3%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2025

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procé- dure ouverte	Mois de la procé- dure	Effectif	Activité
1	VALTI	21	1965	60	50,5	LJ	févr-25	167	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier
2	ALM INTERNATIONAL	21	1979	46	37,1	RJ	avr-25	30	Commerce interentreprises de produits chimiques
3	STREIT MECANIQUE	25	1974	51	36,1	RJ	déc-25	140	Mécanique industrielle
4	SARL MAZOYER	21	1990	35	24,3	Svg	mars-25	20	Commerce interentreprises de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil
5	RAVOYARD SA	39	1996	29	18,4	RJ	juil-25	60	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures
6	TECHNITUBE	25	2008	17	15,7	RJ	juil-25	110	Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier
7	MCPHY ENERGY	90	2008	17	13,1	RJ	juin-25	122	Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles
8	PM INDUSTRIE (PACOTTE & MIGNOTTE)	21	2019	6	12,8	RJ	août-25	90	Travaux de menuiserie bois et PVC
9	COFRECO SA	25	1962	63	11,5	RJ	févr-25	71	Fabrication de portes et fenêtres en métal
10	DEMEUSY ET CIE	90	1970	55	10,3	*	juil-25	106	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie

* Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'un Redressement judiciaire
Source : Altares

En Bourgogne-Franche-Comté, la construction (23%), le commerce (23%) et l'hébergement-restauration (14%) sont les secteurs les plus touchés par les procédures de redressement et liquidation judiciaires en 2025.

Néanmoins, la hausse moyenne des ouvertures de procédures de RJ et LJ de la région est de +3,5% par rapport à 2024 est portée essentiellement par les trois secteurs de l'agriculture (+27 procédures, soit 36%), le service aux particuliers (+22 procédures, soit +25%) ; et le service aux entreprises (+15 procédures, soit +7%).



	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France			
						Val.	%	Poids 25	Total 24	Total 25	25vs24	Poids 25
AGRICULTURE	80	73	65	74	101	27	36%	4%	1 498	1 735	16%	2%
Chasse, pêche, forêt	11	21	16	26	25	(1)	(4%)	1%	224	252	13%	0%
Culture	28	20	17	24	42	18	75%	2%	788	901	14%	1%
Élevage	41	32	32	24	34	10	42%	2%	486	582	20%	1%
CONSTRUCTION	255	334	468	543	529	(14)	(3%)	23%	17 924	17 346	(3%)	25%
Bâtiment	188	281	392	457	427	(30)	(7%)	19%	14 348	14 037	(2%)	20%
Immobilier	67	53	76	86	102	16	19%	5%	3 576	3 309	(7%)	5%
COMMERCE	229	368	490	527	521	(6)	(1%)	23%	14 113	14 080	(0%)	20%
Commerce & réparation de véhicules	57	88	93	120	116	(4)	(3%)	5%	2 716	2 923	8%	4%
Commerce de détail	125	226	331	311	323	12	4%	14%	8 370	8 130	(3%)	12%
Commerce de gros	47	54	66	96	82	(14)	(15%)	4%	3 027	3 027	-	4%
INDUSTRIE	81	132	198	183	197	14	8%	9%	4 330	4 445	3%	6%
Industrie agroalimentaire	30	65	106	84	76	(8)	(10%)	3%	1 746	1 683	(4%)	2%
Industrie hors agroalimentaire	51	67	92	99	121	22	22%	5%	2 584	2 762	7%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	20	19	26	45	39	(6)	(13%)	2%	2 068	2 141	4%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	17	15	19	38	27	(11)	(29%)	1%	1 427	1 478	4%	2%
Autres activités information & communication	3	4	7	7	12	5	71%	1%	641	663	3%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	21	48	62	73	62	(11)	(15%)	3%	3 036	3 184	5%	5%
Transport routier de marchandises	16	33	48	48	41	(7)	(15%)	2%	1 959	1 768	(10%)	3%
Autres activités de transport	5	15	14	25	21	(4)	(16%)	1%	1 077	1 416	31%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	14	10	18	21	27	6	29%	1%	807	794	(2%)	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	93	152	168	230	245	15	7%	11%	9 148	9 758	7%	14%
Activités scientifiques et techniques	47	83	69	115	105	(10)	(9%)	5%	4 302	4 588	7%	7%
Services administratifs aux entreprises	46	69	99	115	140	25	22%	6%	4 846	5 170	7%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	47	62	91	88	110	22	25%	5%	2 861	2 997	5%	4%
Activités de réparation	6	9	9	7	10	3	43%	0%	255	269	5%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	28	47	70	66	79	13	20%	3%	2 092	2 106	1%	3%
Autres services à la personne	13	6	12	15	21	6	40%	1%	514	622	21%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	102	202	326	302	315	13	4%	14%	8 714	9 434	8%	13%
Hébergement	12	14	22	23	15	(8)	(35%)	1%	446	443	(1%)	1%
Restauration	69	155	247	223	240	17	8%	11%	7 067	7 715	9%	11%
Débits de boissons	21	33	57	56	60	4	7%	3%	1 201	1 276	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	51	66	106	98	113	15	15%	5%	3 331	4 043	21%	6%
Santé humaine & action sociale	13	24	35	31	37	6	19%	2%	1 080	1 423	32%	2%
Activités récréatives	17	23	29	27	34	7	26%	2%	925	1 080	17%	2%
Enseignement	12	11	28	29	31	2	7%	1%	1 021	1 152	13%	2%
Autres activités	9	8	14	11	11	-	-	0%	305	388	27%	1%
Total	993	1 466	2 018	2 184	2 259	75	3%	100%	67 830	69 957	3%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



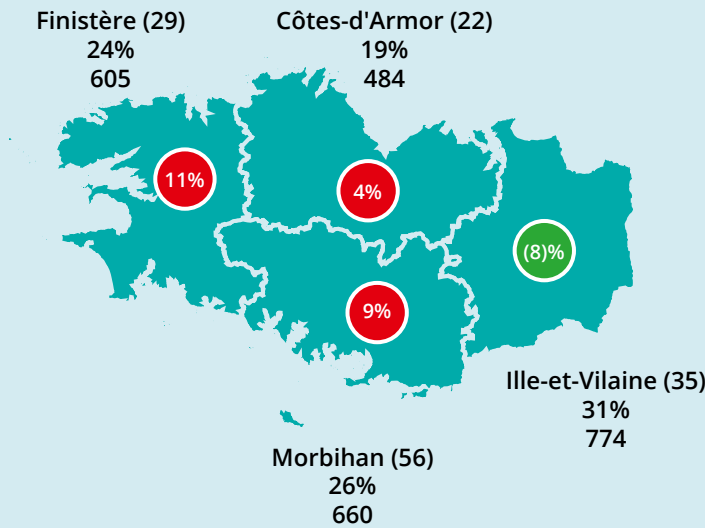
Le nombre de procédures en Bretagne a augmenté de +3,2% en 2025, une dynamique en ligne avec celle enregistrée au niveau national (+3,1%). En 2024, la région bretonne avait déjà connu une forte accélération des défaillances de ses entreprises avec une recrudescence de +16% par rapport à 2023. La tendance haussière observée en 2025 s'explique par :

- La hausse des procédures de sauvegarde (+13 procédures, soit +20%) ;
- La hausse des procédures de redressement judiciaire (+120 procédures, soit +16%) ; et
- La baisse du nombre de procédures liquidation judiciaire ouvertes (-53 procédures, soit -3%).

L'augmentation du nombre de procédures affectant les entreprises de moins de 10 salariés s'inscrit à +2%, en-deçà du niveau enregistré à l'échelle nationale (+3%), ce segment d'entreprises représentant 92% du nombre total de procédures de la région, en ligne avec les statistiques nationales. Les entreprises bretonnes dont le nombre d'employés se situe entre 10 et 49 enregistrent un accroissement des procédures plus conséquent qu'à l'échelon national (+20% vs +2% au niveau national). Le constat est identique pour les entreprises embauchant plus de 50 salariés avec des défaillances en augmentation de +57% (soit 22 procédures) contre +3% sur l'ensemble du territoire national.

- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Sur l'année 2025, l'ouverture des procédures de redressement et liquidation judiciaires en Bretagne ont principalement affecté l'Ille-et-Vilaine qui concentre à elle seule 31% des défaillances (hors sauvegardes) de la région, même s'il s'agit du seul département breton à connaître un recul du nombre de défaillances en 2025 (-8%). A contrario, le Finistère déplore le plus fort accroissement de défaillances de la région en 2025 avec +11%.



Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2025 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2024. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares

Données clés

Démographie : 3 475 895

(source : Ined au 1^{er} janvier 2025)

Surface : 27 208 km²

PIB 2024 : 126 549 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 258 286

(source : Insee 2023 projeté à partir des données régionales Insee 2022)

Nombre de défaillances : 2 601

Ratio de défaillances : 1,01%



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Nombre de sauvegardes	26	32	43	65	78	13	20%	3%	1 543	(0%)	2%
Nombre de RJ	226	382	620	757	877	120	16%	34%	21 336	9%	30%
Nombre de LJ	761	1 207	1 502	1 699	1 646	(53)	(3%)	63%	47 078	1%	67%
Nombre de RJ/LJ	987	1 589	2 122	2 456	2 523	67	3%	97%	68 414	3%	98%
Total	1 013	1 621	2 165	2 521	2 601	80	3%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Moins de 10 salariés	951	1 520	2 003	2 359	2 402	43	2%	92%	64 352	3%	92%
10 à 49 salariés	57	94	152	148	177	29	20%	7%	5 036	2%	7%
50 salariés et plus	5	7	10	14	22	8	57%	1%	569	3%	1%
Total	1 013	1 621	2 165	2 521	2 601	80	3%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2025

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procé- dure ouverte	Mois de la procé- dure	Effectif	Activité
1	ROYER SAS	35	1983	42	89,1	RJ	oct-25	137	Commerce interentreprises d'habillement et de chaussures
2	SCG - SOCIETE DE COMMERCE GENERALE	29	2005	20	77,6	RJ	mai-25	10	Commerce interentreprises de produits surgelés
3	ROOSER SAS	35	2019	6	49,9	LJ	sept-25	19	Commerce interentreprises alimentaire non spécialisé
4	BISCUITERIE LA TRINITAINE	56	1972	53	40,4	RJ	oct-25	132	Fabrication de biscuits, biscottes et pâtis- series de conservation
5	FONDERIE DE BRETAGNE	56	2009	16	38,5	RJ	janv-25	318	Fonderie de fonte
6	CSK	29	2008	17	24,5	RJ	juin-25	75	Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment
7	LA TRINITAINE DISTRIBUTION	56	1997	28	22,9	Svg	oct-25	140	Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé
8	DISTRITEC	35	1993	32	20,8	RJ	juin-25	45	Commerce interentreprises de fournitures et équipements industriels divers
9	TRAITEUR DE PARIS PONTIVY	56	1994	31	18,4	*	avr-25	90	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche
10	ASSOCIATION TALENDI	35	1977	48	18,1	Svg	avr-25	556	Fabrication d'autres équipements automobiles

* Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire

Source : Altares Source : Altares

En Bretagne, les secteurs de la construction (-0,5% soit -3 procédures), du commerce (-4% soit -19 procédures) et de l'hébergement-restauration (+7% soit +23 procédures) sont les plus touchés par les procédures de redressement et de liquidation judiciaires sur l'année 2025, totalisant à eux trois 60% des procédures en question.



	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France			
						Val.	%	Poids 25	Total 24	Total 25	25vs24	Poids 25
AGRICULTURE	104	87	104	94	126	32	34%	5%	1 498	1 735	16%	2%
Chasse, pêche, forêt	12	15	15	19	22	3	16%	1%	224	252	13%	0%
Culture	13	32	33	23	26	3	13%	1%	788	901	14%	1%
Élevage	79	40	56	52	78	26	50%	3%	486	582	20%	1%
CONSTRUCTION	206	343	475	622	619	(3)	(0%)	25%	17 924	17 346	(3%)	25%
Bâtiment	171	268	396	516	485	(31)	(6%)	19%	14 348	14 037	(2%)	20%
Immobilier	35	75	79	106	134	28	26%	5%	3 576	3 309	(7%)	5%
COMMERCE	190	352	471	536	517	(19)	(4%)	20%	14 113	14 080	(0%)	20%
Commerce & réparation de véhicules	39	71	76	79	85	6	8%	3%	2 716	2 923	8%	4%
Commerce de détail	112	226	331	359	361	2	1%	14%	8 370	8 130	(3%)	12%
Commerce de gros	39	55	64	98	71	(27)	(28%)	3%	3 027	3 027	-	4%
INDUSTRIE	81	126	191	189	172	(17)	(9%)	7%	4 330	4 445	3%	6%
Industrie agroalimentaire	27	61	110	79	77	(2)	(3%)	3%	1 746	1 683	(4%)	2%
Industrie hors agroalimentaire	54	65	81	110	95	(15)	(14%)	4%	2 584	2 762	7%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	27	46	59	50	54	4	8%	2%	2 068	2 141	4%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	21	31	53	39	39	-	-	2%	1 427	1 478	4%	2%
Autres activités information & communication	6	15	6	11	15	4	36%	1%	641	663	3%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	28	52	30	61	63	2	3%	2%	3 036	3 184	5%	5%
Transport routier de marchandises	21	34	21	40	35	(5)	(13%)	1%	1 959	1 768	(10%)	3%
Autres activités de transport	7	18	9	21	28	7	33%	1%	1 077	1 416	31%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	13	13	22	26	18	(8)	(31%)	1%	807	794	(2%)	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	151	216	248	295	320	25	8%	13%	9 148	9 758	7%	14%
Activités scientifiques et techniques	58	106	110	118	126	8	7%	5%	4 302	4 588	7%	7%
Services administratifs aux entreprises	93	110	138	177	194	17	10%	8%	4 846	5 170	7%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	39	69	122	102	113	11	11%	4%	2 861	2 997	5%	4%
Activités de réparation	9	9	17	11	11	-	-	0%	255	269	5%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	16	50	85	72	65	(7)	(10%)	3%	2 092	2 106	1%	3%
Autres services à la personne	14	10	20	19	37	18	95%	1%	514	622	21%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	99	213	291	345	368	23	7%	15%	8 714	9 434	8%	13%
Hébergement	10	10	12	15	19	4	27%	1%	446	443	(1%)	1%
Restauration	66	149	224	240	280	40	17%	11%	7 067	7 715	9%	11%
Débites de boissons	23	54	55	90	69	(21)	(23%)	3%	1 201	1 276	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	49	72	109	136	153	17	13%	6%	3 331	4 043	21%	6%
Santé humaine & action sociale	16	19	42	38	43	5	13%	2%	1 080	1 423	32%	2%
Activités récréatives	12	32	31	39	46	7	18%	2%	925	1 080	17%	2%
Enseignement	16	20	22	46	48	2	4%	2%	1 021	1 152	13%	2%
Autres activités	5	1	14	13	16	3	23%	1%	305	388	27%	1%
Total	987	1 589	2 122	2 456	2 523	67	3%	100%	67 830	69 957	3%	100%

Source : Altares
Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture
En **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures en région Centre-Val de Loire a augmenté de +2,6% en 2025, un niveau inférieur à celui constaté au niveau national (+3,1%). En 2024, la région avait déjà fait mieux que le pays pris dans son intégralité (+8% pour la région contre +17% à l'échelon national). En 2025, le niveau atteint dans la région résulte :

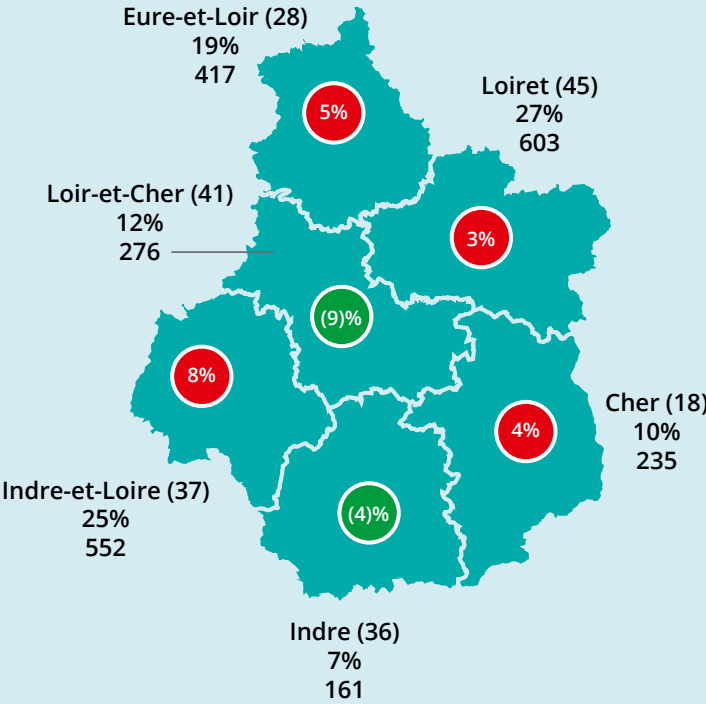
- Du recul du nombre de procédures de liquidations judiciaires, enregistrant 1 301 ouvertures en 2025, contre 1 320 en 2024 soit -1%, alors que dans le même temps, au niveau national, ce type de procédures croissait de +1%. Il convient également de noter le poids moindre des procédures de liquidation judiciaire dans la région par rapport au pays pris dans son ensemble (57% du total des procédures collectives en Centre-Val de Loire vs 67% au niveau national) ;
- D'une augmentation moindre des procédures de redressement judiciaire dans la région par rapport à l'ensemble du pays avec +8% au niveau régional contre +9% à l'échelon national ; et
- Un accroissement néanmoins plus conséquent des procédures de sauvegarde en Centre-Val de Loire par rapport au niveau national (+19% vs -0,4%), l'effet de ce décrochage étant atténué par le poids minime de ce type de procédures au sein de la région. En effet, les procédures de sauvegarde ne concernent que 2% des procédures collectives de la région en 2025.

Cette hausse régionale du nombre de procédures entre 2025 et 2024 est causée par les entreprises de moins de 10 salariés, qui représentent par ailleurs 94% des procédures de la région en 2025 et qui enregistrent une hausse de +3% des procédures collectives.

- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les entreprises de plus de 10 salariés sont moins affectées qu'en 2024 avec une stabilité pour celles employant entre 10 et 49 salariés et un recul de -8% pour celles embauchant un minimum de 50 collaborateurs.

La hausse des ouvertures de procédures de redressement et de liquidation judiciaires entre 2025 et 2024 se matérialise également au niveau des départements, et plus particulièrement au niveau de l'Indre-et-Loire, l'Eure-et-Loir et du Cher qui enregistrent les plus fortes hausses (respectivement +8%, +5% et +4%). Les départements de l'Indre et du Loir-et-Cher sont quant à eux épargnés avec des reculs de -4% et -9%.



Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2025 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2024. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Nombre de sauvegardes	29	45	65	42	50	8	19%	2%	1 543	(0,4%)	2%
Nombre de RJ	240	442	722	873	943	70	8%	41%	21 336	9%	30%
Nombre de LJ	725	1 057	1 280	1 320	1 301	(19)	(1%)	57%	47 078	1%	67%
Nombre de RJ/LJ	965	1 499	2 002	2 193	2 244	51	2%	98%	68 414	3%	98%
Total	994	1 544	2 067	2 235	2 294	59	3%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Moins de 10 salariés	942	1 450	1 942	2 095	2 155	60	3%	94%	64 352	3%	92%
10 à 49 salariés	47	83	110	128	128	-	-	6%	5 036	2%	7%
50 salariés et plus	5	11	15	12	11	(1)	(8%)	0%	569	3%	1%
Total	994	1 544	2 067	2 235	2 294	59	3%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2025

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procé- dure ouverte	Mois de la procé- dure	Effectif	Activité
1	ORGAPHARM	45	2004	21	28,5	RJ	avr-25	156	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base
2	ENERFLUX	41	2024	1	22,1	RJ	déc-25	185	Ingénierie, études techniques
3	C-ITECH SAS	28	2014	11	19,0	RJ	oct-25	108	Fabrication d'appareils d'éclairage électrique
4	ROSSOW	28	1989	36	17,7	RJ	janv-25	20	Commerce interentreprises de produits chimiques
5	SOCIETE COOPERATIVE DES ARTISANS PROFESSIONNELS DE L'AUTOMOBILE D'INDRE ET LOIRE	37	1984	41	11,7	RJ	avr-25	49	Commerce de gros d'équipements automobiles
6	LVL POMANJOU	37	1996	29	11,7	Svg	sept-25	50	Commerce interentreprises de fruits et légumes
7	CREAWATT FABRICK	45	2021	4	11,6	RJ	juil-25	12	Commerce interentreprises de fournitures et équipements industriels divers
8	LE TELLIER EMBALLAGES	45	1997	28	10,6	RJ	avr-25	62	Activités de conditionnement
9	TF INTER	45	1997	28	10,3	LJ	mars-25	3	Commerce interentreprises non spécialisé
10	SIPROUDHIS	37	1970	55	9,4	Svg	sept-25	28	Commerce interentreprises de fournitures et équipements industriels divers

Source : Altares

En 2025, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressement et liquidation judiciaires en Centre-Val de Loire sont la construction, le commerce, et l'hébergement-restauration, qui représentent respectivement 23%, 22% et 14% des ouvertures de procédures dans la région. La hausse du nombre de procédures observée entre 2025 et 2024 s'explique principalement par la forte variation des procédures

de redressement et de liquidation judiciaires dans les secteurs de l'hébergement, restauration (+24 procédures), l'agriculture (+18 procédures) et les activités récréatives (+19 procédures), cette tendance haussière étant partiellement compensée notamment par le recul des ouvertures de procédures (hors sauvegarde) dans les activités de finance et d'assurance (-68%) et de l'industrie (-12%).



	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France			
						Val.	%	Poids 25	Total 24	Total 25	25vs24	Poids 25
AGRICULTURE	59	58	64	79	97	18	23%	4%	1 498	1 735	16%	2%
Chasse, pêche, forêt	15	19	18	9	26	17	189%	1%	224	252	13%	0%
Culture	25	18	26	42	40	(2)	(5%)	2%	788	901	14%	1%
Élevage	19	21	20	28	31	3	11%	1%	486	582	20%	1%
CONSTRUCTION	251	347	494	535	527	(8)	(1%)	23%	17 924	17 346	(3%)	25%
Bâtiment	213	298	423	457	441	(16)	(4%)	20%	14 348	14 037	(2%)	20%
Immobilier	38	49	71	78	86	8	10%	4%	3 576	3 309	(7%)	5%
COMMERCE	224	355	455	485	487	2	0%	22%	14 113	14 080	(0%)	20%
Commerce & réparation de véhicules	55	86	101	103	112	9	9%	5%	2 716	2 923	8%	4%
Commerce de détail	126	225	293	299	297	(2)	(1%)	13%	8 370	8 130	(3%)	12%
Commerce de gros	43	44	61	83	78	(5)	(6%)	3%	3 027	3 027	-	4%
INDUSTRIE	80	106	158	178	156	(22)	(12%)	7%	4 330	4 445	3%	6%
Industrie agroalimentaire	26	43	81	77	74	(3)	(4%)	3%	1 746	1 683	(4%)	2%
Industrie hors agroalimentaire	54	63	77	101	82	(19)	(19%)	4%	2 584	2 762	7%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	29	27	32	43	58	15	35%	3%	2 068	2 141	4%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	20	22	24	31	44	13	42%	2%	1 427	1 478	4%	2%
Autres activités information & communication	9	5	8	12	14	2	17%	1%	641	663	3%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	33	47	74	87	93	6	7%	4%	3 036	3 184	5%	5%
Transport routier de marchandises	23	35	52	61	57	(4)	(7%)	3%	1 959	1 768	(10%)	3%
Autres activités de transport	10	12	22	26	36	10	38%	2%	1 077	1 416	31%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	8	18	32	31	10	(21)	(68%)	0%	807	794	(2%)	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	107	156	211	258	267	9	3%	12%	9 148	9 758	7%	14%
Activités scientifiques et techniques	49	76	114	117	121	4	3%	5%	4 302	4 588	7%	7%
Services administratifs aux entreprises	58	80	97	141	146	5	4%	7%	4 846	5 170	7%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	33	70	91	98	95	(3)	(3%)	4%	2 861	2 997	5%	4%
Activités de réparation	7	5	2	10	6	(4)	(40%)	0%	255	269	5%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	23	50	73	70	69	(1)	(1%)	3%	2 092	2 106	1%	3%
Autres services à la personne	3	15	16	18	20	2	11%	1%	514	622	21%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	94	243	282	293	317	24	8%	14%	8 714	9 434	8%	13%
Hébergement	5	13	7	16	15	(1)	(6%)	1%	446	443	(1%)	1%
Restauration	69	188	216	231	245	14	6%	11%	7 067	7 715	9%	11%
Débites de boissons	20	42	59	46	57	11	24%	3%	1 201	1 276	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	47	72	109	106	137	31	29%	6%	3 331	4 043	21%	6%
Santé humaine & action sociale	7	16	37	31	35	4	13%	2%	1 080	1 423	32%	2%
Activités récréatives	19	35	30	35	54	19	54%	2%	925	1 080	17%	2%
Enseignement	15	17	37	31	33	2	6%	1%	1 021	1 152	13%	2%
Autres activités	6	4	5	9	15	6	67%	1%	305	388	27%	1%
Total	965	1 499	2 002	2 193	2 244	51	2%	100%	67 830	69 957	3,1%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture
En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures en région Corse a augmenté de +14,4% en 2025, un niveau très largement supérieur aux statistiques nationales (+3,1%). L'augmentation des ouvertures observée en 2025 est imputable à :

- La hausse du nombre de redressements judiciaires (+51 procédures, soit +28%) qui s'inscrit à un niveau environ trois fois supérieur aux ouvertures de redressements judiciaires sur le territoire national pris dans son ensemble (+9%) ; et
- La hausse du nombre de sauvegardes ouvertes en 2025 (+2 procédures, soit +29%) ;
- Une hausse du nombre de liquidations judiciaires ouvertes en 2025 (+7 procédures, soit +3%), un niveau là-encore nettement supérieur aux données nationales (+1%).

La hausse des ouvertures de procédures en 2025 concerne essentiellement les entreprises de moins de 10 salariés, typologie qui enregistre une croissance de +15% des procédures (+59 par rapport à 2024). À noter qu'en 2025, les entreprises corses employant moins de 10 salariés concentrent 94% des procédures collectives, tandis que les structures employant entre 10 et 49 salariés comptent pour 6% des ouvertures sur l'année.

- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Une unique procédure collective affectant une entreprise employant un minimum de 50 salariés est à déplorer en Corse sur l'année 2025.

Enfin, l'augmentation des défaillances observées dans la région en 2025 (hors sauvegardes) est hétérogène selon le département avec un recul des procédures de -7% en Corse du Sud contre une augmentation massive à hauteur de +40% en Haute-Corse.

Données clés

Démographie : 360 162
(source : Ined au 1^{er} janvier 2025)

Surface : 8 722 km²

PIB 20224 : 13 358 M€ *(Insee)*

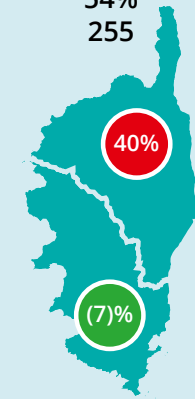
Nombre d'entreprises : 42 701
(source : Insee 2023 projeté à partir des données régionales Insee 2022)

Nombre de défaillances : 477

Ratio de défaillances : 1,12%

Haute-Corse (2B)

54%
255



Corse-du-Sud (2A)

46%
213

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2025 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2024. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Nombre de sauvegardes	-	10	9	7	9	2	29%	2%	1 543	(0,4%)	2%
Nombre de RJ	33	69	138	184	235	51	28%	49%	21 336	9%	30%
Nombre de LJ	113	163	236	226	233	7	3%	49%	47 078	1%	67%
Nombre de RJ/LJ	146	232	374	410	468	58	14%	98%	68 414	3%	98%
Total	146	242	383	417	477	60	14%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Moins de 10 salariés	139	220	351	387	446	59	15%	94%	64 352	3%	92%
10 à 49 salariés	7	21	29	30	30	-	-	6%	5 036	2%	7%
50 salariés et plus	-	1	3	-	1	1	-	0%	569	3%	1%
Total	146	242	383	417	477	60	14%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2025

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	ATHLETIC CLUB AJACCIEN ACA FOOTBALL	2A	2001	24	17,6	LJ	août-25	124	Activités de clubs de sports
2	O POWER	2B	2020	5	11,9	LJ	janv-25	20	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses
3	SOC CORSE DE DISTRIBUTION	2B	1994	31	7,9	RJ	sept-25	48	Autres activités de télécommunication
4	AGREGATS BETON CORSE	2B	2001	24	4,5	LJ	sept-25	20	Commerce interentreprises de bois et de matériaux de construction
5	KENNEDY SERVICES	2A	2017	8	4,3	LJ	mai-25	9	Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé
6	FIUMORBO AGRICULTURE PRO CONSTRUCTION	2B	2018	7	3,9	RJ	déc-25	3	Travaux de montage de structures métalliques
7	CORSE TRANSPORTS	2A	2008	17	3,8	RJ	nov-25	21	Transports routiers de fret de proximité
8	BATI CORSICA	2A	2020	5	3,2	RJ	oct-25	20	Construction de maisons individuelles
9	SG BTP	2A	2005	20	2,6	Svg	févr-25	9	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
10	V E P	2B	2011	14	2,6	RJ	juil-25	24	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux

Source : Altares

En 2025, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressement et liquidation judiciaires en Corse sont la construction, le commerce, et l'hébergement-restauration, qui concentrent à eux-trois 68% des ouvertures de procédures dans la région. Certains secteurs enregistrent un accroissement important du nombre d'ouvertures par rapport aux chiffres nationaux, notamment les secteurs de l'industrie et des services aux entreprises.

Compte tenu du nombre de procédures peu significatif dans les autres secteurs corse, les variations peuvent parfois sembler importantes sans toutefois traduire une véritable dynamique de secteur.



	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France			
						Val.	%	Poids 25	Total 24	Total 25	25vs24	Poids 25
AGRICULTURE	2	2	6	2	6	4	200%	1%	1 498	1 735	16%	2%
Chasse, pêche, forêt	-	2	1	1	2	1	100%	0%	224	252	13%	0%
Culture	2	-	2	1	4	3	300%	1%	788	901	14%	1%
Élevage	-	-	3	-	-	-	-	-	486	582	20%	1%
CONSTRUCTION	43	77	122	136	155	19	14%	33%	17 924	17 346	(3%)	25%
Bâtiment	29	56	110	124	135	11	9%	29%	14 348	14 037	(2%)	20%
Immobilier	14	21	12	12	20	8	67%	4%	3 576	3 309	(7%)	5%
COMMERCE	33	42	66	86	88	2	2%	19%	14 113	14 080	(0%)	20%
Commerce & réparation de véhicules	4	4	10	13	8	(5)	(38%)	2%	2 716	2 923	8%	4%
Commerce de détail	24	31	42	56	64	8	14%	14%	8 370	8 130	(3%)	12%
Commerce de gros	5	7	14	17	16	(1)	(6%)	3%	3 027	3 027	-	4%
INDUSTRIE	7	21	22	14	34	20	143%	7%	4 330	4 445	3%	6%
Industrie agroalimentaire	5	14	11	5	14	9	180%	3%	1 746	1 683	(4%)	2%
Industrie hors agroalimentaire	2	7	11	9	20	11	122%	4%	2 584	2 762	7%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	1	1	5	2	5	3	150%	1%	2 068	2 141	4%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	1	1	2	2	1	(1)	(50%)	0%	1 427	1 478	4%	2%
Autres activités information & communication	-	-	3	-	4	4	-	1%	641	663	3%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	2	4	5	7	9	2	29%	2%	3 036	3 184	5%	5%
Transport routier de marchandises	1	2	1	3	5	2	67%	1%	1 959	1 768	(10%)	3%
Autres activités de transport	1	2	4	4	4	-	-	1%	1 077	1 416	31%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	-	-	-	5	2	(3)	(60%)	0%	807	794	(2%)	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	17	26	42	41	55	14	34%	12%	9 148	9 758	7%	14%
Activités scientifiques et techniques	10	11	16	13	27	14	108%	6%	4 302	4 588	7%	7%
Services administratifs aux entreprises	7	15	26	28	28	-	-	6%	4 846	5 170	7%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	6	9	12	13	14	1	8%	3%	2 861	2 997	5%	4%
Activités de réparation	4	-	2	-	1	1	-	0%	255	269	5%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	2	7	6	8	9	1	13%	2%	2 092	2 106	1%	3%
Autres services à la personne	-	2	4	5	4	(1)	(20%)	1%	514	622	21%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	25	37	78	89	77	(12)	(13%)	16%	8 714	9 434	8%	13%
Hébergement	3	1	4	9	4	(5)	(56%)	1%	446	443	(1%)	1%
Restauration	18	31	66	68	63	(5)	(7%)	13%	7 067	7 715	9%	11%
Débits de boissons	4	5	8	12	10	(2)	(17%)	2%	1 201	1 276	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	10	13	16	15	23	8	53%	5%	3 331	4 043	21%	6%
Santé humaine & action sociale	4	5	3	4	6	2	50%	1%	1 080	1 423	32%	2%
Activités récréatives	3	3	10	5	11	6	120%	2%	925	1 080	17%	2%
Enseignement	1	2	2	2	3	1	50%	1%	1 021	1 152	13%	2%
Autres activités	2	3	1	4	3	(1)	(25%)	1%	305	388	27%	1%
Total	146	232	374	410	468	58	14%	100%	67 830	69 957	3%	100%

Source : Altares
Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture
En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



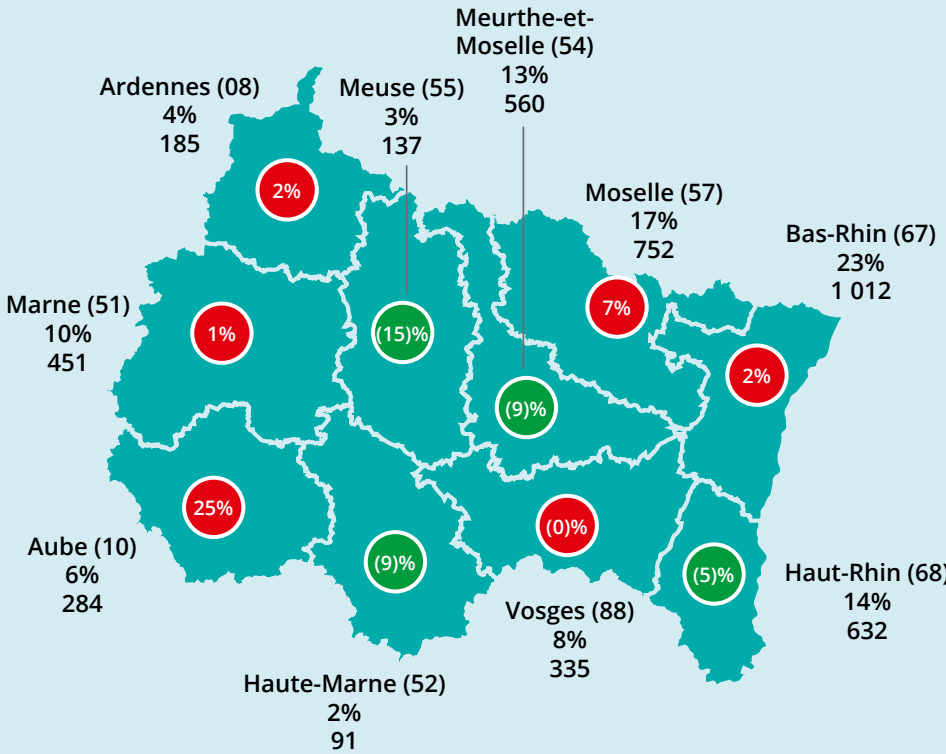
Le nombre de procédures en région Grand Est a augmenté de +0,7% sur l'année 2025, s'inscrivant à un niveau sensiblement inférieur à celui constaté à l'échelon national (+3,1%). Il convient de noter qu'en 2024, la région avait déjà fait mieux que le territoire national pris dans son ensemble (+9% dans la région Grand Est vs +17% au niveau national). En 2025, ce phénomène s'explique par :

- Une hausse du nombre de sauvegardes (+30 procédures, soit +43%), supérieure à la variation constatée à l'échelle nationale (-0,4%) ;
- Une hausse des procédures de liquidation judiciaire, qui représentent 69% des procédures de la région en 2025, de 33 procédures (soit +1%) en-deçà de la tendance nationale (+3%) ; et
- Une diminution des procédures de redressement judiciaire (-31 procédures, soit -2%) qui vient atténuer les hausses constatées sur les autres types de procédures. Il est par ailleurs à noter que les redressements judiciaires représentent 29% des procédures de la région, en recul de -1 point cette année.

Au regard de la taille des entreprises affectées par les procédures collectives, celles embauchant moins de 10 salariés, typologie représentant 92% des défaillances de la région, enregistrent une hausse de +1,6%, en dessous du niveau national (+3%). À noter une dynamique particulière dans la région sur les entreprises dont le nombre de salariés est supérieur à 50. En effet, les procédures concernant ces entreprises avaient plus que doublé en 2024, tendance anormale ayant engendré une décreue importante en 2025 avec - 40% d'ouvertures.

- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Les défaillances observées dans la région en 2025 (hors sauvegardes) sont concentrées dans les départements du Bas-Rhin, de la Moselle et du Haut-Rhin qui représentent 54% des procédures de la région. La croissance la plus notable est néanmoins enregistrée par l'Aube avec une augmentation de +25% du nombre de ses procédures par rapport à 2024, tandis que la Meuse est le département qui fait état du recul le plus conséquent avec -15%.



Données clés

Démographie : 5 544 051
(source : Ined au 1^{er} janvier 2025)

Surface : 57 441 km²

PIB 2024 : 197 832 M€ (Insee)

Nombre d'entreprise : 367 641
(source : Insee 2023 projeté à partir des données régionales Insee 2022)

Nombre de défaillances : 4 539

Ratio de défaillances : 1,23%

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2025 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2024. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Nombre de sauvegardes	56	79	82	70	100	30	43%	2%	1 543	(0,4%)	2%
Nombre de RJ	460	757	1 056	1 339	1 308	(31)	(2%)	29%	21 336	9%	30%
Nombre de LJ	1 517	2 232	2 987	3 098	3 131	33	1%	69%	47 078	1%	67%
Nombre de RJ/LJ	1 977	2 989	4 043	4 437	4 439	2	0%	98%	68 414	3%	98%
Total	2 033	3 068	4 125	4 507	4 539	32	1%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Moins de 10 salariés	1 921	2 835	3 834	4 125	4 189	64	1,6%	92%	64 352	3%	92%
10 à 49 salariés	104	215	269	334	321	(13)	(4%)	7%	5 036	2%	7%
50 salariés et plus	8	18	22	48	29	(19)	(40%)	1%	569	3%	1%
Total	2 033	3 068	4 125	4 507	4 539	32	1%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2025

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	BIOSYNEX	67	2017	8	138,6	Svg	sept-25	272	Fabrication de préparations pharmaceutiques
2	API TECH	54	2004	21	67,3	RJ	juil-25	328	Fabrication d'autres machines spécialisées
3	FRANCE SOLAR	67	2009	16	52,6	RJ	avr-25	277	Travaux d'installation électrique dans tous locaux
4	KUCHLY	57	1991	34	45,6	Svg	juil-25	243	Activités de soutien aux cultures
5	SCIERIE ET CAISSERIE DE STEINBOURG	67	1963	62	29,4	RJ	nov-25	82	Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
6	CAP SAMBP	08	2019	6	25,5	LJ	mars-25	125	Fabrication d'éléments en matières plastiques pour la construction
7	VISTA AUTOMOBILES	51	2004	21	25,0	LJ	oct-25	33	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
8	FONDERIE DE NIEDERBRONN	67	2007	18	22,9	RJ	sept-25	151	Fonderie de fonte
9	NORMALU	68	1967	58	18,3	RJ	juil-25	95	Travaux de revêtement des sols et des murs
10	BOURGUIGNON BARRE PERE ET FILS	08	1958	67	18,1	RJ	sept-25	99	Forge, estampage, matriçage, métallurgie des poudres

Source : Altares

En 2025, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressement et liquidation judiciaire dans la région Grand Est sont la construction, le commerce et l'hébergement-restauration, qui représentent respectivement 26%, 23% et 14% des ouvertures de procédures dans la région. Parmi les hausses significatives des ouvertures de redressement et de liquidation judiciaires, on

trouve le secteur de l'hébergement et la restauration compte avec une hausse +39 procédures (soit +7%), suivi par le secteur agricole une hausse de +17 procédures(soit +22%) et l'industrie avec +12 procédures (soit +4%).



	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France			
						Val.	%	Poids 25	Total 24	Total 25	25vs24	Poids 25
AGRICULTURE	65	75	80	78	95	17	22%	2%	1 498	1 735	16%	2%
Chasse, pêche, forêt	23	33	23	21	30	9	43%	1%	224	252	13%	0%
Culture	28	22	39	38	43	5	13%	1%	788	901	14%	1%
Élevage	14	20	18	19	22	3	16%	0%	486	582	20%	1%
CONSTRUCTION	512	716	966	1 173	1 145	(28)	(2%)	26%	17 924	17 346	(3%)	25%
Bâtiment	400	579	789	977	975	(2)	(0%)	22%	14 348	14 037	(2%)	20%
Immobilier	112	137	177	196	170	(26)	(13%)	4%	3 576	3 309	(7%)	5%
COMMERCE	479	715	942	1 028	1 013	(15)	(1%)	23%	14 113	14 080	(0%)	20%
Commerce & réparation de véhicules	123	158	206	233	248	15	6%	6%	2 716	2 923	8%	4%
Commerce de détail	252	422	575	596	586	(10)	(2%)	13%	8 370	8 130	(3%)	12%
Commerce de gros	104	135	161	199	179	(20)	(10%)	4%	3 027	3 027	-	4%
INDUSTRIE	153	261	303	323	335	12	4%	8%	4 330	4 445	3%	6%
Industrie agroalimentaire	42	116	128	118	127	9	8%	3%	1 746	1 683	(4%)	2%
Industrie hors agroalimentaire	111	145	175	205	208	3	1%	5%	2 584	2 762	7%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	43	59	99	90	89	(1)	(1%)	2%	2 068	2 141	4%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	32	39	78	53	70	17	32%	2%	1 427	1 478	4%	2%
Autres activités information & communication	11	20	21	37	19	(18)	(49%)	0%	641	663	3%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	65	120	128	197	147	(50)	(25%)	3%	3 036	3 184	5%	5%
Transport routier de marchandises	42	83	89	154	101	(53)	(34%)	2%	1 959	1 768	(10%)	3%
Autres activités de transport	23	37	39	43	46	3	7%	1%	1 077	1 416	31%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	17	30	38	45	51	6	13%	1%	807	794	(2%)	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	264	303	448	505	515	10	2%	12%	9 148	9 758	7%	14%
Activités scientifiques et techniques	134	153	206	236	246	10	4%	6%	4 302	4 588	7%	7%
Services administratifs aux entreprises	130	150	242	269	269	-	-	6%	4 846	5 170	7%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	93	145	220	215	217	2	1%	5%	2 861	2 997	5%	4%
Activités de réparation	6	10	19	14	26	12	86%	1%	255	269	5%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	67	114	169	171	142	(29)	(17%)	3%	2 092	2 106	1%	3%
Autres services à la personne	20	21	32	30	49	19	63%	1%	514	622	21%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	188	406	606	585	624	39	7%	14%	8 714	9 434	8%	13%
Hébergement	12	22	31	26	28	2	8%	1%	446	443	(1%)	1%
Restauration	142	328	489	484	499	15	3%	11%	7 067	7 715	9%	11%
Débits de boissons	34	56	86	75	97	22	29%	2%	1 201	1 276	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	98	159	213	198	208	10	5%	5%	3 331	4 043	21%	6%
Santé humaine & action sociale	24	34	59	69	63	(6)	(9%)	1%	1 080	1 423	32%	2%
Activités récréatives	31	53	61	49	62	13	27%	1%	925	1 080	17%	2%
Enseignement	34	56	60	58	65	7	12%	1%	1 021	1 152	13%	2%
Autres activités	9	16	33	22	18	(4)	(18%)	0%	305	388	27%	1%
Total	1 977	2 989	4 043	4 437	4 439	2	0%	100%	67 830	69 957	3%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture
En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.

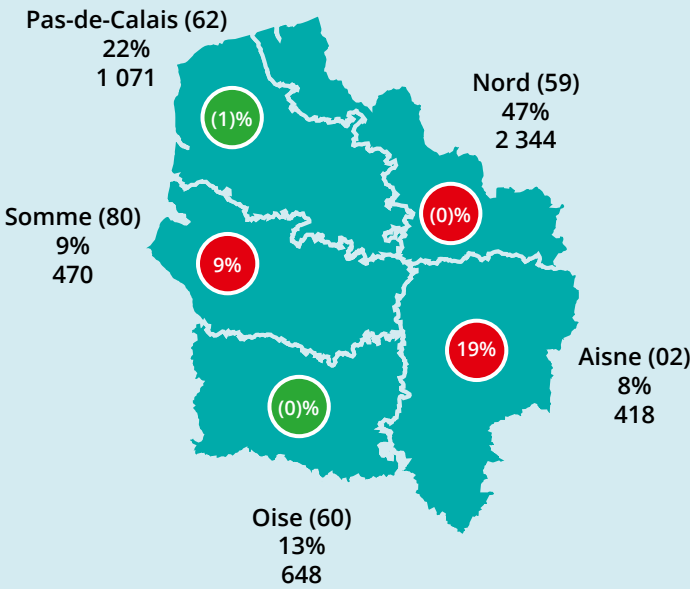


Le nombre de procédures en région Hauts-de-France a augmenté de +2,3% en 2025, une tendance haussière moins importante que celle enregistrée au niveau national (+3,1%). Il convient de noter que cette hausse plus favorable par rapport aux statistiques nationales était déjà visible en 2024 (+8% en région Hauts-de-France vs +17% sur le pays pris dans son ensemble). Cette dynamique 2025 est causée essentiellement par le fait que les hausses des procédures de sauvegarde (+10 procédures, soit +13%) et de redressement judiciaire (+225 procédures, soit +16%) sont partiellement compensées par la baisse des ouvertures de procédures de liquidation judiciaire (-124 procédures, soit -4%). A noter que les liquidations judiciaires représentent 66% des procédures collectives ouvertes dans la région en 2025, en ligne avec les données nationales.

Dans la région des Hauts-de-France, l'augmentation du nombre de procédures concerne en premier lieu les entreprises de moins de 10 salariés qui représentent 93% des défaillances de la région, des statistiques comparables à celles de l'échelon national. Sur ce segment, une hausse de +2% des défaillances est observée en 2025, contre +3% au niveau national. Une tendance différente à celle observée au niveau national est cependant constatée sur les entreprises embauchant entre 10 et 49 salariés puisqu'elles ont enregistré une hausse des procédures de l'ordre de +16%, contre une hausse circonscrite à +2% au niveau national. Au niveau entreprises de plus de 50 salariés, la région enregistre une diminution de -7% des défaillances qui amorce un retour à un niveau normal après l'explosion des procédures sur cette typologie de structure au cours de l'année 2024 (+50%).

- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

En 2025, la part des défaillances observée dans les Hauts-de-France (hors sauvegardes) est concentrée dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais qui comptabilisent à elles seules 69% des procédures régionales. Toutefois, les hausses substantielles enregistrées dans la région sont constatées par les départements de l'Aisne et de la Somme, qui présentent respectivement des hausse de +19%, et +9% de hausse par rapport aux données de 2024.



Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2025 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2024. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares

Données clés

Démographie : 5 973 933
(source : Ined au 1^{er} janvier 2025)

Surface : 31 813 km²

PIB 2024 : 197 331 m€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 349 936
(source : Insee 2023 projeté à partir des données régionales Insee 2022)

Nombre de défaillances : 5 038

Ratio de défaillances : 1,44%



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Nombre de sauvegardes	48	71	97	77	87	10	13%	2%	1 543	(0%)	2%
Nombre de RJ	458	804	1 153	1 411	1 636	225	16%	32%	21 336	9%	30%
Nombre de LJ	1 526	2 723	3 292	3 439	3 315	(124)	(4%)	66%	47 078	1%	67%
Nombre de RJ/LJ	1 984	3 527	4 445	4 850	4 951	101	2%	98%	68 414	3%	98%
Total	2 032	3 598	4 542	4 927	5 038	111	2%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Moins de 10 salariés	1 866	3 333	4 215	4 597	4 666	69	2%	93%	64 352	3%	92%
10 à 49 salariés	147	239	299	288	333	45	16%	7%	5 036	2%	7%
50 salariés et plus	19	26	28	42	39	(3)	(7%)	1%	569	3%	1%
Total	2 032	3 598	4 542	4 927	5 038	111	2%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2025

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	ARC FRANCE	62	2008	16	568,6	Svg	janv-25	4 363	Fabrication de verre creux
2	ROUTE DESTINATION VOYAGES	62	1991	34	35,9	Svg	juin-25	156	Transports routiers de fret interurbains
3	WIZPAPER	62	2018	7	33,6	RJ	oct-25	142	Fabrication de papier et de carton
4	VOYAGES MASSON	60	1975	50	29,0	RJ	févr-25	124	Activités des agences de voyage
5	FLOREPI	02	1998	27	26,9	RJ	janv-25	134	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche
6	MARRON T.P.	02	2006	19	26,4	RJ	déc-25	290	Construction de réseaux électriques et de télécommunications
7	UGEPA	80	1974	51	24,1	RJ	juil-25	105	Fabrication de papiers peints
8	KITCHEN ACADEMY	59	2002	23	22,8	RJ	janv-25	158	Commerce de détail d'autres équipements du foyer
9	LELEU ET CIE	59	1958	67	21,8	RJ	juil-25	40	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
10	STE D'APPLICATION DES SILICONES ALIMENTAIRES	59	1978	47	20,0	RJ	oct-25	119	Fabrication de machines pour l'industrie agro-alimentaire

* Procédure de sauvegarde accélérée

Source : Altares

En 2025, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressement et liquidation judiciaires dans les Hauts-de-France sont le commerce, la construction, et l'hébergement-restauration, qui comptent respectivement pour 23%, 22% et 17% des ouvertures de procédures dans la région. L'augmentation du nombre d'ouverture de redressement judiciaire et de liquidation judiciaire est en forte hausse pour les secteurs suivants :

hébergement-restauration (+159 procédures, soit +23%), les autres activités (+46 procédures, soit +17%) et le service aux entreprises (+44 procédures, soit +8%). A contrario, les secteurs de la construction (-75 procédures, soit -6%) et du transport et de la logistique (-53 procédures, soit -24% marquent les replis d'ouverture de procédures (hors sauvegardes) les plus conséquents par rapport à 2024.



	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France			
						Val.	%	Poids 25	Total 24	Total 25	25vs24	Poids 25
AGRICULTURE	39	69	57	63	63	-	-	1%	1 498	1 735	16%	2%
Chasse, pêche, forêt	14	13	8	14	14	-	-	0%	224	252	13%	0%
Culture	13	31	18	18	28	10	56%	1%	788	901	14%	1%
Élevage	12	25	31	31	21	(10)	32%	0%	486	582	20%	1%
CONSTRUCTION	523	830	1 074	1 184	1 109	(75)	(6%)	22%	17 924	17 346	(3%)	25%
Bâtiment	424	725	935	1 014	933	(81)	(8%)	19%	14 348	14 037	(2%)	20%
Immobilier	99	105	139	170	176	6	4%	4%	3 576	3 309	(7%)	5%
COMMERCE	486	862	1 036	1 152	1 127	(25)	(2%)	23%	14 113	14 080	(0%)	20%
Commerce & réparation de véhicules	130	167	199	274	244	(30)	11%	5%	2 716	2 923	8%	4%
Commerce de détail	267	549	655	687	666	(21)	(3%)	13%	8 370	8 130	(3%)	12%
Commerce de gros	89	146	182	191	217	26	14%	4%	3 027	3 027	-	4%
INDUSTRIE	146	238	310	310	315	5	2%	6%	4 330	4 445	3%	6%
Industrie agroalimentaire	53	118	139	122	113	(9)	(7%)	2%	1 746	1 683	(4%)	2%
Industrie hors agroalimentaire	93	120	171	188	202	14	7%	4%	2 584	2 762	7%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	39	62	109	101	118	17	17%	2%	2 068	2 141	4%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	35	43	73	75	88	13	17%	2%	1 427	1 478	4%	2%
Autres activités information & communication	4	19	36	26	30	4	15%	1%	641	663	3%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	74	121	155	224	171	(53)	(24%)	3%	3 036	3 184	5%	5%
Transport routier de marchandises	39	83	110	140	88	(52)	37%	2%	1 959	1 768	(10%)	3%
Autres activités de transport	35	38	45	84	83	(1)	(1%)	2%	1 077	1 416	31%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	22	40	57	67	61	(6)	(9%)	1%	807	794	(2%)	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	244	374	478	526	570	44	8%	12%	9 148	9 758	7%	14%
Activités scientifiques et techniques	119	169	226	253	277	24	9%	6%	4 302	4 588	7%	7%
Services administratifs aux entreprises	125	205	252	273	293	20	7%	6%	4 846	5 170	7%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	99	203	231	275	264	(11)	(4%)	5%	2 861	2 997	5%	4%
Activités de réparation	7	11	19	23	16	(7)	30%	0%	255	269	5%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	73	164	181	212	201	(11)	(5%)	4%	2 092	2 106	1%	3%
Autres services à la personne	19	28	31	40	47	7	18%	1%	514	622	21%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	200	534	683	682	841	159	23%	17%	8 714	9 434	8%	13%
Hébergement	13	11	14	12	23	11	92%	0%	446	443	(1%)	1%
Restauration	149	426	537	558	677	119	21%	14%	7 067	7 715	9%	11%
Débites de boissons	38	97	132	112	141	29	26%	3%	1 201	1 276	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	112	194	255	266	312	46	17%	6%	3 331	4 043	21%	6%
Santé humaine & action sociale	26	58	78	98	142	44	45%	3%	1 080	1 423	32%	2%
Activités récréatives	37	58	85	73	67	(6)	(8%)	1%	925	1 080	17%	2%
Enseignement	34	60	75	72	78	6	8%	2%	1 021	1 152	13%	2%
Autres activités	15	18	17	23	25	2	9%	1%	305	388	27%	1%
Total	1 984	3 527	4 445	4 850	4 951	101	2%	100%	67 830	69 957	3%	100%

Source : Altares
Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture
En **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures en Île-de-France a augmenté de +1,8% en 2025, soit un niveau inférieur à celui constaté à l'échelle nationale (+3,1%). Cette résilience est toutefois à nuancer puisque l'année 2024 avait vu la région enregistrer une croissance de ses défaillances très nettement supérieure à la moyenne nationale (+28% en Île-de-France vs +17% dans le pays). En 2025, la région Île-de-France pèse pour près d'un quart des défaillances survenues en France. La tendance haussière constatée en 2025 résulte :

- De la hausse des procédures de redressement judiciaire, qui représentent 19% des défaillances régionales en 2025, de +190 procédures (soit +6%) ; et
- De la hausse des procédures de liquidation judiciaire, qui représentent 79% des défaillances régionales en 2025, de +136 procédures (soit +1%).

Concernant la taille des entreprises défaillantes en région Île-de-France, les entreprises de moins de 10 salariés ont déploré une augmentation de +2% des procédures en 2025, soit un niveau en-deçà de celui observé à l'échelon national (+3%), étant précisé que ces structures comptent pour 90% des défaillances de l'année au sein de la région. Les entreprises qui emploient entre 10 et 49 salariés enregistrent une baisse du nombre de procédures de -1%, qui s'inscrit dans une dynamique opposée à ce qui a été observé au niveau national (+2%). Les procédures touchant les entreprises de plus de 50 salariés ont reculé de -1%, diminution à mettre en perspective avec la hausse de +3% au niveau national.

Les défaillances observées dans la région (hors sauvegardes) affectent majoritairement Paris, la Seine-Saint-Denis

Données clés

Démographie : 12 450 849

(source : Ined au 1^{er} janvier 2025)

Surface : 12 012 km²

PIB 2024 : 865 652 M€ (Insee)

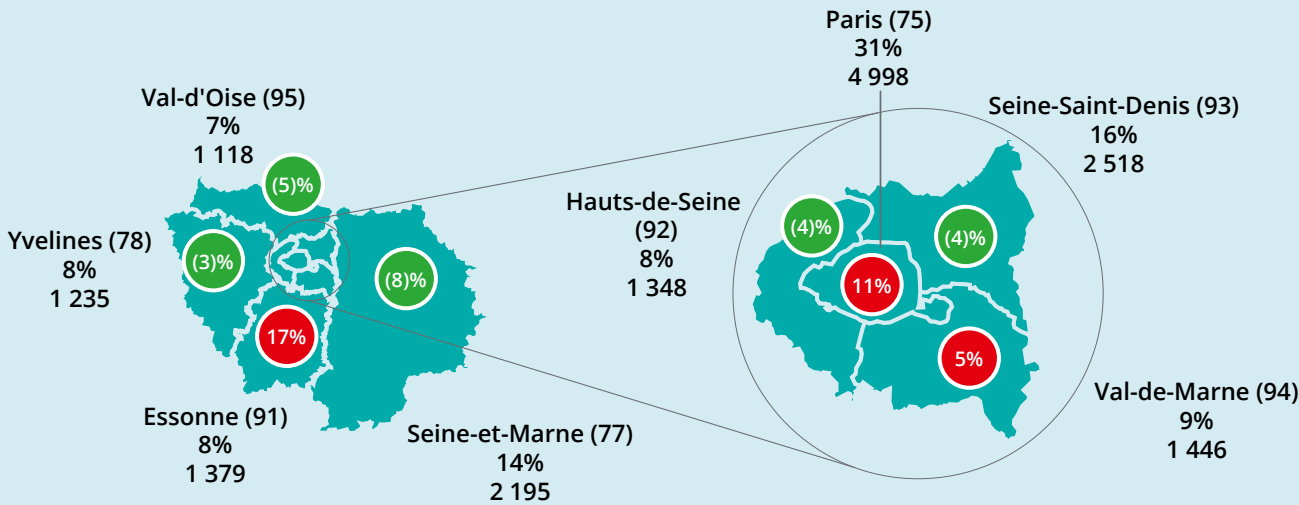
Nombre d'entreprises : 1 296 638

(source : Insee 2023 projeté à partir des données régionales Insee 2022)

Nombre de défaillances : 16 442

Ratio de défaillances : 1,27%

et la Seine-et-Marne, départements qui regroupent à eux-trois 61% des procédures de la région. L'Essonne enregistre cependant la croissance la plus significative de ses procédures de redressement et de liquidation judiciaires (+17%) tandis que la Seine-et-Marne bénéficie du recul le plus substantiel (-8%).



● Baisse du nombre de procédures collectives

● Hausse du nombre de procédures collectives

Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2025 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2024. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Nombre de sauvegardes	92	149	260	240	205	(35)	(15%)	1%	1 543	(0,4%)	2%
Nombre de RJ	995	1 657	2 357	3 015	3 205	190	6%	19%	21 336	9%	30%
Nombre de LJ	5 709	7 391	10 036	12 896	13 032	136	1%	79%	47 078	1%	67%
Nombre de RJ/LJ	6 704	9 048	12 393	15 911	16 237	326	2%	99%	68 414	3%	98%
Total	6 796	9 197	12 653	16 151	16 442	291	2%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Moins de 10 salariés	6 249	8 275	11 277	14 526	14 840	314	2%	90%	64 352	3%	92%
10 à 49 salariés	487	837	1 238	1 471	1 449	(22)	(1%)	9%	5 036	2%	7%
50 salariés et plus	60	85	138	154	153	(1)	(1%)	1%	569	3%	1%
Total	6 796	9 197	12 653	16 151	16 442	291	2%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2025

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procé- dure ouverte	Mois de la procé- dure	Effectif	Activité
1	ALTICE FRANCE	75	2013	12	932,6	*	juin-25	11	Construction de réseaux électriques et de télécommunications
2	SFR FIBRE SAS	77	1995	30	628,9	*	juin-25	357	Télécommunications filaires
3	COMPLETEL SAS	75	1998	27	256,3	*	juin-25	274	Télécommunications filaires
4	ATLASFORMEN	75	2003	22	242,0	RJ	août-25	186	Vente à distance sur catalogue spécialisé
5	BRANDT FRANCE	92	2014	11	235,8	RJ	oct-25	760	Fabrication d'appareils électroménagers
6	IKKS RETAIL	75	2004	21	215,1	RJ	oct-25	683	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
7	ADVEO FRANCE	77	2011	14	144,6	RJ	août-25	180	Commerce interentreprises d'autres biens domestiques
8	FTL INTER	75	2020	5	141,4	RJ	nov-25	24	Affrètement et organisation des transports
9	GEISMAR	92	1956	69	132,5	RJ	avr-25	235	Commerce interentreprises de machines pour l'extraction, la construction et le génie civil
10	CLAIRE'S FRANCE	75	1987	38	132,0	RJ	juil-25	1 055	Autres commerces de détail spécialisés divers

* Procédure de sauvegarde accélérée

Source : Altares

En 2025, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressement et liquidation judiciaires en Île-de-France sont, comme au niveau national, la construction, le commerce, et les services aux entreprises, qui représentent respectivement 25%, 18% et 17% des ouvertures de procédures (hors sauvegardes) dans la région.

En Île-de-France, la hausse du nombre de procédures est principalement concentrée sur le secteur du transport & logistique (+180 procédures, soit +15%), des Autres activités (+215 procédures, soit +31%) et du service aux entreprises (+124 procédures, soit +5%). A contrario, le secteur de la construction a enregistré une baisse importante, de -309 procédures (soit -7%).



	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France			
						Val.	%	Poids 25	Total 24	Total 25	25vs24	Poids 25
AGRICULTURE	18	36	27	31	30	(1)	(3%)	0%	1 498	1 735	16%	2%
Chasse, pêche, forêt	5	19	10	14	15	1	7%	0%	224	252	13%	0%
Culture	5	12	12	10	11	1	10%	0%	788	901	14%	1%
Élevage	8	5	5	7	4	(3)	(43%)	0%	486	582	20%	1%
CONSTRUCTION	1 742	2 168	3 140	4 297	3 988	(309)	(7%)	25%	17 924	17 346	(3%)	25%
Bâtiment	1 467	1 869	2 662	3 566	3 343	(223)	(6%)	21%	14 348	14 037	(2%)	20%
Immobilier	275	299	478	731	645	(86)	(12%)	4%	3 576	3 309	(7%)	5%
COMMERCE	1 329	1 773	2 404	3 031	2 994	(37)	(1%)	18%	14 113	14 080	(0%)	20%
Commerce & réparation de véhicules	255	342	446	554	658	104	19%	4%	2 716	2 923	8%	4%
Commerce de détail	639	911	1 207	1 546	1 439	(107)	(7%)	9%	8 370	8 130	(3%)	12%
Commerce de gros	435	520	751	931	897	(34)	(4%)	6%	3 027	3 027	-	4%
INDUSTRIE	302	420	498	679	668	(11)	(2%)	4%	4 330	4 445	3%	6%
Industrie agroalimentaire	80	133	194	263	254	(9)	(3%)	2%	1 746	1 683	(4%)	2%
Industrie hors agroalimentaire	222	287	304	416	414	(2)	(0%)	3%	2 584	2 762	7%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	346	498	701	886	938	52	6%	6%	2 068	2 141	4%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	232	337	430	578	604	26	4%	4%	1 427	1 478	4%	2%
Autres activités information & communication	114	161	271	308	334	26	8%	2%	641	663	3%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	531	677	879	1 230	1 410	180	15%	9%	3 036	3 184	5%	5%
Transport routier de marchandises	260	347	497	712	662	(50)	(7%)	4%	1 959	1 768	(10%)	3%
Autres activités de transport	271	330	382	518	748	230	44%	5%	1 077	1 416	31%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	63	98	142	189	195	6	3%	1%	807	794	(2%)	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 245	1 574	2 056	2 646	2 770	124	5%	17%	9 148	9 758	7%	14%
Activités scientifiques et techniques	641	848	1 123	1 422	1 493	71	5%	9%	4 302	4 588	7%	7%
Services administratifs aux entreprises	604	726	933	1 224	1 277	53	4%	8%	4 846	5 170	7%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	275	422	492	620	614	(6)	(1%)	4%	2 861	2 997	5%	4%
Activités de réparation	34	38	42	55	50	(5)	(9%)	0%	255	269	5%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	185	302	355	462	462	-	-	3%	2 092	2 106	1%	3%
Autres services à la personne	56	82	95	103	102	(1)	(1%)	1%	514	622	21%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	546	922	1 413	1 598	1 711	113	7%	11%	8 714	9 434	8%	13%
Hébergement	26	26	19	43	52	9	21%	0%	446	443	(1%)	1%
Restauration	465	825	1 299	1 449	1 531	82	6%	9%	7 067	7 715	9%	11%
Débits de boissons	55	71	95	106	128	22	21%	1%	1 201	1 276	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	307	460	643	704	919	215	31%	6%	3 331	4 043	21%	6%
Santé humaine & action sociale	60	87	166	198	326	128	65%	2%	1 080	1 423	32%	2%
Activités récréatives	103	163	207	191	198	7	4%	1%	925	1 080	17%	2%
Enseignement	109	161	217	255	303	48	19%	2%	1 021	1 152	13%	2%
Autres activités	35	49	53	60	92	32	53%	1%	305	388	27%	1%
Total	6 704	9 048	12 395	15 911	16 237	326	2%	100%	67 830	69 957	3%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.

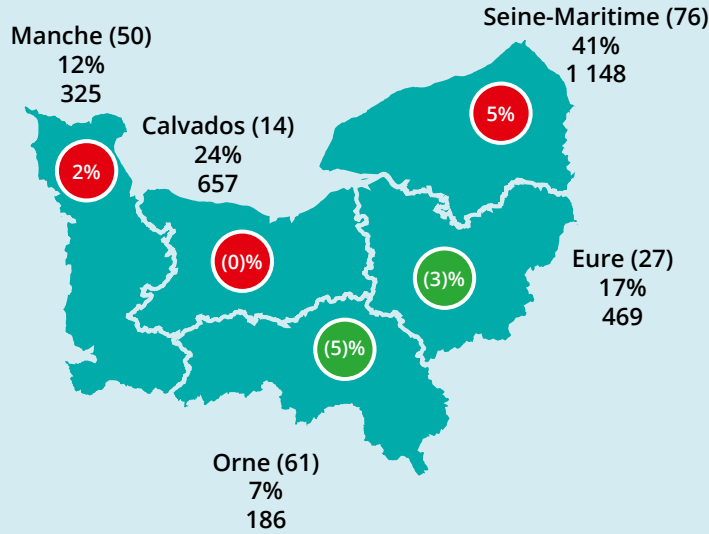
En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures en Normandie a augmenté de +0,1% en 2025, une variation inférieure à celle enregistrée au niveau national (+3,1%). La Normandie est la région de France qui enregistre l'augmentation la moins importante sur l'année 2025 même s'il convient de noter que la région avait connu en 2024 une nette hausse de l'ordre de +30% (contre +17% au niveau national). La tendance 2025 se révèle hétérogène selon le type de procédure puisque si les liquidations judiciaires (qui comptent pour 67% des ouvertures au sein de la région en 2025) sont en recul par rapport à 2024 (-51 procédures, soit -3%), tout comme les sauvegardes (-41 procédures, soit -47%) , les procédures de redressement judiciaire ont augmenté de 96 procédures (soit +12%).

En Normandie, le nombre de procédures ouvertes par des entreprises comptant moins de 10 salariés connaît une baisse de -1% sur 2025, étant précisé que ces structures pèsent pour 92% des procédures de l'année 2025. Cette baisse s'inscrit en opposition franche avec la tendance nationale (+3%). La diminution des procédures affectant les entreprises de plus de 50 salariés est marquée, avec un passage de 25 en 2024 à 23 en 2025. Néanmoins, la tendance est inverse pour les entreprises dont le nombre de salariés se situe entre 10 et 49, dans la mesure où, au niveau régional, les ouvertures de procédures affectant cette typologie d'entreprises ont crû de +20%.

- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives



Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2025 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2024. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares

Données clés

Démographie : 3 341 312
(source : Ined au 1^{er} janvier 2025)

Surface : 29 906 km²

PIB 2024 : 117 713 M€ *(Insee)*

Nombre d'entreprises : 213 503
(source : Insee 2023 projeté à partir des données régionales Insee 2022)

Nombre de défaillances : 2 832

Ratio de défaillances : 1, 33%



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Nombre de sauvegardes	35	63	63	88	47	(41)	(47%)	2%	1 543	(0%)	2%
Nombre de RJ	227	411	527	790	886	96	12%	31%	21 336	9%	30%
Nombre de LJ	737	1 169	1 586	1 950	1 899	(51)	(3%)	67%	47 078	1%	67%
Nombre de RJ/LJ	964	1 580	2 113	2 740	2 785	45	2%	98%	68 414	3%	98%
Total	999	1 643	2 176	2 828	2 832	4	0%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Moins de 10 salariés	933	1 505	2 016	2 645	2 619	(26)	(1%)	92%	64 352	3%	92%
10 à 49 salariés	60	125	148	158	190	32	20%	7%	5 036	2%	7%
50 salariés et plus	6	13	12	25	23	(2)	(8%)	1%	569	3%	1%
Total	999	1 643	2 176	2 828	2 832	4	0%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2025

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procé- dure ouverte	Mois de la procé- dure	Effectif	Activité
1	EUROFOIL FRANCE	27	1997	28	62,2	*	juil-25	180	Métallurgie de l'aluminium
2	LES COOPERATEURS DE NORMANDIE PICARDIE	76	1955	70	28,7	Svg	mai-25	100	Supermarchés
3	AURYS INDUSTRIES	50	1973	52	23,8	RJ	juil-25	137	Façonnage et transformation du verre plat
4	CAP ISOPLAS	76	2014	11	19,1	RJ	mars-25	119	Fabrication d'éléments en matières plas- tiques pour la construction
5	LA THOTHALE	14	2009	16	17,3	LJ	mai-25	20	Commerce interentreprises alimentaire non spécialisé
6	RIVES DE SEINE PROMOTION IMMOBILIERE	76	2015	10	15,0	RJ	avr-25	5	Services administratifs combinés de bureau
7	UMERIC	27	1988	37	14,2	RJ	avr-25	29	Commerce d'alimentation générale
8	SOMATICO	76	2007	18	13,8	RJ	juil-25	46	Commerce interentreprises de fournitures et équipements industriels divers
9	TEMPKA	27	1994	31	11,1	RJ	sept-25	75	Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé
10	BASSE NORMANDIE SOUDURE TUYAUTERIE	50	2002	23	10,6	RJ	nov-25	88	Fabrication de structures métalliques et de parties de structures

* Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire
Source : Altares

Sur l'année 2025, les secteurs les plus touchés en Normandie par les ouvertures de redressement et liquidation judiciaires sont le commerce, la construction, et l'hébergement-restauration, qui comptent respectivement pour 23%, 23% et 16% des ouvertures de procédures dans la région. Bien que la variation à la hausse des procédures de redressement et de liquidation judiciaires sur la région normande soit restée

en-deçà des données nationales, certains secteurs ont connu une hausse des défaillances (hors sauvegardes) comme le services aux entreprises (+48 procédures, soit +17%), le commerce (+14 procédures, soit +2%) et des services aux particuliers (+12% vs +5%).

RÉGION NORMANDIE	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France			
						Val.	%	Poids 25	Total 24	Total 25	25vs24	Poids 25
AGRICULTURE	74	61	69	100	53	(47)	(47%)	2%	1 498	1 735	16%	2%
Chasse, pêche, forêt	11	6	16	20	9	(11)	(55%)	0%	224	252	13%	0%
Culture	10	16	19	23	15	(8)	(35%)	1%	788	901	14%	1%
Élevage	53	39	34	57	29	(28)	(49%)	1%	486	582	20%	1%
CONSTRUCTION	244	340	532	640	637	(3)	(0%)	23%	17 924	17 346	(3%)	25%
Bâtiment	188	291	435	547	552	5	1%	20%	14 348	14 037	(2%)	20%
Immobilier	56	49	97	93	85	(8)	(9%)	3%	3 576	3 309	(7%)	5%
COMMERCE	202	381	494	624	638	14	2%	23%	14 113	14 080	(0%)	20%
Commerce & réparation de véhicules	52	80	97	138	126	(12)	(9%)	5%	2 716	2 923	8%	4%
Commerce de détail	117	247	347	396	408	12	3%	15%	8 370	8 130	(3%)	12%
Commerce de gros	33	54	50	90	104	14	16%	4%	3 027	3 027	-	4%
INDUSTRIE	75	137	154	208	203	(5)	(2%)	7%	4 330	4 445	3%	6%
Industrie agroalimentaire	25	66	82	104	91	(13)	(13%)	3%	1 746	1 683	(4%)	2%
Industrie hors agroalimentaire	50	71	72	104	112	8	8%	4%	2 584	2 762	7%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	25	30	47	61	51	(10)	(16%)	2%	2 068	2 141	4%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	19	25	41	37	34	(3)	(8%)	1%	1 427	1 478	4%	2%
Autres activités information & communication	6	5	6	24	17	(7)	(29%)	1%	641	663	3%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	38	67	83	89	101	12	13%	4%	3 036	3 184	5%	5%
Transport routier de marchandises	22	45	66	62	74	12	19%	3%	1 959	1 768	(10%)	3%
Autres activités de transport	16	22	17	27	27	-	-	1%	1 077	1 416	31%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	7	17	25	27	20	(7)	(26%)	1%	807	794	(2%)	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	110	189	209	276	324	48	17%	12%	9 148	9 758	7%	14%
Activités scientifiques et techniques	60	79	94	120	148	28	23%	5%	4 302	4 588	7%	7%
Services administratifs aux entreprises	50	110	115	156	176	20	13%	6%	4 846	5 170	7%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	33	82	117	139	155	16	12%	6%	2 861	2 997	5%	4%
Activités de réparation	5	12	15	4	13	9	225%	0%	255	269	5%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	27	60	77	114	101	(13)	(11%)	4%	2 092	2 106	1%	3%
Autres services à la personne	1	10	25	21	41	20	95%	1%	514	622	21%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	103	202	296	440	446	6	1%	16%	8 714	9 434	8%	13%
Hébergement	10	7	13	21	23	2	10%	1%	446	443	(1%)	1%
Restauration	72	161	226	332	355	23	7%	13%	7 067	7 715	9%	11%
Débites de boissons	21	34	57	87	68	(19)	(22%)	2%	1 201	1 276	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	53	74	87	136	157	21	15%	6%	3 331	4 043	21%	6%
Santé humaine & action sociale	7	13	24	36	51	15	42%	2%	1 080	1 423	32%	2%
Activités récréatives	25	34	27	42	58	16	38%	2%	925	1 080	17%	2%
Enseignement	19	18	26	48	37	(11)	(23%)	1%	1 021	1 152	13%	2%
Autres activités	2	9	10	10	11	1	10%	0%	305	388	27%	1%
Total	964	1 580	2 113	2 740	2 785	45	1,6%	100%	67 830	69 957	3%	100%

Source : Altares
Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture
En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures collectives en Nouvelle-Aquitaine a augmenté de +9,5% en 2025, s'inscrivant nettement au-delà du niveau national (+3,1%). En 2024, la région avait déjà expérimenté une croissance soutenue de ses ouvertures de procédures qui avaient atteint +20% par rapport à 2023. La tendance observée en 2025 résulte :

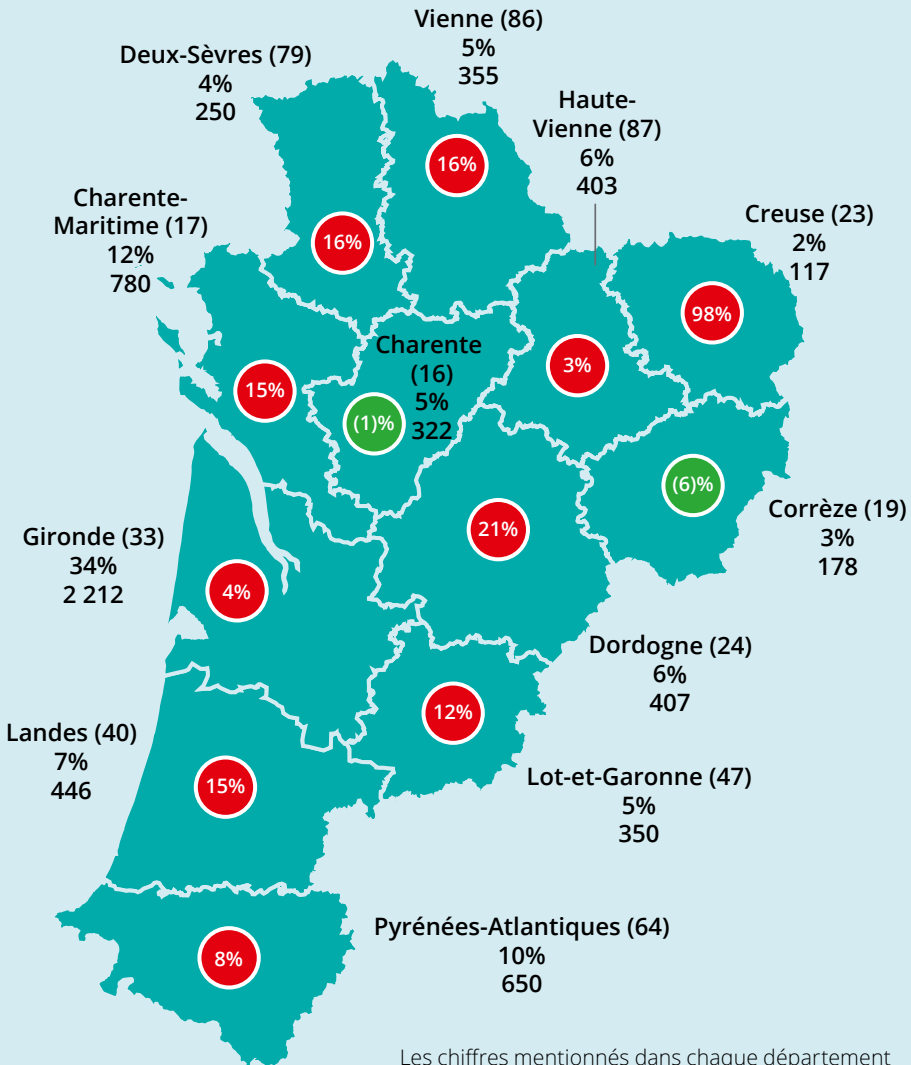
- Des procédures de redressement judiciaire ouvertes (qui pèsent pour 34% des procédures de la région) en augmentation de +305 procédures (soit +15%, contre +9% au niveau national) ;
- Des procédures de liquidation judiciaire (qui représentent 62% des procédures ouvertes dans la région) en augmentation de +242 procédures (soit +6%, +1% au niveau national) ; et
- Des procédures de sauvegarde dont le volume est passé de 250 à 291 en 2025, soit une variation de +16% qui s'inscrit à un niveau supérieur à ce qui est observé à l'échelon national (-0,4%).

Cette tendance haussière ne se reflète toutefois pas sur l'ensemble des typologies d'entreprises de la Nouvelle-Aquitaine. En effet, les procédures concernant les entreprises de moins de 10 salariés, qui pèsent pour 93% des procédures régionales en 2025, ont augmenté de +10%, contre seulement +3% au niveau national alors que les entreprises de 10 à 49 salariés ont enregistré une hausse de +7% et que les entreprises de plus de 50 salariés ont quant à elles constaté un recul de -6%.

Au niveau départemental, seules la Corrèze (-6%) et la Charente (-1%) bénéficient d'une diminution des procédures de redressement et de liquidation judiciaires. À noter que la Creuse est confrontée à une explosion des ouvertures de procédures (hors sauvegardes) avec un quasi-doublement de celles-ci par rapport à 2024.

Données clés

Démographie : 6 191 209
(source : Ined au 1^{er} janvier 2025)
Surface : 84 036 km²
PIB 2024 : 223 433 M€ (Insee)
Nombre d'entreprises : 541 568
(source : Insee 2023 projeté à partir des données régionales Insee 2022)
Nombre de défaillances : 6 761
Ratio de défaillances : 1,25%



Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de Rj et Lj enregistrés en 2025 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2024. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares

- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Nombre de sauvegardes	89	133	211	250	291	41	16%	4%	1 543	(0,4%)	2%
Nombre de RJ	569	996	1 410	1 998	2 303	305	15%	34%	21 336	9%	30%
Nombre de LJ	1 731	2 607	3 518	3 925	4 167	242	6%	62%	47 078	1%	67%
Nombre de RJ/LJ	2 300	3 603	4 928	5 923	6 470	547	9%	96%	68 414	3%	98%
Total	2 389	3 736	5 139	6 173	6 761	588	10%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Moins de 10 salariés	2 262	3 470	4 757	5 723	6 286	563	10%	93%	64 352	3%	92%
10 à 49 salariés	116	246	349	396	424	28	7%	6%	5 036	2%	7%
50 salariés et plus	11	20	33	54	51	(3)	(6%)	1%	569	3%	1%
Total	2 389	3 736	5 139	6 173	6 761	588	10%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2025

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procé- dure ouverte	Mois de la procé- dure	Effectif	Activité
1	CONDAT	24	1998	27	254,8	RJ	oct-25	315	Fabrication de papier et de carton
2	ESSOR CEM	64	2018	7	44,2	RJ	juil-25	1	Promotion immobilière de logements
3	AGS FACILITIES	24	2007	18	37,8	RJ	déc-25	102	Activités liées aux systèmes de sécurité
4	SERIPANNEAUX	40	1984	41	35,5	RJ	janv-25	83	Fabrication de placage et de panneaux de bois
5	HYD&AU FLUID	33	1990	35	32,4	Svg	mars-25	164	Réparation de machines et équipements mécaniques
6	AGENCE TRANSACTION AUTOMOBILE	33	2003	22	31,0	Svg	juil-25	4	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
7	ESSOR INGENIERIE	64	2001	24	23,0	RJ	juil-25	155	Ingénierie, études techniques
8	PETROLES DE LA COTE BASQUE	64	2011	14	22,4	RJ	avr-25	3	Commerce interentreprises de combustibles et de produits annexes
9	MARMANDIS	47	2019	6	21,8	Svg	juil-25	46	Supermarchés
10	NEEL TRIMARANS	17	2009	16	20,4	RJ	déc-25	118	Construction de bateaux de plaisance

Source : Altares

En Nouvelle-Aquitaine, l'intégralité des secteurs d'activité connaissent une augmentation des ouvertures de redressement et liquidation judiciaires sur l'année 2025. En particulier, les activités d'hébergement & restauration (+96 procédures, soit 12%), de construction (+95 procédures, soit 6%) et d'agriculture (+79 procédures, soit 22%) expérimentent les plus fortes hausses

d'ouvertures en comparaison avec 2024. De manière similaire à ce qui est observé au niveau national, la construction et le commerce sont les secteurs les plus affectés par les ouvertures de procédures de redressement et de liquidation judiciaires avec un poids respectif de 24% et 20%.



	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France			
						Val.	%	Poids 25	Total 24	Total 25	25vs24	Poids 25
AGRICULTURE	240	267	315	364	443	79	22%	7%	1 498	1 735	16%	2%
Chasse, pêche, forêt	41	45	61	54	59	5	9%	1%	224	252	13%	0%
Culture	90	116	172	230	277	47	20%	4%	788	901	14%	1%
Élevage	109	106	82	80	107	27	34%	2%	486	582	20%	1%
CONSTRUCTION	605	778	1 086	1 488	1 583	95	6%	24%	17 924	17 346	(3%)	25%
Bâtiment	454	650	842	1 137	1 274	137	12%	20%	14 348	14 037	(2%)	20%
Immobilier	151	128	244	351	309	(42)	(12%)	5%	3 576	3 309	(7%)	5%
COMMERCE	475	811	1 078	1 243	1 279	36	3%	20%	14 113	14 080	(0%)	20%
Commerce & réparation de véhicules	105	157	187	220	259	39	18%	4%	2 716	2 923	8%	4%
Commerce de détail	272	525	718	769	777	8	1%	12%	8 370	8 130	(3%)	12%
Commerce de gros	98	129	173	254	243	(11)	(4%)	4%	3 027	3 027	-	4%
INDUSTRIE	154	322	397	435	447	12	3%	7%	4 330	4 445	3%	6%
Industrie agroalimentaire	52	167	198	187	161	(26)	(14%)	2%	1 746	1 683	(4%)	2%
Industrie hors agroalimentaire	102	155	199	248	286	38	15%	4%	2 584	2 762	7%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	47	77	96	103	126	23	22%	2%	2 068	2 141	4%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	36	58	64	67	89	22	33%	1%	1 427	1 478	4%	2%
Autres activités information & communication	11	19	32	36	37	1	3%	1%	641	663	3%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	45	85	123	161	188	27	17%	3%	3 036	3 184	5%	5%
Transport routier de marchandises	32	52	87	111	114	3	3%	2%	1 959	1 768	(10%)	3%
Autres activités de transport	13	33	36	50	74	24	48%	1%	1 077	1 416	31%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	16	37	65	63	84	21	33%	1%	807	794	(2%)	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	296	400	547	731	785	54	7%	12%	9 148	9 758	7%	14%
Activités scientifiques et techniques	142	177	238	314	349	35	11%	5%	4 302	4 588	7%	7%
Services administratifs aux entreprises	154	223	309	417	436	19	5%	7%	4 846	5 170	7%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	86	149	220	242	269	27	11%	4%	2 861	2 997	5%	4%
Activités de réparation	10	17	30	36	33	(3)	(8%)	1%	255	269	5%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	55	101	152	144	162	18	13%	3%	2 092	2 106	1%	3%
Autres services à la personne	21	31	38	62	74	12	19%	1%	514	622	21%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	198	490	738	808	904	96	12%	14%	8 714	9 434	8%	13%
Hébergement	16	34	57	57	51	(6)	(11%)	1%	446	443	(1%)	1%
Restauration	155	373	571	640	716	76	12%	11%	7 067	7 715	9%	11%
Débits de boissons	27	83	110	111	137	26	23%	2%	1 201	1 276	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	138	187	263	285	362	77	27%	6%	3 331	4 043	21%	6%
Santé humaine & action sociale	49	61	72	88	132	44	50%	2%	1 080	1 423	32%	2%
Activités récréatives	42	69	90	97	120	23	24%	2%	925	1 080	17%	2%
Enseignement	36	49	76	73	82	9	12%	1%	1 021	1 152	13%	2%
Autres activités	11	8	25	27	28	1	4%	0%	305	388	27%	1%
Total	2 300	3 603	4 928	5 923	6 470	547	9,2%	100%	67 830	69 957	3%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre de procédures collectives en région Occitanie a augmenté de +3,5% en 2025, soit un niveau légèrement supérieur à celui observé à l'échelon national (+3,1%). En 2024, la région avait déjà fait un peu mieux que le territoire national pris dans son ensemble (+13% en Occitanie contre +17% dans le pays). L'augmentation sur l'année 2025 des ouvertures s'explique par :

- La hausse contenue des ouvertures de redressement et liquidation judiciaires (+3%), en phase avec le niveau observé à l'échelon national ; et
- L'augmentation sensible des procédures de sauvegarde ouvertes passant de 136 en 2024 à 177 en 2025, soit une variation à la hausse de +30%, opposée à la tendance nationale de baisse (-0,4%). Notons néanmoins que les procédures de sauvegarde ne pèsent que pour 3% des procédures ouvertures au sein de la région Occitanie en 2025.

En Occitanie, l'évolution du nombre d'ouvertures par taille d'entreprise reflète une forte hétérogénéité. Les procédures affectant les entreprises de moins de 10 salariés représentent 94% des ouvertures de la région en 2025 et ont augmenté de +5%, contre +3% au niveau national. Les entreprises de 10 à 49 salariés ont quant à elles enregistré une baisse de -16%, à mettre en perspective avec la hausse de +2% observée au niveau national. En ce qui concerne les entreprises de plus de 50 salariés, l'augmentation atteint +17%, contre seulement +3% à l'échelon national.

- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

Sur 2025, 47% des procédures de redressement et de liquidation judiciaires en Occitanie proviennent des départements de l'Hérault et de la Haute-Garonne. Ces deux départements enregistrent respectivement une hausse de +3% et une baisse de -0,5% par rapport aux niveaux de l'année dernière. De plus, les départements de l'Ariège et du Lot concèdent les plus fortes augmentations par rapport à 2024 avec des hausses respectives de +67% et +17% tandis que l'Aveyron et la Lozère enregistrent les reculs les plus conséquents (hors sauvegardes), avec -18% et -11%.

Données clés

Démographie : 6 201 587
(source : Ined au 1^{er} janvier 2025)

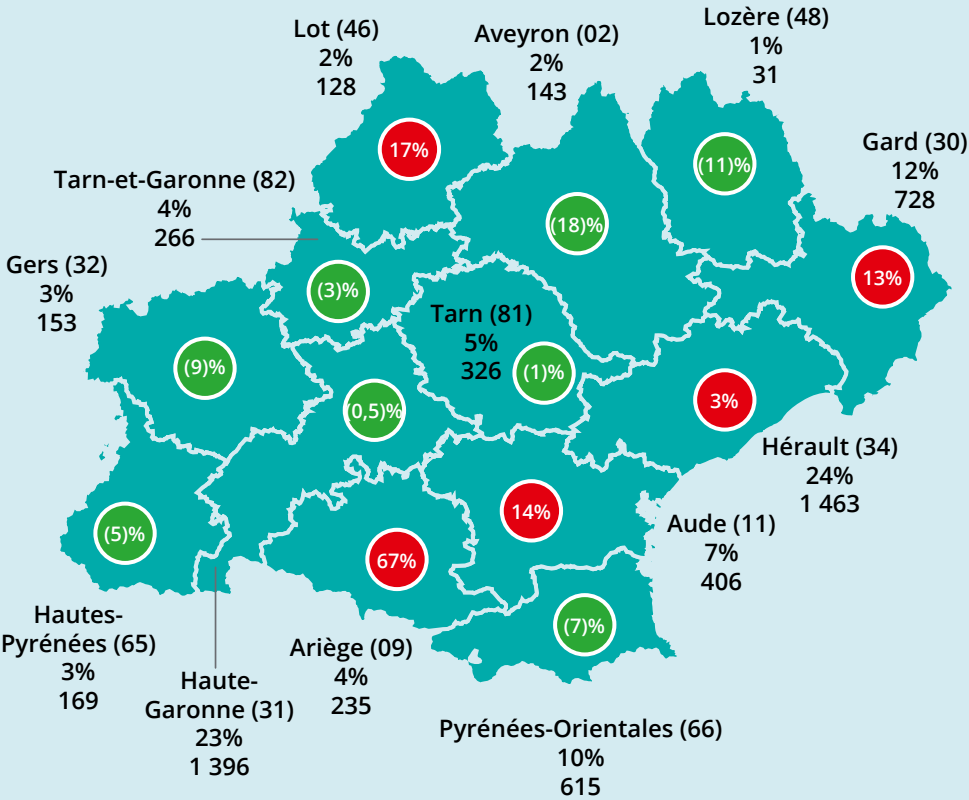
Surface : 72 724 km²

PIB 2022 : 221 752 M€ *(Insee)*

Nombre d'entreprises : 566 563
(source : Insee 2023 projeté à partir des données régionales Insee 2022)

Nombre de défaillances : 6 236

Ratio de défaillances : 1,10%



Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2025 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2024. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Nombre de sauvegardes	53	111	131	136	177	41	30%	3%	1 543	(0,4%)	2%
Nombre de RJ	539	936	1 513	1 897	2 063	166	9%	33%	21 336	9%	30%
Nombre de LJ	1 682	2 772	3 685	3 990	3 996	6	0%	64%	47 078	1%	67%
Nombre de RJ/LJ	2 221	3 708	5 198	5 887	6 059	172	3%	97%	68 414	3%	98%
Total	2 274	3 819	5 329	6 023	6 236	213	3,5%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Moins de 10 salariés	2 136	3 557	4 957	5 557	5 834	277	5%	94%	64 352	3%	92%
10 à 49 salariés	129	237	346	436	367	(69)	(16%)	6%	5 036	2%	7%
50 salariés et plus	9	25	26	30	35	5	17%	1%	569	3%	1%
Total	2 274	3 819	5 329	6 023	6 236	213	4%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2025

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	SN DIFFUSION	81	1990	35	62,7	Svg	mai-25	60	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
2	E.B.S. ISOLATION	81	2014	11	59,8	LJ	avr-25	159	Travaux d'isolation
3	SOLUTIONS 30 GRAND SUD-OUEST	31	2023	2	56,3	RJ	juil-25	1	Télécommunications filaires
4	OXYLIO	34	2004	21	40,3	*	sept-25	53	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
5	BUILDER SYSTEMS	31	1997	28	30,7	RJ	janv-25	18	Activités des sociétés holding
6	MAISON MILHAU	81	1979	46	29,8	RJ	avr-25	151	Préparation industrielle de produits à base de viande
7	A PLUS ENERGIES	34	2010	15	22,4	RJ	sept-25	144	Commerce interentreprises de matériel électrique
8	ALIENOR AQUITAINE AUTO	81	2015	10	19,9	Svg	mai-25	14	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
9	VECTALIA BEZIERS MEDITERRANEE	34	2015	10	18,3	Svg	févr-25	172	Transports urbains et suburbains de voyageurs
10	VECTALIA BEZIERS MEDITERRANEE	34	2015	10	18,3	RJ	févr-25	172	Transports urbains et suburbains de voyageurs

* Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'un redressement judiciaire
Source : Altares Source : Altares

Sur l'année 2025, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressement et liquidation judiciaires en Occitanie sont la construction, le commerce et l'hébergement-restauration, qui pèsent respectivement pour 25%, 20% et 15% des ouvertures. Au sein de la région, les différents secteurs connaissent des dynamiques divergentes avec notamment des hausses pour

l'hébergement et la restauration (+74 procédures, soit +9%), l'industrie (+71 procédures, soit +21%) et le service aux entreprises (+40 procédures, soit +5%) qui expérimentent les plus fortes hausses de procédures hors sauvegarde. A contrario, le secteur de la construction connaît une baisse des défaillances (hors sauvegarde) de -121 procédures (soit -7%).



	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France			
						Val.	%	Poids 25	Total 24	Total 25	25vs24	Poids 25
AGRICULTURE	88	118	142	188	202	14	7%	3%	1 498	1 735	16%	2%
Chasse, pêche, forêt	9	11	23	16	10	(6)	(38%)	0%	224	252	13%	0%
Culture	55	74	88	128	136	8	6%	2%	788	901	14%	1%
Élevage	24	33	31	44	56	12	27%	1%	486	582	20%	1%
CONSTRUCTION	636	915	1 334	1 661	1 540	(121)	(7%)	25%	17 924	17 346	(3%)	25%
Bâtiment	514	773	1 107	1 282	1 197	(85)	(7%)	20%	14 348	14 037	(2%)	20%
Immobilier	122	142	227	379	343	(36)	(9%)	6%	3 576	3 309	(7%)	5%
COMMERCE	501	818	1 130	1 201	1 240	39	3%	20%	14 113	14 080	(0%)	20%
Commerce & réparation de véhicules	109	171	249	213	248	35	16%	4%	2 716	2 923	8%	4%
Commerce de détail	286	515	717	788	759	(29)	(4%)	13%	8 370	8 130	(3%)	12%
Commerce de gros	106	132	164	200	233	33	17%	4%	3 027	3 027	-	4%
INDUSTRIE	128	262	351	340	411	71	21%	7%	4 330	4 445	3%	6%
Industrie agroalimentaire	45	119	169	155	173	18	12%	3%	1 746	1 683	(4%)	2%
Industrie hors agroalimentaire	83	143	182	185	238	53	29%	4%	2 584	2 762	7%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	59	90	119	133	147	14	11%	2%	2 068	2 141	4%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	43	65	85	99	111	12	12%	2%	1 427	1 478	4%	2%
Autres activités information & communication	16	25	34	34	36	2	6%	1%	641	663	3%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	62	112	148	176	176	-	-	3%	3 036	3 184	5%	5%
Transport routier de marchandises	41	82	107	127	119	(8)	(6%)	2%	1 959	1 768	(10%)	3%
Autres activités de transport	21	30	41	49	57	8	16%	1%	1 077	1 416	31%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	13	41	47	59	49	(10)	(17%)	1%	807	794	(2%)	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	276	434	631	730	770	40	5%	13%	9 148	9 758	7%	14%
Activités scientifiques et techniques	133	205	286	320	378	58	18%	6%	4 302	4 588	7%	7%
Services administratifs aux entreprises	143	229	345	410	392	(18)	(4%)	6%	4 846	5 170	7%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	92	158	248	248	244	(4)	(2%)	4%	2 861	2 997	5%	4%
Activités de réparation	6	15	30	20	26	6	30%	0%	255	269	5%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	65	111	178	165	168	3	2%	3%	2 092	2 106	1%	3%
Autres services à la personne	21	32	40	63	50	(13)	(21%)	1%	514	622	21%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	235	545	772	844	918	74	9%	15%	8 714	9 434	8%	13%
Hébergement	20	22	39	52	59	7	13%	1%	446	443	(1%)	1%
Restauration	187	434	634	673	745	72	11%	12%	7 067	7 715	9%	11%
Débîts de boissons	28	89	99	119	114	(5)	(4%)	2%	1 201	1 276	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	131	215	276	307	362	55	18%	6%	3 331	4 043	21%	6%
Santé humaine & action sociale	42	59	87	105	113	8	8%	2%	1 080	1 423	32%	2%
Activités récréatives	50	82	90	85	104	19	22%	2%	925	1 080	17%	2%
Enseignement	19	59	81	91	115	24	26%	2%	1 021	1 152	13%	2%
Autres activités	20	15	18	26	30	4	15%	0%	305	388	27%	1%
Total	2 221	3 708	5 198	5 887	6 059	172	2,9%	100%	67 830	69 957	3%	100%

Source : Altares
Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture
En **rouge**, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
En **vert**, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Le nombre d'ouvertures de procédures dans la région Pays de la Loire est en hausse de +19,7% en 2025, un niveau très largement supérieur à celui observé au niveau national (+3,1%). En 2025, la région poursuit donc sur la tendance de 2024 qui avait déjà enregistré une augmentation de +13% des procédures par rapport à 2023. Sur l'année 2025, la dynamique haussière des ouvertures s'explique par :

- Une hausse des redressements judiciaires de +378 procédures (soit +52%, contre +9% au niveau national) ; et
- Une hausse des procédures de liquidation judiciaire de +151 procédures (soit +8%, contre +1% au niveau national).

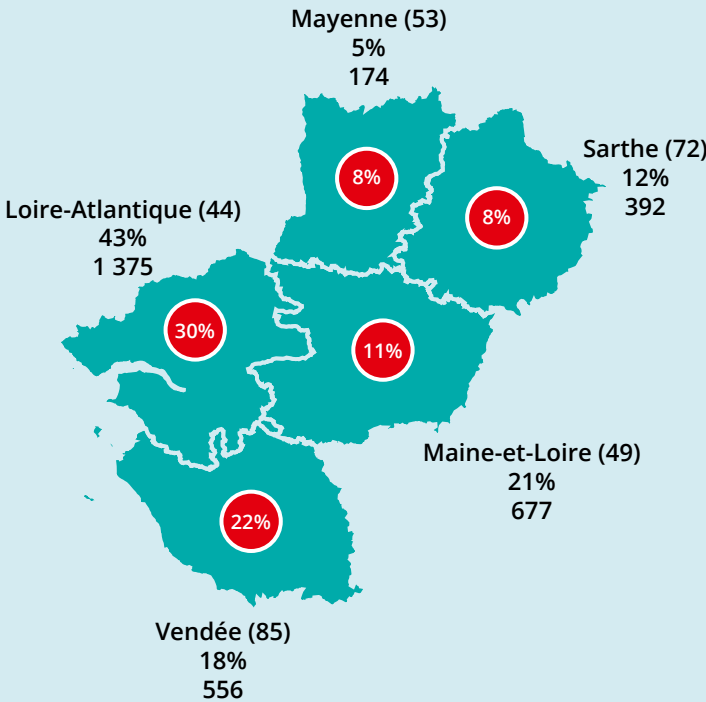
Dans les Pays de la Loire, bien que les entreprises de plus de 50 salariés représentent une part minime de l'ensemble des procédures de la région (1%), ces dernières connaissent la hausse la plus importante avec +89% de procédures, soit une augmentation en valeur de 16 entreprises.

Les entités dont le nombre d'employés est inférieur à 10, qui représentent par ailleurs 92% de l'ensemble des entreprises régionales touchées par les procédures judiciaires, enregistrent une hausse des ouvertures de +19% tandis que celles dont le nombre de salariés est compris en 10 et 49 connaissent une augmentation légèrement supérieure de l'ordre de +21%.

- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

En 2025, les évolutions départementales du nombre d'ouvertures de procédures de redressement et de liquidation judiciaires tendent unanimement à la hausse :

- La Loire-Atlantique (+30%), la Vendée (+22%) et le Maine-et-Loire (+11%), constituent le trio de tête des départements dont l'accroissement des ouvertures des procédures a été le plus conséquent par rapport à 2024.



Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2025 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encerclé traduit l'évolution par rapport à 2024. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives.
Source : Altares

Données clés
Démographie : 3 936 719
(source : Ined au 1^{er} janvier 2025)
Surface : 32 082 km²
PIB 2024 : 147 791 M€ *(Insee)*
Nombre d'entreprises : 282 240
(source : Insee 2023 projeté à partir des données régionales Insee 2022)
Nombre de défaillances : 3 263
Ratio de défaillances : 1,16%



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Nombre de sauvegardes	29	44	70	82	89	7	9%	3%	1 543	(0,4%)	2%
Nombre de RJ	262	363	596	726	1 104	378	52%	34%	21 336	9%	30%
Nombre de LJ	866	1 352	1 739	1 919	2 070	151	8%	63%	47 078	1%	67%
Nombre de RJ/LJ	1 128	1 715	2 335	2 645	3 174	529	20%	97%	68 414	3%	98%
Total	1 157	1 759	2 405	2 727	3 263	536	19,7%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Moins de 10 salariés	1 085	1 633	2 223	2 525	3 006	481	19%	92%	64 352	3%	92%
10 à 49 salariés	63	116	164	184	223	39	21%	7%	5 036	2%	7%
50 salariés et plus	9	10	18	18	34	16	89%	1%	569	3%	1%
Total	1 157	1 759	2 405	2 727	3 263	536	20%	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2025

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procé-dure ouverte	Mois de la procé-dure	Effectif	Activité
1	ONESIKKS	49	2013	12	104,6	RJ	oct-25	118	Fabrication de vêtements de dessus
2	IKKS WOMEN	49	2004	21	62,5	RJ	oct-25	1	Commerce interentreprises d'habillement et de chaussures
3	EOLANE COMBREE	49	1986	39	59,0	RJ	mars-25	287	Fabrication de cartes électroniques assemblées
4	REALITES MAITRISE D'OUVRAGE	44	2005	20	56,2	RJ	févr-25	229	Promotion immobilière de logements
5	HINTERLAND	44	1996	29	48,7	RJ	févr-25	362	Transports routiers de fret interurbains
6	FLORENTAISE	44	1991	34	47,7	RJ	mars-25	153	Extraction des minéraux chimiques et d'engrais minéraux
7	REALITES	44	2003	22	47,2	RJ	févr-25	205	Supports juridiques de programmes
8	DUNANT	44	2017	8	45,7	RJ	sept-25	1	Supports juridiques de programmes
9	IKKS JUNIOR	49	2004	21	38,7	RJ	oct-25	1	Commerce interentreprises d'habillement et de chaussures
10	CUISINES DESIGN INDUSTRIES	85	2006	19	35,6	RJ	avr-25	254	Fabrication de meubles de cuisine

Source : Altares

En 2025, les secteurs les plus touchés par les ouvertures de redressement et liquidation judiciaires dans le Pays de la Loire sont la construction, le commerce et les services aux entreprises, qui comptabilisent respectivement 27%, 19% et 14% des ouvertures de procédures dans la région. Au niveau régional, tous les secteurs d'activité sont confrontés

à une augmentation du nombre d'ouvertures à l'exception du secteur de l'industrie qui enregistre un recul de -7%. Les trois hausses les plus importantes sont portées par les secteurs de la construction (+225 procédures, soit 35%), du service aux entreprises (+71 procédures, soit 19%) et de l'hébergement & restauration (+66 procédures, soit 19%).



	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France			
						Val.	%	Poids 25	Total 24	Total 25	25vs24	Poids 25
AGRICULTURE	85	84	72	82	129	47	57%	4%	1 498	1 735	16%	2%
Chasse, pêche, forêt	4	5	3	4	9	5	125%	0%	224	252	13%	0%
Culture	14	19	25	26	36	10	38%	1%	788	901	14%	1%
Élevage	67	60	44	52	84	32	62%	3%	486	582	20%	1%
CONSTRUCTION	333	329	548	636	861	225	35%	27%	17 924	17 346	(3%)	25%
Bâtiment	259	274	422	504	592	88	17%	19%	14 348	14 037	(2%)	20%
Immobilier	74	55	126	132	269	137	104%	8%	3 576	3 309	(7%)	5%
COMMERCE	217	408	501	555	588	33	6%	19%	14 113	14 080	(0%)	20%
Commerce & réparation de véhicules	50	76	92	102	108	6	6%	3%	2 716	2 923	8%	4%
Commerce de détail	123	262	337	359	376	17	5%	12%	8 370	8 130	(3%)	12%
Commerce de gros	44	70	72	94	104	10	11%	3%	3 027	3 027	-	4%
INDUSTRIE	76	174	214	238	221	(17)	(7%)	7%	4 330	4 445	3%	6%
Industrie agroalimentaire	25	65	88	92	75	(17)	(18%)	2%	1 746	1 683	(4%)	2%
Industrie hors agroalimentaire	51	109	126	146	146	-	-	5%	2 584	2 762	7%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	31	53	69	67	84	17	25%	3%	2 068	2 141	4%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	25	43	52	49	65	16	33%	2%	1 427	1 478	4%	2%
Autres activités information & communication	6	10	17	18	19	1	6%	1%	641	663	3%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	32	43	56	72	75	3	4%	2%	3 036	3 184	5%	5%
Transport routier de marchandises	19	22	43	46	46	-	-	1%	1 959	1 768	(10%)	3%
Autres activités de transport	13	21	13	26	29	3	12%	1%	1 077	1 416	31%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	14	17	20	31	38	7	23%	1%	807	794	(2%)	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	150	222	306	382	453	71	19%	14%	9 148	9 758	7%	14%
Activités scientifiques et techniques	78	116	145	176	201	25	14%	6%	4 302	4 588	7%	7%
Services administratifs aux entreprises	72	106	161	206	252	46	22%	8%	4 846	5 170	7%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	33	64	97	111	136	25	23%	4%	2 861	2 997	5%	4%
Activités de réparation	4	8	15	10	11	1	10%	0%	255	269	5%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	20	40	67	82	89	7	9%	3%	2 092	2 106	1%	3%
Autres services à la personne	9	16	15	19	36	17	89%	1%	514	622	21%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	84	221	335	339	405	66	19%	13%	8 714	9 434	8%	13%
Hébergement	8	9	18	19	20	1	5%	1%	446	443	(1%)	1%
Restauration	59	170	239	239	301	62	26%	9%	7 067	7 715	9%	11%
Débites de boissons	17	42	78	81	84	3	4%	3%	1 201	1 276	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	73	100	117	132	184	52	39%	6%	3 331	4 043	21%	6%
Santé humaine & action sociale	20	21	34	25	65	40	160%	2%	1 080	1 423	32%	2%
Activités récréatives	37	37	41	47	53	6	13%	2%	925	1 080	17%	2%
Enseignement	11	33	30	45	36	(9)	(20%)	1%	1 021	1 152	13%	2%
Autres activités	5	9	12	15	30	15	100%	1%	305	388	27%	1%
Total	1 128	1 715	2 335	2 645	3 174	529	20,0%	100%	67 830	69 957	3%	100%

Source : Altares

Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture

En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.

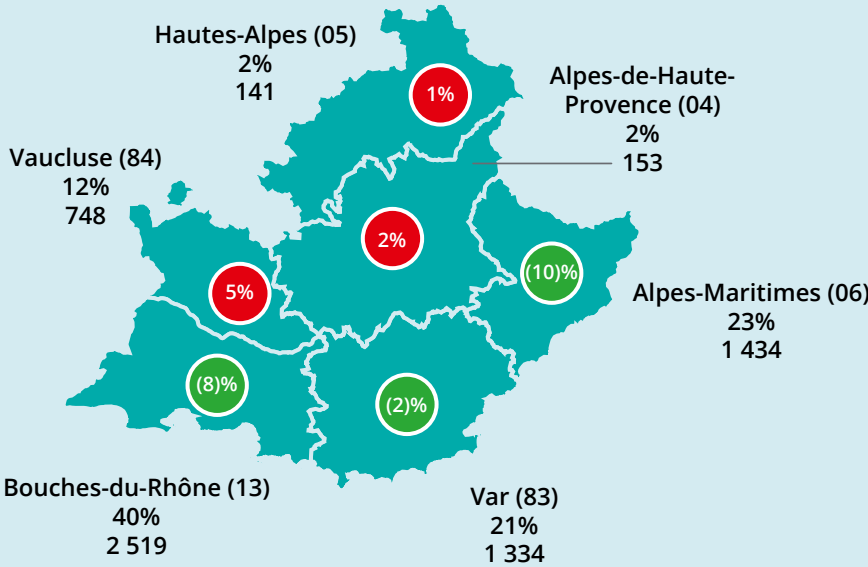


En 2025, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a fait figure d'exception parmi les différentes régions françaises cette dernière affichant une baisse globale de -6,4% du nombre de ses procédures judiciaires par rapport à 2024, soit une tendance diamétralement opposée à celle observée sur l'ensemble du territoire national (+3%). À la différence de l'année précédente qui s'était soldée par une hausse de +15% des procédures judiciaires au sein de la région, une baisse généralisée des ouvertures est donc constatée en 2025, portée principalement par la baisse des ouvertures de procédures de liquidation (-202 procédures, soit -5%) et des procédures de redressements judiciaires (-168 procédures, soit -6%). Quant aux procédures de sauvegarde, elles enregistrent également une baisse de l'ordre de -71 procédures (soit -42%).

Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le nombre de procédures touchant les entreprises de moins de 10 salariés, qui pèsent pour près de 94% des entreprises défaillantes sur la période, recule de -6% (contre une hausse de +3% au niveau national). Les entreprises dont le nombre de salariés est compris entre 10 et 49 ont connu la décrue du nombre de procédures la plus significative (-20%) tandis que les ouvertures de procédures des entreprises de plus de 50 salariés sont passées de 50 en 2024 à 49 en 2025 soit une baisse de -2%, permettant là-encore à la région de se démarquer du niveau national qui a connu pour sa part une hausse de +3% sur ce type d'entreprises.

- Baisse du nombre de procédures collectives
- Hausse du nombre de procédures collectives

L'analyse du point de vue des départements souligne que les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône et le Var comptent pour 84% des procédures de redressement et de liquidation judiciaires de la région, même si ces trois départements affichent des tendances baissières par rapport à 2024 (avec respectivement -10%, -8%, et -2%). Les autres départements, à savoir les Hautes-Alpes, les Alpes-de-Haute-Provence et le Vaucluse connaissent tous des croissances du nombre de procédures, avec notamment une hausse de +5% pour le Vaucluse, seul département de la région à enregistrer une augmentation plus conséquente qu'au niveau national.



Les chiffres mentionnés dans chaque département indiquent le nombre de RJ et LJ enregistrés en 2025 ; le pourcentage représente la quote-part du département ramenée à l'échelle régionale ; le pourcentage encadré traduit l'évolution par rapport à 2024. La couleur rouge indique la hausse du nombre de procédures collectives. Source : Altares

Données clés

Démographie : 5 241 587

(source : Ined au 1^{er} janvier 2025)

Surface : 31 400 km²

PIB 2022 : 217 942 M€ (Insee)

Nombre d'entreprises : 572 812

(source : Insee 2023 projeté à partir des données régionales Insee 2022)

Nombre de défaillances : 6 426

Ratio de défaillances : 1,12%



Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ et LJ directes sur 5 ans (comparaison région vs France)

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Nombre de sauvegardes	80	127	154	168	97	(71)	(42%)	2%	1 543	(0%)	2%
Nombre de RJ	1 171	1 398	2 154	2 884	2 716	(168)	(6%)	42%	21 336	9%	30%
Nombre de LJ	2 006	2 968	3 639	3 815	3 613	(202)	(5%)	56%	47 078	1%	67%
Nombre de RJ/LJ	3 177	4 366	5 793	6 699	6 329	(370)	(6%)	98%	68 414	3%	98%
Total	3 257	4 493	5 947	6 867	6 426	(441)	(6,4%)	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Nombre d'ouvertures de sauvegardes, RJ, LJ directes par tranche d'effectif sur 5 ans

	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France		
						Val.	%	Poids 25	Total	25vs24	Poids 25
Moins de 10 salariés	3 078	4 206	5 528	6 388	6 034	(354)	(6%)	94%	64 352	3%	92%
10 à 49 salariés	164	270	386	429	343	(86)	(20%)	5%	5 036	2%	7%
50 salariés et plus	15	16	33	50	49	(1)	(2%)	1%	569	3%	1%
Total	3 257	4 492	5 947	6 867	6 426	(441)	(6%)	100%	69 957	3%	100%

Source : Altares

Top 10 ouvertures de RJ, LJ ou sauvegardes en 2025

N°	Sociétés	Dpt	Création	Âge	CA en M€	Procédure ouverte	Mois de la procédure	Effectif	Activité
1	NEOMARCHE	13	2018	7	161,9	RJ	nov-25	1 300	Commerce de détail de meubles
2	JOTT OPERATIONS	13	1980	45	54,8	RJ	déc-25	101	Commerce interentreprises d'habillement et de chaussures
3	AQUALUNG TRADING	06	1991	34	51,1	RJ	nov-25	25	Commerce interentreprises de fournitures et équipements divers pour le commerce et les services
4	MS MOTORS	06	2007	18	41,8	Svg	juil-25	14	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
5	BERBIGUIER PREMIUM AUTOMOBILES	84	2006	19	40,6	RJ	avr-25	57	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers
6	ENTRAIDE	13	1984	41	39,3	Svg	janv-25	540	Aide à domicile
7	ENTRAIDE	13	1984	41	39,3	RJ	janv-25	540	Aide à domicile
8	BOURBON SUPPLY INVESTISSEMENTS	13	2003	22	34,3	*	mars-25	1	Transports maritimes et côtiers de passagers
9	PROVIRIDIS	13	2012	13	32,5	RJ	sept-25	37	Commerce interentreprises de combustibles et de produits annexes
10	NATUR DIS	06	1984	41	32,0	Svg	juil-25	50	Commerce interentreprises alimentaire non spécialisé

* Résolution du plan de sauvegarde et ouverture d'un redressement judiciaire
Source : Altares Source : Altares

D'un point de vue sectoriel, les seules hausses enregistrées en 2025 affectent les secteurs des autres activités (+10% vs 21% au niveau national), des services aux particuliers (+10% vs 5% sur l'ensemble du territoire français) et du transport et logistique (+2% vs 5% à l'échelle nationale).

D'un point de vue sectoriel, les seules hausses enregistrées en 2025 affectent les secteurs des autres activités (+10% vs 21% au niveau national), des services aux particuliers (+10% vs 5% sur l'ensemble du territoire français) et du transport et logistique (+2% vs 5% à l'échelle nationale).



	2021	2022	2023	2024	2025	Var. 25vs24			France			
						Val.	%	Poids 25	Total 24	Total 25	25vs24	Poids 25
AGRICULTURE	69	93	103	115	115	-	-	2%	1 498	1 735	16%	2%
Chasse, pêche, forêt	10	7	5	10	9	(1)	(10%)	0%	224	252	13%	0%
Culture	42	67	80	91	91	-	-	1%	788	901	14%	1%
Élevage	17	19	18	14	15	1	7%	0%	486	582	20%	1%
CONSTRUCTION	884	1 110	1 486	1 886	1 656	(230)	(12%)	26%	17 924	17 346	(3%)	25%
Bâtiment	703	882	1 280	1 538	1 358	(180)	(12%)	21%	14 348	14 037	(2%)	20%
Immobilier	181	228	206	348	298	(50)	(14%)	5%	3 576	3 309	(7%)	5%
COMMERCE	693	988	1 210	1 376	1 293	(83)	(6%)	20%	14 113	14 080	(0%)	20%
Commerce & réparation de véhicules	165	191	231	284	248	(36)	(13%)	4%	2 716	2 923	8%	4%
Commerce de détail	357	551	731	773	742	(31)	(4%)	12%	8 370	8 130	(3%)	12%
Commerce de gros	171	246	248	319	303	(16)	(5%)	5%	3 027	3 027	-	4%
INDUSTRIE	166	233	369	334	322	(12)	(4%)	5%	4 330	4 445	3%	6%
Industrie agroalimentaire	57	105	155	138	130	(8)	(6%)	2%	1 746	1 683	(4%)	2%
Industrie hors agroalimentaire	109	128	214	196	192	(4)	(2%)	3%	2 584	2 762	7%	4%
INFORMATION & COMMUNICATION	82	107	155	177	141	(36)	(20%)	2%	2 068	2 141	4%	3%
Services informatiques & édition de logiciels	64	78	114	131	106	(25)	(19%)	2%	1 427	1 478	4%	2%
Autres activités information & communication	18	29	41	46	35	(11)	(24%)	1%	641	663	3%	1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	112	157	219	233	237	4	2%	4%	3 036	3 184	5%	5%
Transport routier de marchandises	62	103	143	154	150	(4)	(3%)	2%	1 959	1 768	(10%)	3%
Autres activités de transport	50	54	76	79	87	8	10%	1%	1 077	1 416	31%	2%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	20	43	51	69	64	(5)	(7%)	1%	807	794	(2%)	1%
SERVICES AUX ENTREPRISES	437	606	768	887	857	(30)	(3%)	14%	9 148	9 758	7%	14%
Activités scientifiques et techniques	205	262	358	371	341	(30)	(8%)	5%	4 302	4 588	7%	7%
Services administratifs aux entreprises	232	344	410	516	516	-	-	8%	4 846	5 170	7%	7%
SERVICES AUX PARTICULIERS	131	196	260	273	301	28	10%	5%	2 861	2 997	5%	4%
Activités de réparation	9	17	28	19	21	2	11%	0%	255	269	5%	0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	82	154	184	212	215	3	1%	3%	2 092	2 106	1%	3%
Autres services à la personne	40	25	48	42	65	23	55%	1%	514	622	21%	1%
HÉBERGEMENT, RESTAURATION	422	588	868	1 000	958	(42)	(4%)	15%	8 714	9 434	8%	13%
Hébergement	38	36	38	52	36	(16)	(31%)	1%	446	443	(1%)	1%
Restauration	339	487	721	826	817	(9)	(1%)	13%	7 067	7 715	9%	11%
Débites de boissons	45	65	109	122	105	(17)	(14%)	2%	1 201	1 276	6%	2%
AUTRES ACTIVITÉS	161	245	304	349	385	36	10%	6%	3 331	4 043	21%	6%
Santé humaine & action sociale	37	67	94	141	152	11	8%	2%	1 080	1 423	32%	2%
Activités récréatives	54	75	78	87	94	7	8%	1%	925	1 080	17%	2%
Enseignement	47	70	99	98	108	10	10%	2%	1 021	1 152	13%	2%
Autres activités	23	33	33	23	31	8	35%	0%	305	388	27%	1%
Total	3 177	4 366	5 793	6 699	6 329	(370)	(5,5%)	100%	67 830	69 957	3%	100%

Source : Altares
Note : les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus correspondent uniquement aux ouvertures de redressements et de liquidations judiciaires.

Grille de lecture
En rouge, la variation est défavorable par rapport au niveau national.
En vert, la variation est favorable par rapport au niveau national.



Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (DTTL), à son réseau mondial de cabinets membres et à leurs entités liées (collectivement dénommés « l'organisation Deloitte »). DTTL (également désigné « Deloitte Global ») et chacun de ses cabinets membres et entités liées sont constitués en entités indépendantes et juridiquement distinctes, qui ne peuvent pas s'engager ou se lier les uns aux autres à l'égard des tiers. DTTL et chacun de ses cabinets membres et entités liées sont uniquement responsables de leurs propres actes et manquements, et aucunement de ceux des autres. DTTL ne fournit aucun service aux clients. Pour en savoir plus, consulter www.deloitte.com/about. En France, Deloitte SAS est le cabinet membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited, et les services professionnels sont rendus par ses filiales et ses affiliés.

Deloitte fournit des services professionnels de pointe à près de 90 % des entreprises du Fortune Global 500® ainsi qu'à des milliers de sociétés privées. Les résultats mesurables et pérennes de nos professionnels contribuent à renforcer la confiance du public dans les marchés de capitaux et permettent aux clients de se transformer et de prospérer. Fort de plus de 180 ans d'histoire, Deloitte est présent dans plus de 150 pays et territoires. Pour en savoir plus sur la manière dont nos plus de 470 000 professionnels dans le monde collaborent chaque jour pour make an impact that matters, consultez www.deloitte.com.

Deloitte France regroupe un ensemble de compétences diversifiées pour répondre aux enjeux de ses clients, de toutes tailles et de tous secteurs. Fort des expertises de ses 8 800 associés et collaborateurs et d'une offre multidisciplinaire, Deloitte France est un acteur de référence. Soucieux d'avoir un impact positif sur notre société, Deloitte a mis en place un plan d'actions ambitieux en matière de développement durable et d'engagement citoyen.

Deloitte
6, place de la Pyramide – 92908 Paris-La Défense Cedex

© Septembre 2026 Deloitte SAS – Membre de Deloitte Touche Tohmatsu Limited
Designed by dot.